

Silence

N°347
Juin
2007
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Libertés le combat continue

Biocarburants
Impossibles
à grande
échelle

Irradiation
des aliments
Combien
de fraudes ?

Munich
La bio
protège
l'eau



Libertés : le combat continue

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Bilan d'une législative sécuritaire <i>de Françoise Dumont</i> | 4 |
| Vers une identité désocialisée <i>de Daniel Julien</i> | 7 |
| Inventer des alternatives à la logique de contrôle <i>de Guillaume Gamblin</i> | 9 |
| Prendre un enfant par la main <i>de Jean-Philippe et Jean-Pierre Joseph, Christine Rojewski</i> | 10 |
| Du fichage ADN généralisé à la "grève de la salive" <i>de Guillaume Gamblin</i> | 12 |
| Nouveaux passeports européens : un rapport qui accuse... | 15 |

Irradiation des aliments

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Combien de fraudes en France ? <i>de Véronique Gallais, Roland Desbordes, François Veillerette</i> | 20 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

Droit des peuples

| | |
|-----------------------------------------------------------------------|----|
| Un curieux parc naturel en Guyane <i>de Survival international</i> | 27 |
|-----------------------------------------------------------------------|----|

Energies

| | |
|------------------------------------------------------------------------|----|
| Biocarburants impossibles à grande échelle <i>de Michel Bernard</i> | 28 |
|------------------------------------------------------------------------|----|

Non-violence

| | |
|------------------------------------------------------------------|----|
| La paix a besoin de volontaires <i>d'Elsa Joyeux-Bouillon</i> | 31 |
|------------------------------------------------------------------|----|

Préservation de l'environnement

| | |
|--------------------------------------------------------------------------|----|
| Munich encourage la bio pour préserver l'eau <i>de Maureen de Mey</i> | 32 |
|--------------------------------------------------------------------------|----|

Le meilleur des mondes

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Développement durable... des nouvelles technologies <i>de Jean-Louis Beaumier</i> | 39 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|

Social

| | |
|--------------------------------------------------------|----|
| Contrôle de productivité <i>de Baptiste Mylondo</i> | 42 |
|--------------------------------------------------------|----|

Brèves

| | |
|------------------|------------------|
| 17 Société | 40 Santé |
| 18 Nucléaire | 41 Femmes-Hommes |
| 22 Energies | |
| 23 Environnement | 44 Politique |
| 25 Climat | 45 Annonces |
| 26 Nord-Sud | 47 Courrier |
| 30 Paix | 51 Livres |
| 34 Alternatives | |

Vous pouvez nous aider !

Nous aurions besoin de bénévoles pour tenir des stands :

- le 3 juin, à Durban (Aude), pour la journée bio,
 - les 9 et 10 juin, à Murs-Érigné (Maine-et-Loire), pour la fête bio,
 - les 16 et 17 juin, à Aytré (Charente-Maritime), pour Prairial ...
- Contactez Dorothee le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33.
Merci d'avance.

Seine-Saint-Denis

Après les lecteurs et les lectrices de Seine-Saint-Denis, nous commençons nos recherches en vue de la publication d'un numéro sur les alternatives dans votre département prévu pour avril 2008. Envoyez-nous des adresses, des tracts de présentation, des dépliants...

Prochains régionaux

Après la région **Centre** (été 2007), le rythme s'accélénera avec trois régionaux par an : **Hautes-Garonne et Gers** (décembre 2007), la **Seine-Saint-Denis** (avril 2008), les **Savoies** (été 2008), la **Saône-et-Loire** (décembre 2008) ... Outre ces numéros régionaux, nous devrions avoir également des reportages sur d'anciennes régions qui seront revisités par l'équipe *du P'tit Gavroche* et qui réactualiseront sous forme de guide d'anciens numéros régionaux de *Silence*. Premières régions revisitées : la **Bretagne** et le **Rhône**.

Participez aux prochains dossiers

En principe, les prochains dossiers seront consacrés à :

- Septembre : **Alternatives dans les festivals et salons écolos**. Les alternatives et les limites présentes dans l'organisation de ces événements.
- Octobre : **Femmes et décroissance** : la décroissance menace-t-elle la liberté des femmes ? Les femmes peuvent-elles avoir une approche spécifique ?
- Novembre : **Spécial 25 ans**. De la couleur et des artistes pour fêter l'évènement.
- Décembre : **Alternatives en Haute-Garonne et Gers**. Une douzaine de reportages et des centaines d'adresses.

■ Janvier 2008 : **Sortir de l'industrialisme**. L'industrie produit aujourd'hui n'importe quoi pour assurer la croissance. Comment sortir de cette logique pour ne conserver que le bon côté de l'industrie : la production à grande échelle de biens utiles et durables ? Pour tous ces sujets, n'hésitez pas à proposer vos réflexions... au moins trois mois à l'avance.

Comment envoyer une info

- **Délais de parution**. Nous indiquons en bas de cette page, les délais pour recevoir des informations pour les numéros à venir. De nombreuses informations ne sont pas reprises dans la revue parce qu'elles nous parviennent trop tardivement. Pour être sûr des délais, envoyez vos informations deux mois à l'avance.
- **Anonyme**. Nous ne publions aucun texte dont nous ne connaissons pas l'auteur-e.
- **Courriel**. Nous n'en communiquons pas pour ne pas être envahi par des messages non sollicités.

Venez nous voir le 21 juin !

■ Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe **un jeudi de 17 h à 20 h** et c'est suivi par un repas pris ensemble où Silence paie une partie du repas (8 € par personne). Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **21 juin, 23 août, 20 septembre, 18 octobre...**

■ Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers...

Les prochains comités de lecture se tiendront à **14 h** les **samedis 23 juin** (pour le numéro de septembre), **1^{er} septembre** (pour le numéro d'octobre), **29 septembre** (pour le numéro de novembre).

■ Vous pouvez nous proposer un article jusqu'au **mercredi 16 h**, avant le comité de lecture soit les **mercredis 20 juin** (pour le numéro de septembre), **29 août** (pour le numéro d'octobre), **26 septembre** (pour le numéro de novembre),

■ Enfin, pour les annonces qui passent en page brèves, vous avez jusqu'au **mercredi, 12 h, suivant** le comité de lecture pour nous faire parvenir vos informations.

■ Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtés au **2 mai 2007**.





Libertés surveillées

La tendance des êtres humains est d'abuser de leur liberté, c'est-à-dire d'empiéter sur celle des autres. La plus grande menace sur la liberté, c'est la liberté elle-même. Comment défendre la liberté contre elle-même ? En garantissant à tous la sécurité. La sécurité, c'est la liberté. La sécurité, c'est la protection. La protection, c'est la surveillance. La surveillance, c'est la liberté''.

Jean-Christophe Rufin, *Globalia*, Gallimard, Folio, 2004.

C'est pourtant simple ! Il suffit d'un peu d'esprit logique et d'un zeste de bonne volonté, et nous sommes tous capables de comprendre cela. Commençons par nous persuader que chaque problème appelle une réponse simple, logique, de bon sens : une enseignante se fait-elle agresser dans un lycée ? Le ministre de l'Intérieur fait une déclaration deux jours plus tard en expliquant qu' "il faut arrêter de tergiverser sur la présence de la police" dans les écoles. Quelques dizaines de personnes partagent en Europe des visées terroristes ? Imposons des techniques d'identification et de contrôle directement issues de l'univers carcéral à l'ensemble de la population. Mieux vaut prévenir que guérir, comme dit l'autre.

La délinquance, l'immigration, le terrorisme : des "menaces" qui ont un visage. Un visage étrangement "soluble" dans les nouvelles techniques et polices de contrôle. La prévention (de la délinquance), le contrôle (des flux humains) et la répression (des déviants) composent ensemble un cocktail d'une efficacité absolue face aux menaces qui nous assaillent. Vous en doutez ?

Face à cet essor actuel du contrôle social, des résistances émergent, tentant de sauvegarder un minimum de libertés démocratiques : protestations contre les lois sécuritaires, refus du fichage ADN, du puçage des animaux (qui précède et "accompagne" celui des humains), refus ou destruction de dispositifs biométriques...

Mais au-delà des résistances, c'est en amont qu'il faut penser les alternatives à cette logique de contrôle qui, une fois qu'on l'a acceptée, ne fait que développer ses morbides conclusions. Ne nous trompons pas de menace : est-ce le terrorisme qui nous met en danger et qui provoque l'inquiétude quotidienne des parents, ou est-ce l'omniprésence de l'automobile dans l'espace public ? La délinquance est-elle plus dangereuse que l'insécurité alimentaire, sanitaire, industrielle, nucléaire ? Et pourtant, identifier comme danger l'une ou l'autre de ces menaces n'amène pas aux mêmes conclusions : dans un cas, il s'agit de renforcer l'ordre existant avec ses inégalités établies ; dans l'autre, il s'agit de remettre en cause nos modes de vie avec bon nombre des fantasmes consuméristes qui leur sont liés.

Avant de choisir les réponses, choisissons les questions.

Guillaume Gamblin ■



Bilan d'une législature sécuritaire



Loi sur la sécurité intérieure (2003), lois Perben I et II (2002 et 2004), loi sur le traitement de la récidive (2005), loi contre le terrorisme (2006), loi de prévention de la délinquance (2007)... Nous sommes confrontés, depuis cinq ans, à une telle inflation législative que de nombreux magistrats, en dehors même de tout jugement sur les orientations de ces lois, demandent une pause, histoire d'y voir un peu clair, notamment sur les décrets d'application.

En fait, toutes ces lois ont un dénominateur commun : leur caractère sécuritaire, celui-ci se traduisant par toujours moins de libertés et toujours plus de répression.

Les libertés mises à mal

Un des aspects les plus évidents de ces atteintes aux libertés concerne la mise en place d'une société de surveillance généralisée, en particulier par une extension des fichiers. Ainsi, la loi sur la "sécurité intérieure" a permis un déploiement considérable du fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG), tandis que la loi Perben II a mis en place le fichier automatisé des auteurs d'infractions sexuelles, y compris en cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement.

Quant à la loi dite de "prévention de la délinquance", son adoption va aboutir à la création de fichiers municipaux sur les enfants scolarisés et sur les personnes soignées par les psychiatres dans la commune. Tous ces fichiers s'ajoutent bien entendu aux précédents, notamment au STIC (système de traitement des infractions constatées), fichier qui concerne aujourd'hui 24 millions de personnes, puisque pour y figurer, il est superflu d'être coupable. Il suffit d'avoir été témoin, interpellé mais relâché, suspect puis innocenté, gardé à vue quelques instants, voire même victime. Certes, Alex Türk, président de la CNIL (Commission nationale informatique et liberté) et sénateur de la majorité, s'inquiète devant ce qu'il appelle lui-même "une vague sécuritaire qui pourrait submerger les autorités" mais... la loi de "lutte contre le terrorisme" a remis en cause le principe de finalité précise des fichiers informatiques, ce qui constituait une garantie importante pour les libertés.

Cette prolifération de fichiers s'est accompagnée de la légalisation de méthodes policières contestables comme l'autorisation de poser des micros et des

caméras dans les domiciles et les véhicules, la généralisation des infiltrations policières, le recours aux "repentis", l'extension des motifs de contrôle d'identité et de fouilles de véhicules, ainsi que de celui du champ des perquisitions qui peuvent avoir lieu en l'absence de la personne ou sans son accord, y compris de nuit (loi Perben II).

Parallèlement à ces diverses atteintes aux libertés et aux discours récurrents du ministre de l'Intérieur sur le laxisme de la justice, on a assisté, au cours de ces cinq dernières années, à un véritable recul des garanties judiciaires avec notamment la remise en cause par la loi de "sécurité intérieure" de l'information sur le droit de se taire pendant la garde à vue, celle-ci étant d'ailleurs portée, par la loi Perben II, à quatre jours, sans l'assistance d'un avocat avant deux voire trois jours. Ces mêmes lois Perben ont également permis une restriction des garanties en matière de détention provisoire, l'augmentation des pouvoirs du Parquet, l'abaissement du statut du juge des libertés.

Toujours plus de répression

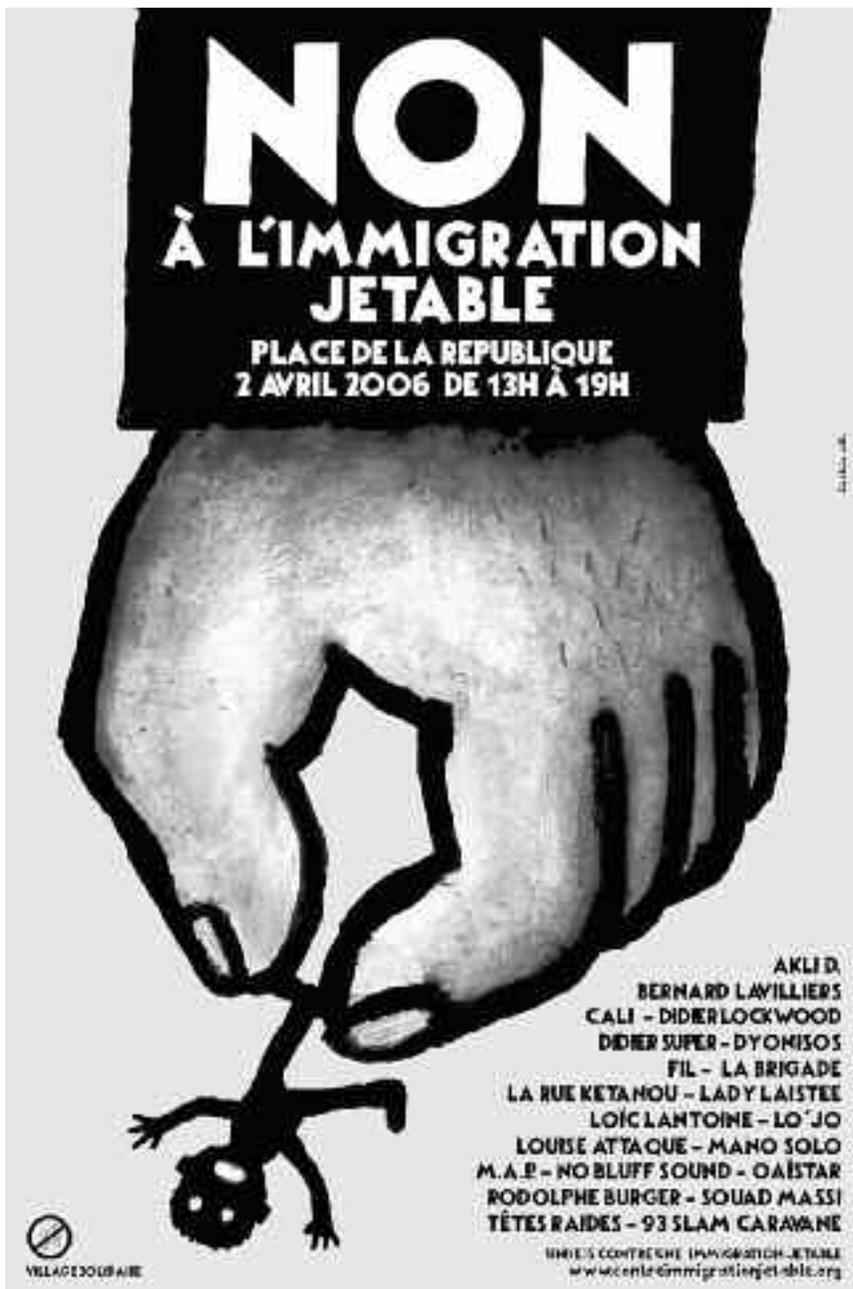
"Plus vite et plus sévère" semble devenu pour les législateurs une véritable obsession. Ainsi, les cas de comparution immédiate et les possibilités de procédure d'urgence ont été augmentés. Et comme la surpopulation de nos prisons ne semble pas être un problème, les peines encourues pour insultes ou menaces envers un agent public ont été aggravées, le concept de "réitération" (plus large que la récidive légale) a été créé, tandis que la loi durcissait les régimes de sursis avec mise à l'épreuve et celui de libération conditionnelle.

En 2004, au nom de "l'adaptation des moyens de la justice aux évolutions de la criminalité", la loi Perben II a réformé le code pénal en profondeur. Elle a institué une procédure dérogatoire au champ énorme, fondée sur une notion particulière

ment floue : celle de "bande organisée", qui varie au gré des interprétations du Parquet, de la police et de la gendarmerie. Elle a également institué "le plaider coupable", c'est-à-dire une justice sans juges, celui-ci se bornant à "homologuer" l'accord.

Les jeunes, tour à tour qualifiés par le ministre de l'Intérieur de "racaille" ou de "géants noirs des banlieues" ont été l'objet de diverses mesures, au nom d'une justice des mineurs considérée comme trop laxiste, affirmation que les chiffres même du ministère de la Justice démentent. En ce qui concerne la délinquance des mineurs, nous avons considéré qu'il y avait dans l'intitulé même de la loi votée en mars, tromperie sur la marchandise et qu'il n'y avait pas besoin dans ce domaine de nouveaux "outils législatifs". Ce qu'il fallait, c'était développer la prévention, le travail social, donner les moyens à la justice des mineurs de travailler dans de bonnes conditions, ce qui aujourd'hui est loin d'être le cas. De l'avis même de la plupart des magistrats, l'ordonnance de 1945, déjà maintes fois remaniée, offre une palette suffisante de sanctions. Mais il est vrai que, par sa philosophie même, ce texte qui est un acquis de la Libération considère qu'un mineur dangereux est d'abord un mineur en danger et qu'il convient toujours de travailler avec lui sur sa future réinsertion. C'est en cela que l'ordonnance paraît à certains obsolète, insupportable.

Ce n'est pas cette philosophie qui a prévalu à l'élaboration de la loi dite de "prévention de la délinquance". S'ajoutant à la loi Perben I, elle a encore rapproché la justice des mineurs du droit commun des majeurs. Ainsi, les sanctions éducatives ont été alourdies dès l'âge de 10 ans, les centres fermés, les établissements pénitentiaires pour mineurs ont été créés, le régime de garde à vue durci, la compétence exclusive du juge pour enfant supprimée (tout ceci dans le cadre de la loi Perben I). La dernière loi, elle, a instauré la présentation immédiate et créé une peine d'initiation au travail dès 13 ans.



Le contrôle social de boucs émissaires

Ce que toutes ces lois ont également en commun, c'est la volonté de désigner un certain nombre de boucs émissaires, de classes dangereuses clouées au pilori et vouées à la relégation sous diverses formes. Qui sont ces boucs émissaires ?

Il s'agit des mendiants, par exemple, qu'il faut écarter des centres-villes et éventuellement inculper de "mendicité agressive". Il s'agit des prostituées, qui doivent devenir invisibles sous peine d'être inculpées pour racolage passif. Qui peut croire qu'en étant repoussées hors des murs, hors de certains lieux, elles (ou ils) disparaissent pour autant ?

Il s'agit des Roms et des gens du voyage, par rapport auxquels trop de communes mettent en place des stratégies

d'évitement des obligations légales d'accueil. Il s'agit enfin des jeunes, qu'il va falloir chasser des halls d'immeuble, par exemple, et de leur famille, soupçonnée d'être toujours plus ou moins défaillante et qu'il va donc falloir elle aussi ficher, contrôler (loi de prévention de la délinquance).

A qui va être confié ce contrôle social ? A de nouveaux juges, "les juges de proximité" moins indépendants et moins compétents que les autres, à des délégués du procureur, choisis librement par ce dernier, à une sorte de milice baptisée "service volontaire citoyen de la police nationale". Ce contrôle va aussi être confié à des élus politiques : au maire, au président du Conseil général. L'illustration la plus forte de cette nouvelle orientation se trouve sans aucun doute dans la loi de prévention de la délinquance : désormais, les travailleurs sociaux (mais aussi

les médecins de PMI – protection maternelle et infantile) devront transmettre au maire les informations qu'ils recueillent sur les familles avec lesquelles ils travaillent, ce qui signifie, bien sûr, la fin du secret professionnel.

Des mobilisations insuffisantes

Au cours de ces cinq dernières années, la Ligue des droits de l'Homme, seule ou dans le cadre de collectifs, a alerté à plusieurs reprises nos concitoyens sur les dangers de ces lois. Il faut bien reconnaître que les mobilisations n'ont pas été à la hauteur des enjeux. C'est vrai, cela nous interroge, évidemment, sur l'état de l'opinion publique. Sommes-nous face à une lepénisation des esprits, comme nous le disons souvent ? Sans doute. Comme nous sommes incontestablement dans une période où certains discours xénophobes se banalisent, au point de juger les footballeurs de l'équipe de France à la couleur de leur peau, au point d'envisager un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale.

Cette insuffisance des réactions est sans doute aussi liée au fait que chacun croit au fond de lui-même que s'il n'est pas au cœur de certaines cibles, il n'a pas grand-chose à craindre... Croît-il... à tort, car le bacille se répand à grande vitesse et l'exception d'aujourd'hui fait le droit commun de demain... On sait depuis longtemps la logique du pasteur Niemöller : quand ils sont venus pour les communistes, les socialistes, les Juifs, les Tziganes, les homosexuels, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste, socialiste, juif, tzigane, homosexuel ; maintenant, ils viennent pour moi, et qui me défendra ? Il va de soi que nous ne sommes pas face à une horreur comparable, mais la réduction des libertés fonctionne toujours par saucissonnage. L'histoire en témoigne.

La Ligue des droits de l'Homme a la mémoire longue ; elle a toujours eu et aura toujours la volonté de faire reconnaître le droit à la sécurité comme un droit fondamental, mais elle ne renoncera jamais à dénoncer et à combattre les dérives sécuritaires qui, elles, sont dangereuses pour la démocratie.

Françoise Dumont ■

Secrétaire générale adjointe
de la Ligue des droits de l'Homme.

Vers une identité désocialisée

De l'élevage intensif à la gestion du cheptel humain

Il s'agissait initialement de faire fonctionner un "distributeur automatique de concentré" (DAC) afin que la quantité d'aliments délivrée lorsqu'un animal se présente au distributeur corresponde à une valorisation optimale par le potentiel de cet animal précisément, évitant pour chaque animal et donc pour le troupeau, le gaspillage par gourmandise et la perte de productivité due à un rationnement trop strict.

Dans le cadre logique de l'élevage intensif, le DAC, à travers le souci de productivité optimisée, réalise à la fois l'idéal de satisfaction des besoins individuels de consommation alimentaire et le souci d'équité. En effet, chaque animal est traité en fonction de ses propres caractéristiques productives, sans aucune possibilité de favoritisme vis-à-vis de certains. On rejoint donc une forme de gestion basée sur l'adage "à chacun selon ses besoins"...

Bouclés aujourd'hui, empucelage demain

Aujourd'hui, pour des raisons de traçabilité et de sécurité alimentaire, toujours dans le domaine agricole, on parle d'implanter des puces d'identification dans la chair des animaux d'élevage. En prenant l'exemple de la production caprine, une des raisons avancées par les services d'Etat réside dans la propension qu'ont ces animaux à perdre leurs boucles d'identification (la petite étiquette agrafée à l'oreille). Dans un premier temps, le port d'une seule boucle était obligatoire. Depuis peu, ce sont deux boucles identiques qui doivent être portées par l'animal (une à chaque oreille). Chez les chevreux et chevrettes, on souhaiterait les boucler à la patte (1)... Ces animaux étant un peu turbulents, ce serait plus sûr.

Cependant, le bruit court que bientôt biquettes et autres ruminants n'auront plus à porter de boucles ni à l'une ou aux deux oreilles, ni même à la patte ou ailleurs grâce... au progrès technique. Il

Le principe de l'identification électronique a fait ses preuves industrielles dans le courant des années 90 dans le domaine de l'élevage intensif, où il avait pour but de maîtriser certains paramètres de l'alimentation des bovins.

serait prévu l'implantation (facultative au début) de puces électroniques d'identification par radio, dites RFID (2). Par sa compacité, sa compatibilité avec les DAC et les logiciels de suivi individuel des performances animales, il ne fait aucun doute que le radioflilage des bovins et autres animaux d'élevage débouchera d'abord sur le sentiment d'une nécessité, puis fera, les lobbies aidant, l'objet d'une obligation légale.

Concrètement, du côté du monde sensible, que se passe-t-il ? Du temps où les animaux n'étaient pas bouclés, ils avaient un nom et l'éleveur était capable de nommer chaque animal dans un troupeau de plusieurs dizaines de têtes. Puis vint la boucle et son numéro. L'agrandissement des exploitations (accompagné de la disparition des petites) fit que les animaux se comptaient alors par centaines. La boucle ne fut donc pas rejetée, du moins dans les grandes exploitations, où elle permettait de mieux repérer un individu avec certitude dans une mer de quasi-clones. Précisons de suite que *jamais* les éleveurs n'ont demandé un quelconque système d'identification des animaux. Ces dispositifs ont toujours été imposés par les services d'Etat, en partenariat, il faut le reconnaître, avec des organismes et groupements professionnels.

Aujourd'hui, le double bouclage est plutôt mal vécu par les éleveurs (3). Mais en faisant circuler l'idée d'un système beaucoup moins contraignant (une fois la puce implantée, l'animal ne peut la perdre), on peut miser sur le succès d'une demande croissante à l'endroit ce nouveau système.

Notons aussi que l'image de l'animal ainsi débarrassée de sa boucle, se retrouve plus "naturelle", que le système est "transparent" pour l'éleveur... Les fabricants des dispositifs électroniques correspondants ne sont pas les derniers à se frotter les mains, car ce qui est possible pour une espèce animale pourrait bien le devenir, principe de traçabilité aidant, pour quantité d'autres espèces, ouvrant là un marché très important (4).

Quid du rapport à l'animal ?

Nous avons vu que, sous l'effet de la massification des élevages, l'identification par les sens perceptifs (5) de l'éleveur (la vue, l'ouïe, le toucher) est remplacée par une identification rationalisée : des chiffres et des lettres sur une boucle, visibles à distance. Cette "numérisation" de l'identité de l'animal, parallèlement à

(1) Au paturon plus précisément.

(2) Voir notre article précédent sur l'identification électronique paru dans *Silence* n°333, p. 32.

(3) A cause des contraintes posées, mais aussi parce que les éleveurs ne prennent aucun plaisir ni à faire souffrir les animaux, ni à les affubler d'étiquettes, de références etc. L'éleveur, même s'il mène un troupeau de 300 chèvres, entretient une relation humaine avec ses animaux. Même si cette relation est de plus en plus tenue au fur et à mesure que leur nombre croît, elle existe néanmoins.

(4) Les porcins, ovins, bovins, caprins, lapins, volailles représentent chacun des millions d'individus « empucelables » tous les ans, voire plusieurs fois par an pour les espèces à cycle de reproduction rapide, au moins pour des arguments de traçabilité. Outre l'implantation des puces, cela représente aussi des centaines de milliers de terminaux à installer dans les fermes, à réparer, à contrôler... une véritable aubaine.

(5) Analogiques pour être plus précis.

la perte de son nom, entraîne une distanciation de l'affect, sans toutefois que l'éleveur ne perde l'intégralité de cette relation.

En effet, il lui est impossible de perdre cette relation à l'animal. Car, consciemment ou non, la vie de l'éleveur dépend de celle de l'animal et réciproquement. Et ceci est d'autant plus vrai dans les conditions de dépendance et de sujétion que les systèmes d'élevages intensifs imposent et à l'animal... et à l'éleveur, on l'oublie souvent. Dans un élevage "moderne", 400 animaux peuvent périr en une paire d'heures, et l'éleveur perdre des années de travail et sa source de subsistance, à cause d'une panne de ventilation ou d'un court-circuit.

peut-être pas pour rien qu'un certain nombre de pays se refusent à rendre obligatoire le port d'un tel document sur la voie publique. Or, la carte d'identité électronique opère un pas de plus dans l'inacceptable. Elle dépossède son porteur des informations qu'elle peut contenir sur sa "puce", puisqu'il ne peut en aucune manière avoir la certitude de pouvoir en extraire toutes les informations sans exception, comme nous l'avons déjà vu. La carte papier avait au moins cet avantage de pouvoir être vue et lue de concert avec les forces de police.

Ce qui se joue ici est très grave et n'est peut-être pas très clair dans notre pensée. Ici, la carte électronique renforce l'asymétrie entre les forces de l'ordre et le citoyen,

Mais dans la situation humaine, ma vie ne dépend pas directement de celle du policier et vice versa (sauf en cas de volonté de tuer de l'un ou/et de l'autre). Dès lors tout est possible, par exemple n'être plus qu'un numéro sur un écran, alors que dans notre modèle animal, l'interdépendance directe entre l'animal et l'éleveur garantissait un minimum de relation humaine envers l'animal, malgré le dispositif technique.

D'autre part, dans notre société technicienne, en cas de litige, il est fort probable que, plutôt que d'aller parler avec le boucher de la rue Lully, les forces de police ne s'en remettent, avec l'obstination qu'on leur connaît, à l'avis de l'informatique policière (7).

Bref, les modalités du contrôle social que nos sociétés modernes imaginent pour demain, sous prétexte de sécurité accrue, relèvent d'abord de l'élevage intensif, puis s'en éloignent pour sombrer dans un totalitarisme technique exacerbé, fondé sur des pratiques ayant cours dans des dictatures ou dans les périodes les moins glorieuses de notre histoire. Il s'ensuit une désocialisation de l'identité au profit d'une identité numérique répondant aux besoins de l'industrialisation efficace et rentable de la "gestion" des citoyens.

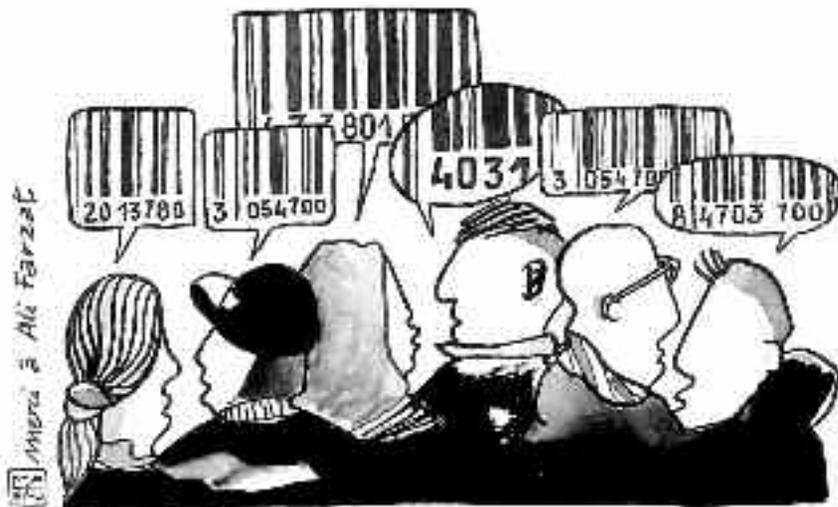
Un rouage de la société intensive

Après la carte d'identité obligatoire, l'identité électronique sera un pas supplémentaire vers une société où chaque membre ne sera plus, devant les forces de police, que ce à quoi il peut être réduit sur le papier ou dans une mémoire électronique. Un nombre, un élément, un rouage dont les caractéristiques qui lui auront été arbitrairement prêtées lui resteront pour toujours inconnues, poussant ainsi la notion d'égalité entre les hommes dans ce qu'elle peut avoir de plus vil : le partage de la condition identitaire d'un animal dans un élevage intensif.

Daniel Julien ■

(6) Asymétrie déjà bien présente. En France, de nos jours, la loi interdit à un citoyen de pouvoir lire lui-même l'intégralité des différents volets de son casier judiciaire et d'en obtenir un fac-similé intégral. Tout au plus peut-il, sous certaines conditions, se le faire lire par un officier assermenté, mais jamais il ne pourra y porter les yeux... Nous partageons cette particularité avec des régimes politiques peu enviables et des œuvres de fiction tout aussi sombres qu'éclairantes.

(7) Dont on a vu dans l'article précédent les nombreux écueils décriés par la CNIL elle-même.



De l'identification des animaux au contrôle social des humains

Nous ne reprendrons pas ce que nous avons déjà écrit dans notre article du n°333 mais nous approfondirons un point précis qui nous semble être essentiel et pourtant toujours absent des discussions et des écrits à propos de la carte d'identité électronique et des divers moyens d'identification électronique des individus.

Le principe même de la carte d'identité, fût-elle de papier, reste fondamentalement discutable, entre autres parce qu'être obligé de l'avoir toujours sur soi dans l'espace public ramène la population à la condition des esclaves et des ressortissants des colonies qui, il n'y a pas si longtemps, avaient l'obligation de porter sur eux leur livret de circulation. Ce n'est

entre celui qui peut accéder à toutes les informations et celui qui ne le peut pas (6), et impose entre eux la médiation d'une machine (le lecteur de carte). Il s'ensuit une quasi annihilation de toute relation humaine directe qui pouvait exister, à propos de l'identité du sujet.

En effet, sans la carte d'identité, je pouvais toujours dire : "Je suis le fils de Untel, le boucher de la rue Lully." C'est ce que je nommerais une *identité sociale*, parce qu'elle est socialement partagée y compris, au moins partiellement, avec les forces de l'ordre. Avec une carte d'identité papier, on pouvait encore partager les informations inscrites sur celle-ci et discuter. Avec la carte d'identité électronique interrogeable à distance, aucune relation humaine n'est nécessaire. Dans notre modèle animal, l'éleveur et l'animal sont interdépendants directement l'un de l'autre.

Inventer des alternatives à la logique de contrôle

On l'a vu, l'évolution de l'arsenal législatif ces dernières années, en lien avec la "lutte contre le terrorisme", atteste d'un réel recul des libertés individuelles. Se déplacer, communiquer, téléphoner, consommer, mais aussi vivre en famille et à l'école, sont devenues des activités sous haute surveillance, politique ou policière.

Une dimension essentielle de l'évolution actuelle du contrôle social est le caractère hautement technique de ses dispositifs. Que ce soit dans le domaine privé (caméras infrarouges, systèmes d'alarme, interphones et visio-phones, portails électriques, puçage de produits, implants sous-cutanés d'animaux et d'humains...) ou public (caméras de vidéosurveillance, portillons électroniques, détecteurs de métal, bracelets électroniques...), les nouvelles technologies permettent de répondre aux deux revendications qui constituent le véritable credo de l'homme occidental moderne : la sécurité et le confort.

Les formes de contrôle et de surveillance des populations ont évolué au fil des époques. Michel Foucault observait dans les années 1960 (1) la logique des sociétés disciplinaires : une juxtaposition de lieux d'enfermement exerçant en leur sein un contrôle basé sur la discipline : prison, hôpital, école, internat, usine, famille... L'individu passait sans cesse d'un milieu clos à un autre, chacun ayant ses lois, mais néanmoins ordonnés autour de cette structure globale : concentrer, répartir dans l'espace, ordonner dans le temps, organiser une force productive. Mais ces milieux d'enfermement (famille, école, usine) sont en crise. On n'est plus dans une approche statique de l'enfermement, mais dans une approche dynamique où il est question de "gestion des flux". Le contrôle devient invisible et diffus, moins choquant, et donc plus acceptable. Un exemple : le bracelet

électronique tend à remplacer la prison. Le puçage électronique, la vidéosurveillance et les dispositifs biométriques attestent eux aussi de l'adaptation à cette nouvelle "dynamique des flux".

Parallèlement, aujourd'hui "le conditionnement ne résulte plus guère de l'imposition d'une pratique ou d'une idée par la puissance publique ; il participe davantage d'un travail d'hybridation de la conscience individuelle. (...) L'évolution des pratiques addictives doit davantage à une collaboration bien comprise de chacun, au nom de la santé et de la sécurité

publique, qu'à une augmentation de la capacité répressive des autorités publiques ou morales" (2). Ainsi "la normalisation de nos comportements passe davantage par un dispositif d'auto-ajustement à un comportement valorisé à travers l'ensemble des outils de socialisation" (2). L'impact de la publicité sur les comportements en est un exemple frappant. "Avec le développement de la télévision (...), la possibilité d'imposer une complète uniformité d'opinion sur les comportements existait pour la première fois", écrivait quand à lui Orwell dans son roman 1984.



Puce actuellement utilisée pour les animaux... à côté d'un grain de riz.

(1) Dans son ouvrage *Surveiller et punir*, éd. Gallimard, réédition 1993.

(2) Selon Bruno Villalba dans son excellent article "De quelques mutations du contrôle social et d'une réponse écologique en devenir", extrait de *Ecorev'* n° 24, automne 2006.

Les résistances : informer, protester, saboter, refuser

Face à ce constat qui dessine à gros traits les contours multiples et parfois novateurs du contrôle social généralisé, se dessinent des visages eux aussi multiples de résistances. Entre autres, selon Bruno Villalba, afin de “préserver un espace autonome, réellement anonyme face à l’omniscience bureaucratique”.

Une première série d’actions consiste à organiser l’information des citoyens : tracts explicatifs, sites Internet, etc. De là découlent plus directement des actions d’organisation de la protestation collective : manifestations diverses, pétitions...

A un autre niveau, des actions que l’on peut qualifier de *sabotage* s’en prennent plus spécifiquement aux outils techniques de contrôle : la destruction en 2005 d’un dispositif de contrôle des empreintes digitales dans un lycée de la vallée de Chevreuse, près de Paris, a permis, par le procès qui a suivi, de mettre au

grand jour le développement de ces dispositifs automatisés de gestion des flux. Une autre piste : le développement annoncé de “zappeurs de RFID”, qui pourraient propager des virus informatiques affectant les puces contenues dans nos cartes de transports et autres. Ces virus pourraient se propager d’une carte à une machine puis d’une machine aux cartes qu’elle contrôle, etc. Cette technologie n’existe pas encore mais elle est envisageable à plus ou moins long terme. Ces résistances techniques ne prennent sens qu’articulées à une démarche politique qui vient ouvrir le débat.

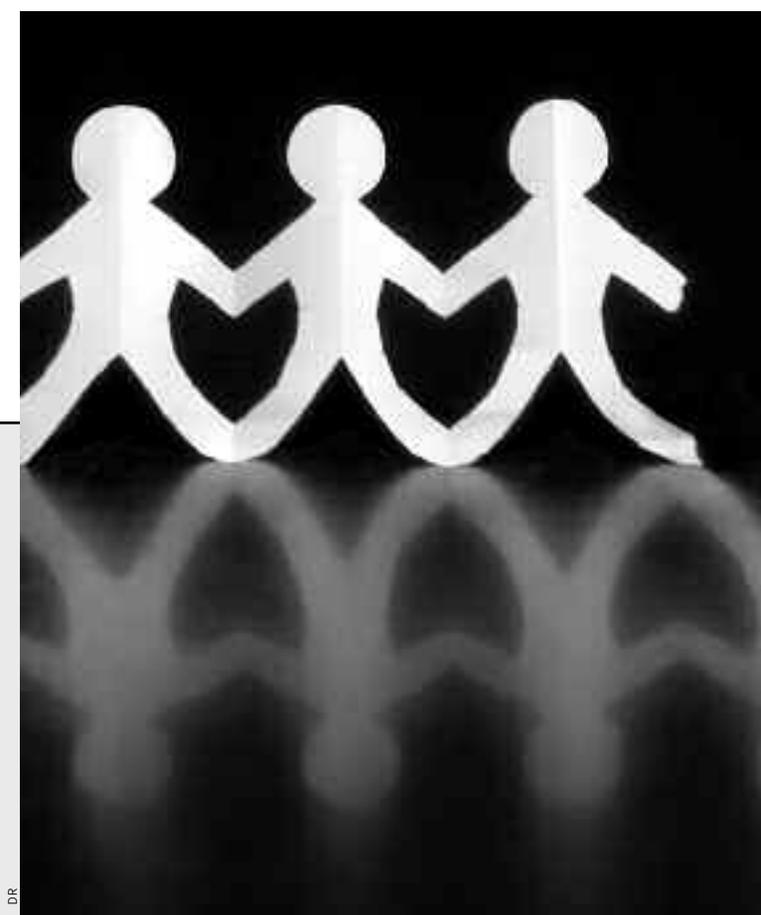
Enfin, on trouve un troisième niveau de mobilisation : celui du refus organisé de l’usage de ces techniques ou de la participation à ces logiques de contrôle. Il en est ainsi de l’engagement de nombreux travailleurs sociaux qui refusent de se

plier aux missions de contrôle et de délation qui leur sont dévolues par les nouvelles législations sécuritaires. Il en est ainsi également d’actes à valeur “exemplaire” tels que l’engagement du philosophe italien Giorgio Agamben à ne jamais accepter de se soumettre à des dispositifs d’identification biométriques, et renonçant par là même, entre autres, à pouvoir retourner aux Etats-Unis, où il enseignait la philosophie (3). Mais un exemple plus significatif encore de cette dynamique de “non-coopération” avec les mesures de contrôle est le refus d’un nombre croissant de personnes de se plier

Prendre un enfant par la main... (1)

A Angers, dans une école primaire et un collège, c’est l’empreinte digitale qui donne accès à la cantine ; à Gif-sur-Yvette, à Sainte-Maxime, Marseille ou Carqueiranne, les élèves introduisent leur main dans une machine qui en reconnaît le contour. Qui peut prétendre que prendre la main d’un enfant est un geste neutre ? Au lycée Jean-Baptiste-Dumas, à Alès, c’est 90 caméras de vidéosurveillance, 104 au lycée Jean-Rostand de Mantes-la-Jolie associées à un dispositif de gestion des absences par code-barres et stylos optiques... Les technologies sécuritaires modèlent les espaces dans lesquels toute une génération se construit. Régulièrement, les experts consultés s’inquiètent de leurs conséquences sociales mais ces technologies, originaires du milieu carcéral, promues ailleurs au nom de la lutte contre le terrorisme, se propagent en milieu éducatif, sans débat, comme si vingt ans de discours alarmistes rendaient inéluctable la transformation des écoles en prisons.

A la différence de son application dans les aéroports, la biométrie à la cantine ne répond à aucune menace. Elle ne vise pas à empêcher une intrusion mais, officiellement, à contrôler la présence de ceux qui devraient être là. Le principal du collège Joliot-Curie de Carqueiranne dit chercher à obtenir une “transparence absolue” : il s’agit de savoir en permanence, et en temps réel, où sont et ce que font les élèves, notamment s’ils mangent ou ne mangent pas. Avec la logique carcérale, c’est le renforcement de la notion de frontière qui se développe par ces technologies. L’entrée des



lycées est surveillée, l’extérieur est diabolisé. Les agressions, les vols, les trafics sont liés, dans les discours médiatiques et institutionnels, aux intrusions : “on entre dans ce lycée comme dans un moulin”. Ainsi, cette “technologisation de la frontière” de l’école se développe sur un discours xénophobe et éduque ces enfants à la suspicion de l’Autre. Pire, elle fait planer comme une menace d’exclusion le risque, un jour, de ne plus être contrôlé, générant de fait une demande de contrôle de la part des enfants eux-mêmes.

Le développement de ces technologies marque également la progression des logiques policières à l’école. L’avènement de la vidéosurveillance et de la biométrie au détriment de l’encadrement humain réduisent les possibilités d’intervenir

aux prélèvements d'ADN qui leur sont imposés lors d'interpellations ou de gardes à vue. Une brèche est ainsi ouverte dans le système de contrôle, brèche de nature moins numérique que politique mais qui risque bien à terme d'ébranler le rapport de force contre le fichage ADN.

Remonter les sources du contrôle social

Le véritable défi demeure, au final, de sortir de la simple réponse aux formes de contrôle qui nous sont imposées, et d'in-

venter des alternatives à celui-ci dans sa logique même. Une analyse des sources de ce contrôle s'impose donc au préalable. La prolifération actuelle de la surveillance vient s'enraciner dans plusieurs logiques qui sont interdépendantes et se renforcent mutuellement.

• **Une logique de pouvoir.** On sait d'expérience que tout pouvoir centralisé tend à se renforcer et à "persister dans son être"... Les dispositifs de plus en plus conséquents dont dispose le politique pour surveiller les flux, les communications et les comportements des populations en sont une conséquence directe.

• **Une logique de peur et d'insécurité.**

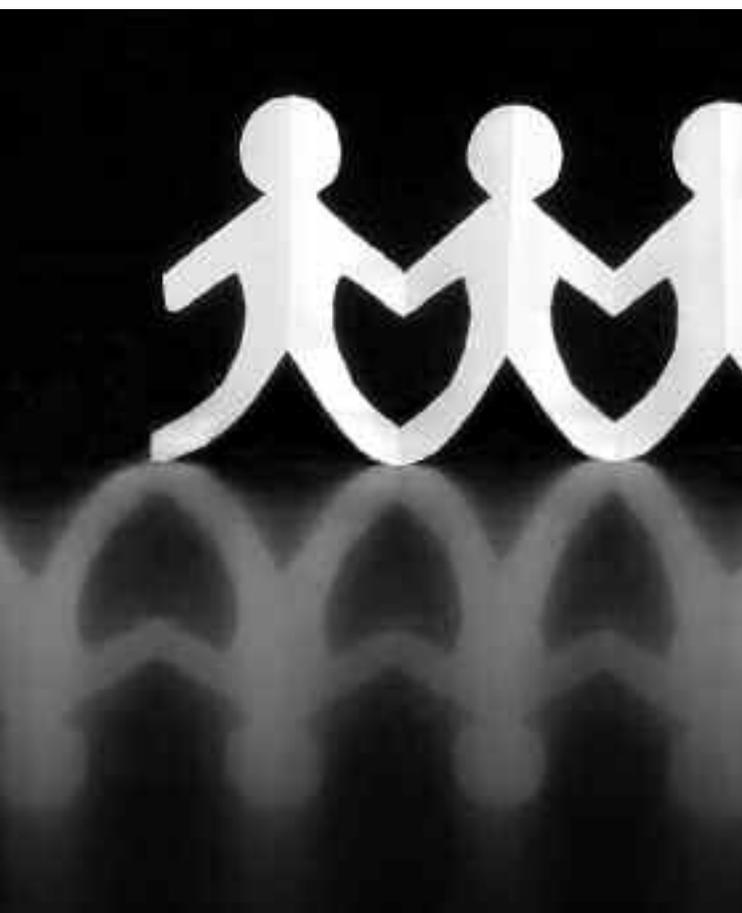
C'est en mettant en avant l'insécurité dans laquelle vivent ses administrés que le pouvoir politique peut espérer remporter plus facilement l'acceptation, voire créer la demande d'un contrôle renforcé de l'Etat

sur la société. Mais pas n'importe quelle insécurité. Ce sont des dangers soigneusement sélectionnés qui sont mis en avant, ceux-là mêmes auxquels il est possible de répondre par des procédés simples et rassurants de contrôle social ou technique. "La propension d'une communauté à reconnaître l'existence d'un risque serait déterminée par l'idée qu'elle se fait de l'existence de solutions", note David Flemming (4). D'où la focalisation du débat sur l'insécurité sociale, l'immigration et le terrorisme, qui induit des réponses plus directes et satisfaisantes pour les créateurs d'opinion que l'insécurité issue du nucléaire civil et militaire par exemple.

En réalité, nous vivons dans une société du risque, mais un risque diffus et invisible, peu identifiable et malaisé à saisir. Une ère de hantises collectives, où "des avis de tempête, des présages de

(3) Voir sa tribune dans *Le Monde* du 6 décembre 2005: "Non à la biométrie. Désobéissons pendant qu'il est temps."

(4) Cité dans l'ouvrage de Jean-Pierre Dupuy, *Vers un catastrophisme éclairé*, Points Seuil, 2002.



Affiche du collectif des cinéastes pour les sans-papiers
(Réseau Education sans frontières)

en amont ou pendant les conflits et cantonnent toute réponse à l'a posteriori. Alors qu'un surveillant pouvait intervenir pour tempérer les prémices d'une bagarre ou pour séparer, la vidéo ne fait qu'enregistrer un affrontement. Elle ne peut alors que témoigner de ses conséquences les plus graves et ne servir que de preuve, lors de l'investigation future. Car, ici encore, c'est bien l'un ou l'autre, l'homme ou la machine tant les moyens humains se réduisent au fur et à mesure que progressent les investissements dans ces dispositifs. Au lycée Jean-Rostand de Mantes-la-Jolie, le projet de 104 caméras de vidéosurveillance a ainsi été annoncé le même jour que la suppression d'un poste d'aide éducateur.

Les interventions policières dans les établissements, les patrouilles ou les arrestations se multiplient. Loin d'apporter la réponse définitive qu'on nous annonçait médiatiquement, pour certains élèves ce n'est que le retour à des situations d'affrontements quotidiens qu'ils ont appris à gérer : "Oh, la police, vous savez, on a l'habitude". Leurs yeux alors trahissent la déception : ils attendaient autre chose de l'éducation. L'avancée vers la privatisation, par ses aspects mercantiles mais aussi par la soumission des références éducatives à celles de l'industrie, est une composante fondamentale de ces processus.

Les défaillances de ces technologies nous intéressent peu. Leur bon fonctionnement nous paraît déjà une défaite de la relation éducative dans son ensemble.

Comment imaginer former des hommes et des femmes libres, usagers de leurs libertés et familiers de celles-ci, si on les familiarise dès l'enfance aux chaînes, fussent-elles numériques et modernes ?

Jean-Philippe Joseph ■

Professeur agrégé d'Economie Gestion
Président d'une crèche, halte-garderie parentale en zone d'éducation prioritaire.

Christine Rojewski ■

Professeure agrégée de Physique appliquée

Jean-Pierre Joseph ■

Directeur de maison d'enfants à caractère social

(1) Extraits du texte "Ne laissez pas les machines jouer avec les enfants", de Jean-Philippe Joseph, Christine Rojewski, Jean-Pierre Joseph, disponible sur <http://infokiosques.net/spip.php?article=315>.

malheur, des allusions à des catastrophes hantent notre temps” (5). “Il n’y a que des problèmes insolubles, graves. Oui, il y a des choses inimaginables, mais on ne peut pas clamer l’héroïsme” (6). Et c’est possible, insaisissable, et donc littéralement “insoluble” et “incontrôlable”, du danger latent, qui amène la conscience humaine à reporter ses angoisses sur des phénomènes imaginables et saisissables tels que la délinquance, l’immigration ou le terrorisme. Des dangers qui, eux, paraissent “solubles” dans les techniques et les polices de contrôle. Désormais, le danger a un visage. Le mystère s’est dissout dans la magie de l’équation, le danger le sera bientôt à son tour dans la magie du contrôle. Fermez les rideaux, et tant pis si, par un tour de passe-passe, les libertés individuelles ont disparu en même temps que le mystère...

• **Une logique de profit.** Le contrôle social est également, à un autre niveau, le fruit d’intérêts économiques qu’il importe de mettre au jour. L’économie de la sécurité et du contrôle connaît actuellement un essor tout à fait pharamineux. Ses perspectives de développement le sont encore plus. On connaît maintenant le rôle que jouent des lobbies comme le Gixel, groupement des industries de la microélectronique, auprès des gouvernements en quête de croissance économique, de baisse des chiffres du chômage et, accessoirement, de maintien de l’ordre social existant. Ces industriels manient une rhétorique axée sur l’intérêt réciproque bien compris pour passer avec eux le pacte redoutable de l’emploi par la croissance, croissance de la recherche-industrie dans le secteur de la biométrie en particulier. L’économie des services de gardiennage et de surveillance, avec ses personnels de sécurité, se porte bien elle aussi.

(5) Citations extraites de la brochure des Renseignements Généraux *La culture du narcissisme. Les impacts du système capitaliste sur notre psychisme*, téléchargeable sur <http://rengen.ouvaton.org>.

(6) Extrait de la pièce de Ludmilla Razoumovskaia, *Chère Elena Segueivna*, coll. des Quatre-Vents, L’Avant-scène théâtre, 2004.

(7) Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, éd. du Seuil, 2007, p. 114.



ystèmes d’alarme aux services de gardiennage à distance, ces dispositifs ont souvent pour la protection s agrégats de sse que consti- s pavillons, les ts ou les auto-

mobiles. Le contrôle social est la conséquence logique du système actuel de répartition de la richesse et de propriété privée. Les inégalités sociales et leur mise en scène créent des frustrations qui débouchent sur des actes qualifiés de “délinquants” contre lesquels il est nécessaire de se prémunir par des dispositifs de surveillance. Ce n’est pas l’indécence de la concentration de ces richesses qui est mise en cause, mais l’“avidité” de ceux qui les convoitent qui est stigmatisée.

Du fichage ADN généralisé à la “grève de salive”

Le contrôle de l’ADN par prélèvement de salive constitue un exemple significatif de la manière dont le pouvoir politique élargit progressivement les dispositifs de contrôle à mesure que leur usage antérieur les rend plus acceptables par l’opinion.

D’abord mal admis socialement car symboliques d’une violation de l’intimité de l’individu et d’une dérive anti-démocratique, le prélèvement d’ADN ainsi la constitution d’un fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) ne sont envisagés dans un premier temps que pour les auteurs de crimes et délits sexuels commis sur des mineurs de moins de 15 ans. La loi sur la Sécurité quotidienne du gouvernement Jospin, votée le 15 novembre 2001, vient entériner cette nouvelle disposition, mais en l’étendant aux crimes graves envers les personnes (crimes contre l’humanité, tortures, homicides volontaires, proxénétisme). La loi sur la Sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy, votée le 19 mars 2003, étend le FNAEG à tous les crimes, délits, atteintes aux personnes et aux biens : vols, extorsions, dégradations, détériorations... (1) A l’heure qu’il est, le fichage ADN est pratiqué systématiquement en garde à vue.

Ces informations génétiques sont conservées durant 40 ans. Tout refus de prélèvement constitue en soi un délit punissable d’un an de prison et de 15 000 € d’amende (2) ! C’est donc un gigantesque fichier génétique de la population que l’on veut constituer. De 2003 à 2006, on estime que le nombre de “profils génétiques” (la notion d’“être

humain” sera bientôt ringarde pour la geste le nombre de “profils génétiques” (la notion d’“être humain” sera bientôt ringarde pour la gestion du cheptel) enregistrés est passé de 2800 à plus de 330 000.

Nul besoin que les crimes et délits cités soient même prouvés : la loi sur la Sécurité intérieure (LSI) précise que ce fichage peut être exécuté sur les seules “présomptions de culpabilité” que pourraient avoir les gardien-ne-s de l’ordre. Le statut de la preuve en est modifié : quand l’instruction était nécessaire au bon déroulement d’une affaire (enquête de voisinage, sociale...), elle s’efface aujourd’hui au profit d’un relevé biologique pour juger de la culpabilité d’un individu. Le transfert du judiciaire au policier s’intensifie.

Quelques éléments de réflexion

Cette logique s’appuie sur un sentiment erroné, celui d’être son ADN. Une pensée intériorisée, héritée de la cybernétique, veut que notre identité se réduise à des informations stockées dans les hélices de notre ADN. En somme, une identité seulement biologique qui met de côté toute notre subjectivité.

Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) s’ajoute à tous ces autres fichiers qui constituent par fragments notre identité virtuelle, cette identité à laquelle il est fait appel en quelques chiffres, pour tel ou tel contrôle, telle ou telle identification, telle ou telle gestion de nos droits.

Contrôler les pauvres ou réduire les inégalités ?

Protéger les biens privés, contenir la délinquance : voilà deux facteurs de contrôle qui peuvent être directement prévenus par une meilleure répartition de la richesse économique et sociale. Que ce soit dans un quartier ou dans une société

donnée, l'équilibre social et la relative sobriété libèrent de la peur de l'autre et de la nécessité de se protéger contre lui. Une plus grande équité économique permettrait de dénouer bien des tensions sociales qui servent de prétexte au renforcement du contrôle sur les citoyens. Permettre aux citoyens de sortir d'un état de précarisation sociale et d'insécurité économique constitue donc une priorité. Cela vaut aussi au plan international : une vraie équité dans la répartition des ri-

chesses annulerait à la source la nécessité de se protéger toujours plus des étrangers par des murailles physiques ou virtuelles (barbelés de Ceuta et Melilla, passeports biométriques...). C'est sur la minorité des "hyper-riches" que doit être menée avant tout une politique de répartition des ressources au niveau national et international. Il ne faut surtout pas tomber dans le piège qui consisterait à "faire accepter la restriction des libertés sans avoir à toucher à l'inégalité" (7). Entrer dans



ses fichiers deviennent de la même façon les preuves qui parlent à notre place. En s'adressant à notre identité numérique, l'administration peut gérer automatiquement notre cas. Elle n'a pas besoin de nous entendre. Finalement, accepter le fichage biométrique, c'est rentrer dans la gestion automatisée du vivant, réduit à son expression organique, qui ne

laisse aucune place à nos revendications politiques ou personnelles.

Pointer, comme le fait aujourd'hui la CNIL (3), les dérives des technologies biométriques et ses dangers liberticides ne remet aucunement en cause notre identité numérique de gestion. Elle l'entérine plutôt, en nous pressant de la protéger et, par là, de s'y attacher.

Ce n'est pas la mauvaise utilisation que pourrait faire un fasciste de la biométrie que nous tentons ici de dénoncer. C'est la simple utilisation de cette technologie.

Refuser le prélèvement

Le refus de prélèvement d'ADN (frottement de l'intérieur de la joue avec une languette de bois) est possible, en garde à vue ou suite au procès, profitant d'un "paradoxe" légal : le refus de prélèvement s'appuie sur un droit, celui de l'inviolabilité du corps, mais constitue un nouveau délit et provoque une poursuite judiciaire.

Certains avocats parlent de "délit infini" : une fois passée l'affaire pour un premier refus de prélèvement, et reconnue coupable du délit de refus, on peut se faire convoquer pour prélèvement suite à ce dernier délit...

Le refus en masse reste jouable : la saturation des tribunaux s'envisage avec seulement 10 % de refus. Jusqu'ici, à ce que l'on sait, les amendes n'ont pas excédé 500 € — bien loin des condamnations à 15 000 € et une année de prison prévues par la loi et brandies par les policiers lors des gardes à vue pour "encourager" au don de son ADN.

Benjamin Deceunick, faucheur volontaire d'OGM, est le premier à avoir revendiqué politiquement une telle "grève de salive" et à s'être fait connaître en tant que tel, durant l'été 2006. Depuis lors, il a déjà recensé environ 150 réfractaires qui constituent un réseau. Une désobéissance à la loi s'impose donc ici aussi, résistance qui n'aura de force que si elle est collective et massive. Alors promis, même si monsieur l'agent me demande gentiment de lui donner ma salive, je ne lui cracherai pas dessus...

G.G. ■

(Texte réalisé à partir d'éléments du site refusadn.free.fr)

Un collectif et un fonds de soutien se constituent autour du site <http://refusadn.free.fr> afin de permettre au plus grand nombre de refuser. Envoyez vos dons à : Témoins, 39 rue Courteline, 691000 Villeurbanne, mention "refus ADN" au dos du chèque ou de l'enveloppe.

Pour parfaire cette identité virtuelle, nos caractéristiques physiques comme l'ADN sont aujourd'hui numérisées : c'est la biométrie, ou la mensuration des diverses parties du corps humain.

Parler de criminalisation de la société permet d'illustrer comment, en s'adressant aux fichiers qu'elle a créés, l'administration les fait parler à notre place, en nous dé-subjectivant. Face au tribunal, la parole du criminel n'a pas de poids, on ne lui fait pas confiance : ce sont les preuves qui parlent à sa place. Les informations que l'Etat récolte sur nous dans



Protestation des sans-papier devant la Gare de Charleroi (Belgique).

une logique de décroissance permettrait d'aller vers des alternatives au contrôle généralisé en développant des logiques d'équilibre, de socialisation et d'autonomie.

Vous avez dit "insécurité" ?

L'insécurité est, dans une large mesure, une construction politique. C'est la politique qui dessine à l'environnement, avec la coopération active des médias, le visage du danger et de l'"ennemi" qui sera identifié comme étant à l'origine de la menace ressentie confusément au quotidien. Mais d'autres choix d'analyses pour identifier les réels facteurs d'insécurité actuels peuvent amener à des réponses et à des pistes d'action elles-mêmes bien différentes de celle du contrôle renforcé :

- **Insécurité économique et sociale** avec la précarisation généralisée, la crise du logement, la menace de l'exclusion, l'impossibilité d'avoir accès à un emploi, un logement ou un service lorsque l'on est d'origine étrangère...
- **Insécurité industrielle et nucléaire** avec les risques d'accidents, d'explosions, de fuites et de contaminations, les risques liés aux rejets, au traitement, au transport et à l'enfouissement des déchets, au transport des combustibles, à la prolifération militaire...
- **Insécurité sanitaire et alimentaire** avec les dangers de l'amiante, de certaines ondes (téléphones portables, micro-ondes), des nanotechnologies ; la grippe

aviaire. L'insécurité alimentaire est fondamentale psychologiquement, avec les engrais chimiques et les pesticides et leurs effets cancérigènes, allergisants et stérilisants, les OGM, la désertification des sols, la pollution des eaux.

- **Insécurité militaire** avec la prolifération des armes NRBC (nucléaires, radiologiques, bactériologiques, chimiques) et autres.
- **Insécurité quotidienne** très liée à l'usage de l'automobile (accidents de la route, danger pour les enfants qui oblige les familles à vivre dans des conditions de réclusion dans de nombreuses cours d'immeubles...).
- **Menace climatique** mettant en péril la survie à moyen terme de l'humanité, et liée directement à nos émissions de gaz à effet de serre...

Sécurité collective ou individuelle ?

C'est en luttant en amont contre les facteurs d'insécurité démarqués plus haut qu'il sera possible d'assurer autrement notre sécurité collective. Il devient ainsi possible d'œuvrer :

- à la **sécurité sanitaire** collective en refusant d'utiliser des téléphones mobiles et en s'engageant pour le retrait des antennes-relais, en diffusant les études scientifiques alertant sur la nocivité des OGM, des ondes à basse fréquence, des nanotechnologies, des produits cosmétiques cancérigènes ...

- à la **sécurité quotidienne** en remettant l'automobile à sa juste place dans l'espace public. On contribue ainsi à libérer les parents de la crainte — justifiée — qu'ils ressentent à laisser leurs enfants jouer dans la rue ou même dans la cour ouverte, ou aller à l'école à pied.
- à la **sécurité alimentaire** collective en refusant de s'alimenter avec des produits issus de l'agriculture industrielle ou d'élevages intensifs et en consommant bio, paysan et sans OGM ; en développant ces filières soutenables, en s'engageant dans les luttes contre les pesticides et les cultures d'OGM en plein champ.
- à la **sécurité économique et sociale** collective en refusant d'acheter des produits ou des services fabriqués ou diffusés par des circuits de distribution entretenant des conditions sociales précaires, et en agissant parallèlement pour faire évoluer le droit du travail et le droit au logement.
- à la **sécurité climatique et nucléaire** en tentant d'utiliser personnellement des énergies renouvelables (avec des installations personnelles, ou bien en adhérant au réseau Enercoop) (8), et en luttant parallèlement avec des associations pour une sortie collective du nucléaire.
- à la **sécurité collective** en s'engageant pour le respect du traité de non-prolifération ratifié par la France et en participant pour cela, par exemple, aux inspections citoyennes de sites nucléaires militaires. C'est agir pour notre propre sécurité mais aussi pour celle des autres peuples, notamment ceux qui ont la malchance de disposer dans leurs sous-sols de ressources matérielles abondantes, et susceptibles d'être les victimes des mini-bombes nucléaires françaises dont le président Chirac a rappelé en 2006 qu'elles pouvaient servir à assurer et à sécuriser les approvisionnements énergétiques de la France.
- à la **sécurité environnementale et climatique** des générations présentes et futures en consommant des produits alimentaires ou manufacturés locaux, et en limitant notamment par là les émissions anthropiques de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Empêcher un nouveau Tchernobyl ou un Three Mile Island ; de nouveaux Hiroshima ; un nouveau scandale de l'amiante ; la prolifération des tumeurs cancéreuses ; les déformations congénitales des enfants d'agriculteurs ; les

suite page 16

(8) Enercoop, coopérative fournissant de l'électricité d'origine renouvelable, 11, rue des Réglises, 75020 Paris. Tel : 01 73 02 69 25, www.enercoop.fr.

Nouveaux passeports européens : un rapport qui accuse... pour mieux justifier ! (1)

Les gouvernements européens obligent leurs citoyens à adopter des pièces d'identité — les nouveaux documents de voyage à lecture automatique (DVLA) — qui diminuent leur sécurité et la protection de leur sphère privée tout en accroissant les risques liés aux vols d'identité.

Dans une déclaration mise en forme lors d'une rencontre à Budapest en septembre 2006, des chercheurs du Réseau d'excellence FIDIS (Futur de l'identité dans la société de l'information) (2), présentent les résultats de leur étude sur les DVLA. Ils font des recommandations aux responsables des gouvernements et de l'industrie au sujet des modifications à adopter.

Selon ces chercheurs, les nouveaux documents de voyage à lecture automatique présentent de nombreuses menaces. "A la différence des documents d'identité habituels, les DVLA européens peuvent être lus et interceptés jusqu'à une distance de 10 mètres du porteur, de façon transparente et sans contrôle interactif ; cette faiblesse est encore aggravée par un contrôle d'accès susceptible d'être contourné ou attaqué, de sorte qu'un tiers, autorisé ou non, peut y avoir accès pour identifier le porteur et le fichier afin, par exemple, de suivre à la trace les touristes dans un pays étranger.

Les informations biométriques des documents d'identité peuvent être utilisées à d'autres fins par les secteurs public et privé en violation des principes européens de respect de la sphère privée. De plus, les données biométriques elles-mêmes sont basées sur des probabilités : des erreurs d'authentification — positives et négatives — sont inévitables ; elles sont susceptibles d'affecter de nombreux citoyens européens chaque jour". Ce rapport fait état en outre des risques d' "abus de lecture à distance des passeports pour faire éclater des bombes intelligentes, sensibles à l'identité de certaines personnes".

L'introduction du passeport européen DVLA (passeport électronique), en tant que document d'identification international, a débuté en 2005.

"La combinaison de ces menaces et de ces faiblesses, poursuit le rapport, met sérieusement en cause la sécurité et la sphère privée des citoyens européens ; ceci est tout particulièrement vrai si l'on considère le déploiement à grande échelle des DVLA actuels et leur longue durée de validité (jusqu'à 10 ans)".

Face à cela, le FIDIS adresse quelques recommandations aux responsables du domaine des DVLA en Europe (politiciens, industriels et chercheurs). L'objet principal de ces recommandations vise à organiser des "procédures adéquates — aussi bien organisationnelles que techniques" pour permettre une amélioration de ces techniques afin de les rendre plus sûres et respectueuses de la sphère privée (par exemple des cartes à puce avec contact au lieu de mécanismes sans contact).

Le rapport se termine en estimant que "le concept de sécurité entourant les DVLA devrait être débattu ouvertement à l'échelle européenne par les experts en sécurité et en protection de la sphère privée".

Ce rapport pointe timidement du doigt les risques encourus par l'utilisation de ces nouvelles techniques d'identification (biométrie et puces RFID). On peut estimer qu'il est largement en dessous de la réalité concernant les conséquences possibles de leur usage pour la gestion des flux humains.

Il est significatif également de l'idéologie selon laquelle les problèmes politiques et éthiques posés par une nouvelle technologie doivent se résoudre au niveau technique uniquement, et par des experts uniquement. On constate en effet que les recommandations élaborées par ce groupe de recherche sont pour l'essentiel correctives. Outre l'inefficacité relative de ces aménagements (on a démontré que les passeports états-uniens, même équipés de verrous supplémentaires — couvertures en toile de fibres métalliques —, n'en sont pas moins vulnérables), il ne s'agit en effet que d'aménagements, qui ne remettent nullement en cause la logique de contrôle toujours accru de la population mais viennent au contraire la renforcer, au nom de la liberté même de ceux auxquels elle s'le, renforçons les moyens du contrôle !

(1) Extraits retravaillés d'un texte diffusé sur 1984.over-blog.com/20-categorie-399997.html sous le titre "Actualité RFID : Le passeport biométrique européen : une ineptie ?!".

(2) Le FIDIS (Futur de l'identité dans la société de l'information) rassemble des universités, des instituts de recherche et des entreprises européennes. Voir www.fidis.net.



Lecture d'un passeport biométrique.

suite de la page 14

conditions de travail précaires, c'est œuvrer à notre commune sécurité sociale, économique, sanitaire, alimentaire, industrielle. Les caméras de vidéosurveillance à proximité des magasins d'habits de marque ou devant les barbelés de nos frontières paraissent étonnamment ridicules et décalées lorsque l'on considère la plupart des menaces qui existent à l'heure actuelle. Elles révèlent alors leur visage de protection des biens et des richesses d'une minorité oligarchique à l'échelle mondiale, centrée sur la protection coûte que coûte de son bien-être personnel et de son niveau de vie.

En réalité, la différence d'appréciation entre ces deux approches de la sécurité vient peut-être d'un seul critère distinctif, qui est le caractère strictement individualiste, ou au contraire collectif, de notre appréciation des dangers et de la sécurité.

Pour en savoir puce !

■ *Globalia*, roman d'anticipation de Jean-Christophe Ruffin, éd. Gallimard, 2005.

■ *L'horreur sécuritaire. Les trente honteuses*. Jean-Marc Férida. éd. Privé, 2006.

■ "Accepter. Les nouvelles formes de la soumission volontaire", *Ecorev'* n° 24, automne 2006 - 6, 20 €, 22, villa des Sizerins, 75019 Paris.

■ *Libertés*, revue trimestrielle éditée par l'association pour la protection de la vie privée, de l'image, contre l'informatisation de la société, contre la carte vitale, la vidéosurveillance et tout traçage de la vie privée (ACIS VIP). 1,50 €, 9, route de Toulouse, 31180 Castelmorour.

■ *Des moutons et des hommes. Contre l'identification électronique des animaux et des humains* (2007), brochure appelant les éleveurs et chacun-e au refus collectif du puçage. A commander chez Nicolas Bonnani, 10, rue Yves-Farge, 38600 Fontaine.

La prolifération des nouvelles technologies de la surveillance a vu naître en réponse une prolifération non moins impressionnante de sites internet critiques :

■ <http://1984.over-blog.com> : site foisonnant du Collectif George Orwell contre la biométrie.

■ <http://souriez.info> : site du collectif *Souriez vous êtes filmés* contre la vidéosurveillance.

■ www.jameh.org : site du collectif belge Jamais avec la manipulation électronique de l'humain. Une mine inépuisable d'informations édifiantes et/ou critiques sur les micropuces et implants électroniques.

■ www.piecesetmaindoeuvre.com : mine d'informations critiques sur les nouvelles technologies. Nombreux textes et brochures téléchargeables sur les technologies de contrôle.

■ <http://refusadn.free.fr> : site ressource pour le refus du prélèvement d'ADN.

■ <http://bigbrotherawards.eu.org> : collectif attribuant sa prestigieuse récompense aux institutions, sociétés ou personnes s'étant distinguées par leur mépris du droit fondamental à la vie privée ou par leur promotion de la surveillance et du contrôle des individus.

animaux, des aliments et des produits qui nous entourent, c'est opter pour un remède qui est pire que le mal qu'il prétend combattre : "la traçabilité ne signale rien d'autre que le progrès fulgurant de l'insécurité alimentaire créée par l'industrialisation de l'agriculture. Car des animaux élevés en batterie sont des animaux malades, et des végétaux sous perfusion d'engrais, d'hormones, d'insecticides, etc., sont des végétaux malades. Comment éviter les épidémies chez les porcs, victimes de l'élevage industriel ? En les puçant, répond le ministère espagnol de l'Agriculture. (...) Refuser les RFID, c'est refuser la traçabilité et la manipulation du sentiment d'insécurité. Nous voulons bien manger ? Boycottons les supermarchés. Nous voulons épargner aux éleveurs l'humiliation du puçage ? Associations-nous pour acheter leurs bêtes directement" (9).

A l'inverse, des études sociologiques sur les rapports consommateurs-producteurs au sein des AMAP ont fait apparaître que, parmi les motivations des consommateurs à mieux connaître directement les producteurs qui sont amenés à les nourrir, il y a une volonté d'assurer un certain "contrôle" sur la qualité de ces produits. C'est en tissant des relations de confiance avec le producteur et en allant le rencontrer sur son lieu de travail que le consommateur est à même de mieux se rendre compte des conditions sanitaires, sociales et environnementales dans lesquelles sa nourriture est produite. Il s'agit là d'une toute autre forme de contrôle, direct, autonome et solidaire, que celle garantie par le puçage à radiofréquence des animaux et des produits par les mul-

tinatoires de l'agro-alimentaire. On voit par là que, pour un même contrôle, les usages et les logiques varient du plus solidaire au plus inhumain.

Par ailleurs, ne nous trompons pas de "cible" à contrôler : le respect des règles élémentaires d'équilibre social dans la répartition des richesses doit être contrôlé au sein d'une société. Pas les pauvres. Il importe de contrôler et de limiter dans les faits la volonté aveugle de profit des multinationales, avant de contrôler la vie quotidienne des citoyens. On réalise l'aberration du rapport de forces actuel quand on voit à quel point sont contrôlés les déplacements des êtres humains aux frontières et dans la vie quotidienne, alors que, dans le même temps, les transferts de capitaux sont si peu contrôlés.

Il s'agit donc de bien s'entendre sur la nature du contrôle à mettre en place : c'est le respect de l'équité sociale qu'il faut contrôler, pas les déplacements quotidiens de chaque citoyen. C'est la concentration du pouvoir politique dans les mains de quelques-uns qu'il faut surveiller de près, pas le génome des opposants politiques. C'est contre les logiques néolibérales qu'il faut savoir se protéger, pas contre les adolescents africains qui viennent mourir sur les barbelés de Melilla. Ce sont les pollueurs de nappes phréatiques qu'il faut empêcher d'agir en priorité, pas les voleurs de bouteilles d'eau. Ça coule de source, non ?

Guillaume Gamblin ■

(9) Pièces et main d'œuvre, *RFID : la police totale*, brochure téléchargeable sur www.piecesetmaindoeuvre.com.

Qui contrôle qui, et comment ?

En tant qu'être humains vivant en société, nous avons besoin de nous poser des limites et de nous donner des règles, et de nous donner les moyens de faire respecter ces limites et ces règles. On peut alors parler de la nécessité d'un certain "contrôle". Mais entendons-nous bien sur le type de contrôle dont on parle. Prenons l'exemple de notre alimentation. Promouvoir le puçage électronique des



Internet sous surveillance

Le gouvernement sortant a préparé un décret qui modifie celui de la loi LCEN de 2004 (loi sur la confiance dans l'économie numérique). Si ce décret est promulgué, les responsables de sites web devront récupérer "toutes les coordonnées et traces invisibles que laissent les utilisateurs" lors de chaque contribution ou de chaque consultation et les conserver pendant un an. Seules les grosses structures pourront se payer ce flicage techniquement compliqué et économiquement très coûteux. Il est d'ailleurs probable que celles-ci délocalisent pour contourner ces nouvelles contraintes. "En cas de résistance, ou juste de passivité, la sanction encourue est lourde : les fournisseurs d'accès à Internet ou les sites Internet français qui ne conserveraient pas toutes ces données seront passibles de 375 000 € d'amende et leurs dirigeants, d'un an d'emprisonnement et 75 000 € d'amende, sans compter la fermeture de l'entreprise, l'interdiction d'exercer une activité commerciale, etc." (source : *Le Monde*, 20 avril 2007). De fait, si ce décret est publié, les particuliers et les petites associations seront obligés de renoncer à s'exprimer sur le web.

Nanotechnologies

■ **Pour un contrôle européen.** Dans un rapport rendu public le 1er mars 2007, le CCNE, Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et la santé, alerte sur la question des nanotechnologies : "En 2005, 10 milliards de dollars ont été consacrés à la recherche et au développement dans le domaine des nanotechnologies, mais seulement 400 millions l'ont été à des fins de recherche sur les effets secondaires éventuels". Le CCNE recommande à la France d'engager au niveau européen une réflexion pour aboutir à la mise en place d'une "loi européenne semblable à Reach" pour les produits chimiques.

■ **Grenoble : subventions et délocalisation.** En février 2003, Jacques Chirac inaugura le pôle de recherches Crolles-2 à côté de Grenoble. A l'époque cela devait devenir le "plus gros investissement industriel en France depuis dix ans". Après avoir bénéficié d'importantes subventions publiques, les industriels n'ont pas d'état d'âme : début 2007, NXP et Freescale, deux des trois sociétés d'origine ont annoncé leur délocalisation, la troisième et dernière, STMicroelectronics a annoncé en avril 2007 la délocalisation de son pôle Recherche et développement. La "sillicon valley française" n'a semble-t-il tenu que le temps des subventions et des avantages fiscaux.



Refus de la misère

Le 17 octobre est la journée internationale du refus de la misère. En France, ATD Quart-Monde a lancé ce printemps une déclaration pour inciter nos élus à considérer ce sujet comme prioritaire. Une déclaration de solidarité circule actuellement avec comme ambition de collecter un million de signatures avant le 17 octobre 2007. Elle est disponible en ligne sur www.jeresiste.org/IMG/pdf/DecSol.pdf ou par courrier auprès d'ATD Quart-Monde, 33, rue Bergère, 75009 Paris.

Baisse des demandes d'asile

La politique répressive de Sarkozy provoque non seulement une hausse spectaculaire des reconduites à la frontière, mais également une baisse nette des demandes d'asile, les demandeurs potentiels estimant qu'il ne sert à rien de s'adresser à la France aujourd'hui pour résoudre les questions de droits humains. Le nombre de demandes en 2006 est tombé à 39 332 contre 57 616 en 2005 (-33,6%). A Paris, les demandes sont passées de 15 374 en 2000 à 3 884 en 2006 (-75%). Seules 2 929 demandes ont été acceptées (7,5%) pour des demandeurs venant de Russie (10%), de Turquie (7%), de la République démocratique du Congo (7%), du Sri Lanka (7%), de Haïti (6%), de Serbie (6%)...

Droits des personnes handicapées

L'association *Soleil* essaie de promouvoir les droits des personnes handicapées et revendique la gratuité des soins, un droit à la retraite, un revenu au moins égal au salaire minimum, l'arrêt des discriminations administratives, la fermeture des CAT et des ateliers protégés qui se révèlent être des centres d'enfermement des handicapés, l'emploi dans des entreprises normales, l'arrêt des internements en hôpital psychiatrique et l'interdiction des cellules d'isolement : un hôpital est un lieu de soin, pas une prison, l'arrêt des traitements par neuroleptiques et psychotropes qui ne soignent pas, mais maintiennent le malade sous contrôle et ne le soignent pas. *Association Soleil*, BP 556, 69247 Lyon cedex.

LYON

Marche des parapluies

L'association *Forum réfugiés* organise, le 20 juin, sa quatrième marche des parapluies : chacun est invité à acheter un parapluie blanc pour soutenir l'idée que l'on peut protéger ceux qui doivent fuir leur pays. Rendez-vous à 17 h, place Saint-Jean pour un défilé jusqu'à la place Sathonay et une soirée en musique. L'initiative devrait être reprise cette année pour la première fois, à la même date, à Paris. *Forum réfugiés*, BP 1054, 69612 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 03 74 45.





Fin de l'uranium ?

Si certains avancent la thèse de la spéculation, d'autres y voient déjà le pic de production... il ne s'agit pas cette fois du pétrole mais de l'uranium. En 2006, le prix du combustible nucléaire a augmenté de 80 %, un prix multiplié par 3 en deux ans. Fin avril 2007, le prix de la livre d'uranium a atteint 116 \$ contre 10 \$ en 2002... Alors que la demande mondiale a augmenté de 1,5 %, la production a, elle, baissé de 4,8 %. Les Etats-Unis disposent d'une importante réserve estimée à 61 000 tonnes soit un an de la consommation mondiale, ce qui pourrait retarder un moment l'envolée des prix... mais ensuite ? Le nucléaire à base d'uranium semble être promu rapidement à un arrêt progressif. Reste qu'il est possible de faire du nucléaire avec d'autres combustibles, mais avec des procédés encore plus complexes et donc plus dangereux.

NIGER

Areva attaqué par un commando

Le site Areva d'extraction d'uranium d'Imouraren, à 85 km au sud d'Arlit, a été attaqué par un commando d'une trentaine



Centrale de Cattenom (Moselle).

Climat Le nucléaire négligeable

Aux Etats-Unis, le *Council on Foreign Relations*, un club de réflexion regroupant environ 4000 personnes issues du monde des affaires, de l'économie et de la politique, groupe consultant la Maison-Blanche dans ses choix stratégiques, a remis un rapport sur le thème *nucléaire et climat*, le 18 avril, à Washington. Ce rapport conclut que le nucléaire aura une influence négligeable sur la question du climat ; qu'on peut envisager de faire fonctionner les 103 réacteurs existant aux Etats-Unis pendant encore une vingtaine d'années (soit jusqu'à l'âge de 50 ans) ; qu'ils ne seront probablement pas remplacés car il faudrait pour cela en construire, d'ici vingt ans, quatre à cinq par an, ce qui est jugé politiquement et juridiquement impossible (aucun réacteur n'a été construit depuis 1973 !). Le rapport conclut que la question du nucléaire n'est pas à prendre en compte dans une politique de lutte contre le changement climatique.

La Commission de recherche et d'information sur la radioactivité rappelle les données de l'affaire, puis analyse les mensonges une nouvelle fois diffusés par les autorités françaises et les "experts" du lobby nucléaire... avant de révéler que l'on peut acheter le polonium 210 librement sur internet. Un document percutant que l'on peut commander contre 5 € à : *Crii-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*

Biens communs et nucléaire

Philippe Lecomte, administrateur de la Nef, ancien du CEA, a fait l'objet d'un débat l'année dernière dans *Silence*. Dans un numéro hors-série de *Biodynamis* sur les biens communs, il écrit un long article sur la notion de richesses collectives dans lequel il se penche sur le cas du nucléaire : "Deux biens communs essentiels, la paix et la liberté, sont mis en danger par la technologie violente de la fission nucléaire. Elle est née au milieu de la seconde guerre mondiale et s'est manifestée par les explosions atomiques d'Almogordo dans le désert du Nouveau Mexique, d'Hiroshima et de Nagasaki. Elle nous a attirés dans un piège par l'appât d'une ressource prétendument abondante. On veut nous faire croire qu'il peut exister une énergie nucléaire

NIGER

Résultats inquiétants

Les ONG *Sherpa* et *Médecins du monde* ont apporté leur soutien aux associations de travailleurs du Niger pour financer des études sur les contaminations radioactives provoquées par l'exploitation de l'uranium pillé par la France dans ce pays. La Crii-Rad, laboratoire indépendant d'analyses de la radioactivité, a réalisé une enquête auprès de 500 anciens salariés qui ont travaillé dans les mines du Haut-Ogooue (sud-est du Gabon) entre 1960 et 1999... dont quelques Français expatriés. Les résultats montrent "une sous-estimation généralisée des risques sanitaires et environnementaux liés à l'activité de la Comuf (filiale de la Cogema devenue Areva) qui relève de la négligence fautive". La Crii-Rad souhaite pouvoir faire la même étude sur le site d'Arlit au Niger, mais les autorités, sous contrôle d'Areva, s'y opposent. Au Gabon, l'étude montre que la moitié des salariés souffrent aujourd'hui de problèmes pulmonaires. Ceci a été caché en grande partie par l'installation d'installations sanitaires sur place, contrôlés par la Cogéma. La même chose se passe à Arlit où Areva se vante de financer des hôpitaux ! L'association *Sherpa* qui regroupe des juristes, étudie les possibilités d'attaquer Areva devant les tribunaux. Le fait que des Français soient victimes de ces pratiques devrait permettre de lever un peu le voile sur ce que certains osent appeler une "énergie propre".

de personnes, le 20 avril à 3 h du matin. Deux gardes de sécurité ont été tués, plusieurs autres blessés. Le commando a dérobé des véhicules et du matériel de télécommunication. L'attaque a été revendiquée par le Mouvement des Nigériens pour la justice, qui demande le respect des accords de paix de 1995 passés avec les Touaregs, prévoyant notamment leur embauche prioritaire dans les mines d'uranium ! Des Touaregs qui ne savent pas qu'ils signeraient ainsi leur condamnation à l'irradiation et à une mort lente !

Polonium 210

Alexandre Litvinenko a été empoisonné le 1er novembre 2006 par du plutonium. Il est mort dans un hôpital londonien 23 jours plus tard. Une affaire d'espionnage qu'analyse la Crii-Rad dans un dossier spécial.

Tchernobyl 21^e anniversaire

■ **Genève : pour la vérité au sein de l'ONU.** Alors qu'à Genève a commencé une présence continue devant le siège de l'ONU pour demander que soit révisé l'accord liant l'OMS, Organisation mondiale de la santé, et l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, en France, ces deux organisations ont publié "conjointement" un bilan de Tchernobyl qui parle de 4000 morts... alors que le chiffre donné récemment par Kofi Annan, ancien secrétaire général, était de 7 millions de victimes à terme.

■ **France : le Réseau Sortir du nucléaire met la pression.** Une cinquantaine d'actions se sont déroulées en France pour marquer un anniversaire tombant entre les deux tours des élections présidentielles : expo photos de Véronique Boutroux et expo des planches originales de la BD de Chantal Montellier au Lavoir moderne à Paris ; conférence de Youri Bandajewski au Parlement européen à Strasbourg ; projection de films à Paris, Fontaines de Vaucluse, Toulouse, Cahors ; rassemblements au Mans, à Clermont-Ferrand, Redon, Brest, Lyon, Chambéry, Bordeaux, Auxerre, Sens, Nancy, Bar-le-Duc, Mulhouse, Strasbourg, Erstein, Périgueux, Bergerac, Rennes, Le Puy-en-Velay, Chambéry, Brioude, Agen, Tulle, Perpignan ; simulation d'une catastrophe nucléaire à Nantes ; fête de la thyroïde à Bar-sur-Aude... et occupation du chantier de l'EPR à Flamanville par une trentaine de militants de Greenpeace. Comptes-rendus des actions sur le site www.sortirdunucleaire.org.

■ **Sarkozy en poste au moment de l'accident.** Le 19 octobre 2005, lors de la convention UMP sur l'écologie, Sarkozy déclarait : "Il n'est pas normal, dans une grande démocratie comme la nôtre, que le secret continue de régir l'action de l'administration, et, à la vérité, des élus qui la dirigent. Des erreurs comme celles de l'amiante, le mystère qui entoure le trajet exact du nuage de Tchernobyl, ne sont plus acceptables". Bizarrement, si vous consultez la biographie de Sarkozy, vous ne trouverez pas mention de son lieu de travail le 26 avril 1986. Pourtant, il occupait à l'époque une place de choix : chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques au ministère de l'Intérieur. Autant dire qu'il était aux premières loges pour voir passer le nuage radioactif et qu'il a donc participé au grand mensonge de l'époque.

Nucléaire

civile séparée de sa forme militaire. L'usage de l'énergie nucléaire civile met en péril la paix et la liberté. A cause de la menace que soient attaquées les barrières techniques qui séparent la biosphère des éléments radioactifs produits par les centrales nucléaires, il faut disposer en permanence d'une puissante force publique, bien au-delà de ce qui serait nécessaire pour tenir tête à quelques malfrats. La peur qu'elle peut engendrer nous prépare à accepter une réduction invraisemblable des libertés publiques. De plus, ses machines gigantesques entraînent des concentrations de pouvoir économique aux tendances destructrices. Enfin, la nécessité de maintenir hors de la biosphère pour des durées trans-historiques, les déchets engendrés par la fission nucléaire pose des problèmes de décision sociale jamais rencontrés auparavant par l'humanité et à ce jour non résolus".

Démocratie oubliée

Après l'autorisation par décret, le 11 mars 2007, du chantier de l'EPR à Flamanville pris en catimini, le gouvernement Villepin

a autorisé le 27 avril, soit entre les deux tours des élections présidentielles, l'usine Mélox de la Cogéma de Marcoule dans le Gard à augmenter ses capacités de production de Mox pour atteindre 195 tonnes par an.

CHINON

Stupéfiants !

Après quatre suicides en deux ans, la CGT a décidé de réaliser une enquête psychologique auprès du personnel de la centrale. Résultats, mi-avril 2007 : 28% travaillent sous psychotropes ! De peur de provoquer une catastrophe sans doute...

DRÔME

Stages Criei-Rad

La Criei-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité organise deux stages tout public : utilisation d'un compteur Geiger, mercredi 20 juin, de 14 h à 18 h et radioactivité et radioprotection, samedi 23 juin, de 9 h à 18 h. Criei-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

EPR

■ **Finlande : rien ne va plus !** Le 4 avril 2007, Greenpeace a réussi, à l'aide de zodiacs, à pénétrer sur le chantier d'Olkiluoto, en Finlande, où se construit le premier EPR d'Areva. Dix-sept militants ont déployé une banderole portant l'inscription "French nuclear disaster". L'occasion pour Greenpeace de rendre publiques de nombreuses informations. Ainsi après avoir constaté que le béton qui doit soutenir la cuve du réacteur est trop poreux, donc trop fragile, c'est au tour de la cuve intérieure du réacteur d'être défaillante. Sous-traitée à une firme polonaise qui n'avait jamais travaillé pour le nucléaire, le revêtement intérieur de la cuve a été soudé à la main, avec des méthodes qui n'ont pas cours dans ce domaine. La cuve a alors été stockée en extérieur sur le site en attendant de trouver une solution à l'habillage intérieur... un temps suffisant pour que la cuve s'abîme à son tour ! Une inspection du gouvernement finlandais a permis de pointer, durant l'été 2006, pas moins de 700 problèmes de conformité qu'Areva a été sommée de remettre aux normes. La population finlandaise se montre de plus en plus inquiète de ce "bricolage" à la française.

■ **Démocratie bafouée !** Au moment où tout le monde avait le regard tourné sur le premier tour des élections présidentielles, le 11 avril, le gouvernement a signé le décret de création du réacteur ! Une vieille tradition du nucléaire en France. Rappelons que le décret autorisant la construction de l'usine de retraitement de La Hague a été signé par la droite début mai 1981... alors que François Mitterrand venait d'être élu. C'était à l'époque le plus grand chantier d'Europe. Autre période faste pour les décrets sur le nucléaire : entre le 25 décembre et



Banderole géante à Rennes.

le 1^{er} janvier ou entre le 1^{er} et le 15 août. Les manifestations du 17 mars contre l'EPR ont été les plus importantes pendant la période électorale... mais n'ont provoqué un débat sur la question que pendant deux ou trois jours.

■ **Occupation d'un pylône.** Samedi 15 avril, à 8h30, quatre militants ont occupé un pylône d'une ligne à très haute tension (400 000 volts), à 500 m de l'enceinte de la centrale de Flamanville pour protester contre l'autorisation de construire l'EPR. EDF a pris la décision d'arrêter le courant dans la ligne pour éviter un éventuel accident. Environ 150 personnes sont venues pendant le week-end soutenir les militants. Deux des militants n'en sont redescendus que le lundi tôt au matin.

■ **Rennes : banderole géante.** Le 21 avril, veille du premier tour des élections présidentielles, les opposants à l'EPR ont déployé sur un échafaudage en centre ville une banderole géante de 10 m x 15 m "EPR, le nucléaire tue l'avenir" pour rappeler que 40 000 personnes

ont manifesté un mois plus tôt contre ce projet de nouveau réacteur.

■ **Chantier occupé.** Alors que le site de l'EPR se trouve au sein de la centrale nucléaire de Flamanville et que ce site est censé être protégé contre une attaque terroriste, Greenpeace a montré une fois de plus qu'il n'en était rien. Le 26 avril, jour anniversaire de l'accident de Tchernobyl, date donc prévisible par les autorités, à 6 h du matin, deux camions sont venus bloquer l'entrée de la centrale avec huit militants enchaînés sous chaque camion. Pendant que les forces de sécurité et une cinquantaine de gendarmes essayaient de déloger les camions, neuf autres militants réussissaient à pénétrer sur le site et à grimper dans les grues du chantier. Ces militants ont réussi à rester sur les grues pendant deux jours.

Combien de fraudes

Malgré des risques sanitaires non négligeables liés à la consommation d'aliments irradiés, le contrôle des denrées commercialisées en France est quasiment inexistant.

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments dénonce le manque de contrôle sur les denrées irradiées commercialisées en France et s'interroge sur l'application de la loi. Il questionne par ailleurs la réglementation existante, en particulier les dérogations françaises et l'absence de recherches quant aux risques sanitaires.

L'irradiation des aliments consiste à soumettre les produits à un rayonnement gamma de très haute énergie (généralement issu du Cobalt 60) ou à un faisceau d'électrons de très haute énergie. Deux directives européennes déterminent la liste de produits pour lesquels l'irradiation est autorisée (herbes aromatiques,

épices, condiments alimentaires) et l'obligation d'étiquetage. La France a obtenu des dérogations pour de nombreux produits supplémentaires : oignon, ail, échalote, légumes et fruits secs, flocons et germes de céréales pour produits laitiers, farine de riz, gomme arabique, volaille, cuisses de grenouilles congelées, sang séché et plasma, crevettes, ovalbumine, caséine et caséinates (additifs alimentaires).

Des risques sanitaires

Sur le plan sanitaire, des risques non négligeables ont été démontrés : l'irradiation provoque une perte de vitamines importante dans les aliments (notamment

les vitamines A, B1, C et E), ainsi que des risques de cancérogénèse et de mutagenèse dus à la prolifération de radicaux libres et de molécules nouvelles au sein de l'aliment irradié. Des scientifiques ont par ailleurs souligné le manque de données fiables pour évaluer le risque réel lié à la consommation d'aliments irradiés (1).

Malgré ces risques patents pour la santé des consommateurs, il est aujourd'hui impossible de connaître la quantité d'aliments irradiés commercialisés dans l'Union européenne, et notamment en France. Selon le dernier rapport de la Commission européenne, le pourcentage des produits irradiés non étiquetés a globalement augmenté. Seuls 16 Etats membres sur 25 ont déclaré avoir réalisé des contrôles. La France, en 2004, a effectué seulement 60 contrôles tandis que l'Allemagne avait analysé plus de 4000 échantillons. En 2006, 105 échantillons ont été analysés en France, dont 10 % étaient frauduleux (2).



Manifestation le 5 mars 2005 devant une usine d'irradiation des aliments.

en France ?

A ce constat s'ajoute une véritable explosion du nombre d'unités d'irradiation au niveau mondial, particulièrement dans des pays à forte capacité d'exportation. Par exemple, en Chine, le nombre d'installations en capacité d'irradier les aliments est passé de 7 en 2003 à 50 en 2006. L'Inde a l'objectif de construire 25 unités d'ici 2012. Le Mexique en 2008 se dotera de la plus grande installation d'irradiation du monde pour exporter goyaves, pamplemousses, mandarines... L'usage de cette technologie a également des conséquences environnementales et socio-économiques. Grâce à son efficacité multi-usages (conservation, décontamination, ralentissement du mûrissement, inhibition de la germination) et parce qu'elle permet un traitement de long terme de très nombreux produits, des déplacements sur longue distance et des stockages de longue durée, l'irradiation des aliments favorise les approvisionnements lointains, au détriment de l'économie locale (dumping, délocalisations,

pertes d'emplois) et de la souveraineté alimentaire, au Nord comme au Sud. Par ailleurs, l'augmentation des transports due à la circulation inutile de produits contribue de façon non négligeable à la pollution, au gaspillage de carburant et au réchauffement climatique à travers la production de gaz à effet de serre (3).

La négligence de l'administration française quant au contrôle des règles d'autorisation et d'étiquetage est par conséquent incompréhensible. La Commission européenne, pour sa part, "attend des États membres qu'ils augmentent le nombre de contrôles effectués sur ces produits et qu'ils prennent les mesures appropriées" (4).

Que vont faire nos nouveaux élus ?

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments attend avec intérêt et détermination que des mesures rigoureuses soient prises par les prochaines équipes élues par les Français pour remédier à cette situation.

Il demande en particulier une application stricte de la loi en matière de contrôles des aliments et des sanctions correspondantes ; une modification de la liste des aliments autorisés en France de telle façon à être conforme à la liste de référence européenne ; la mise en place d'une enquête sur les fraudes (défaut d'étiquetage des aliments irradiés et vente d'aliments irradiés non autorisés) ; le déblocage de fonds pour une recherche indépendante sur les effets pour la santé, et dans l'attente de résultats, l'application du principe de précaution.

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments appelle les parlementaires européens à agir pour que les pays de l'Union européenne respectent leurs engagements.

Véronique Gallais ■
Action Consommation

Roland Desbordes ■
CRIIRAD

François Veillerette ■
MDRGF

Collectif français contre l'irradiation des aliments,
c/o Action Consommation,
21ter, rue Voltaire, 75011 Paris,
irradaliments@actionconsommation.org

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments regroupe les associations suivantes :

Action consommation - Adéquations - Agir pour l'environnement - Les Amis de la Terre - Association Léo Lagrange pour la défense des consommateurs - Association pour l'information sur la dénaturation des aliments et de la santé (AIDAS) - ATTAC - Biocoop - Collectifs Bure-Stop - Confédération paysanne - CRIIRAD - Ecoforum - Ekwo - Fédération Nature et Progrès - Food and Water Watch Europe - Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF) - RECit (Réseau des écoles de citoyens) - Réseau Sortir du Nucléaire...



"Ionisation" des aliments.

(1) Burnouf D., Delincée H., Hartwig A., Marchioni E., Miesch M., Raul F et Werner D., *Etude toxicologique transfrontalière destinée à évaluer le risque encouru lors de la consommation d'aliments gras ionisés*, Rapport final 2001.

(2) Contrôle des denrées alimentaires susceptibles d'être décontaminées par traitement ionisant, DGC-CRF, 28 mars 2007.

(3) Cf. analyses du Collectif français contre l'irradiation des aliments : Risques sanitaires, environnementaux et économiques liés à l'irradiation des aliments <http://www.actionconsommation.org/publication/docs/risquesanitaire.pdf>

Irradiation des aliments : une technologie de la mondialisation http://www.actionconsommation.org/publication/docs/dossier_irradiation.pdf.

(4) Rapport de la Commission sur le traitement des denrées alimentaires par ionisation pour l'année 2004 (2006/C 230/08) : http://lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/oj/2006/c_230/c_23020060923en00280045.pdf.



DR

Le virtuel consomme de l'énergie

Second life est un jeu sur internet qui permet de vivre une autre vie dans un monde virtuel que l'on essaie de faire évoluer selon son goût. Inconvénient du jeu : il faut faire fonctionner un ordinateur et un modem pendant de longues heures. Un journaliste américain a calculé que le fait de laisser son ordinateur en veille pour participer au jeu consomme en moyenne 4,8 kWh par jour... soit 1752 kWh par an, c'est-à-dire autant que ce que consomme actuellement en moyenne un Brésilien, dix fois plus que ce que consomme un Camerounais ou un Algérien. Or, le site *Second live* accueille déjà plus de 5,6 millions de personnages virtuels ! La croissance démographique virtuelle au Nord semble donc plus dangereuse que celle réelle des pays du Sud !



QuietRevolution : une nouvelle forme d'éoliennes urbaines.



EMIRATS ARABES UNIS

Centrale solaire

Même si les Emirats arabes unis disposent dans leur sous-sol d'assez de pétrole pour poursuivre leur consommation actuelle pendant encore 150 ans, le gouvernement a décidé, fin avril, de se lancer dans les énergies renouvelables avec la construction d'une première centrale solaire photovoltaïque de 100 MW installée dans le désert. Celle-ci devrait ensuite progressivement grossir pour atteindre rapidement 500 MW. Des projets d'éoliennes en mer sont également à l'étude.

ALLEMAGNE

Programme ambitieux

Le ministre de l'environnement, Sigmar Gabriel, a présenté le 26 avril, date anniversaire de l'accident de Tchernobyl, les grandes lignes de la politique énergétique

Energie solaire

■ **Rendement record.** Boeing-Spectrolab a annoncé le 15 décembre avoir conçu des photopiles ayant un rendement record de 40,7%. Ce rendement est obtenu par la concentration de la lumière du soleil avec des lentilles de Fresnel sur des photopiles de petites tailles. Le record en France est actuellement de 35,2%. Au niveau industriel, on n'en est qu'à 17 %.

■ **Afrique du Sud : Cap sur le soleil.** Aujourd'hui, 90 % de l'électricité d'Afrique du sud provient de centrales thermiques au charbon, ce qui pose un énorme problème dans le cadre de la limitation des gaz à effet de serre. Le gouvernement sud-africain a annoncé le 18 septembre le lancement de la construction pour 2008 d'une centrale solaire à concentration d'une puissance de 100 MW. Un premier pas vers le solaire à grande échelle.

■ **Suisse : record d'altitude.** Des panneaux solaires ont été installés près du sommet de la Jungfrau, à 3700 m d'altitude, pour voir comment ils se comportent en haute altitude et comment ils résistent au gel. Froid et ensoleillement en montagne donnent habituellement de bons rendements. Si cela est confirmé, une centrale solaire devrait être installée sur le toit de la station de train à crémaillère à 3500 m et près de l'installation hertzienne à 3700 m.

■ **La Réunion : plus grande centrale solaire de France.**

Avec 1,35 MW installés sur un toit d'un immense entrepôt (8500 m²) de Saint-Denis-la Réunion, la Réunion détient le record de la plus grosse centrale photoélectrique en France. C'est sept fois plus que le record en métropole qui est détenu par Chambéry (Savoie). D'un coût de 5,5 millions d'euros, bénéficiant d'un ensoleillement exceptionnel, elle devrait être amortie en moins de dix ans. Les renouvelables fournissent déjà 40% de la production de l'île et un plan régional prévoit d'aller progressivement vers l'autonomie énergétique.

de l'Allemagne d'ici 2020. Outre la poursuite de la sortie du nucléaire, le gouvernement se fixe comme objectif de diminuer sa

consommation électrique de 11 % et de produire le reste à au moins 25 % par des énergies renouvelables.



Des éoliennes dans Londres.

l'excédent étant revendu sur le secteur. A La Haye (475 000 habitants, Pays-Bas), la municipalité a lancé début mars 2007, un programme d'intégration d'éoliennes sur les toits, en commençant par la mairie. La surélévation ne peut excéder dix mètres. 30 à 50 projets sont envisagés d'ici la fin de l'année, chacun devant permettre d'assurer la consommation d'au moins quatre ménages. Les éoliennes utilisées coûtent pour le moment autour de 18 000€ mais le fabricant estime qu'à grande échelle, ce prix pourrait descendre entre 2000 et 3000€, un prix alors très compétitif.

■ **Couplage avec l'hydraulique.** L'inconvénient du vent est son irrégularité. Pour limiter ces variations, un institut de l'université allemande de Bochum suggère de coupler les éoliennes avec des retenus d'eau : quand le vent produit trop d'électricité, l'eau est remontée vers un bassin supérieur, quand le vent est trop faible, l'eau tombe dans le bassin inférieur en faisant tourner une turbine, ceci avec un rendement qui peut approcher les 90%. L'hydraulique est actuellement le moyen le plus souple pour moduler la production électrique en fonction de la demande.

■ **France : 13 000 MW envisagés.** Le gouvernement a fixé comme objectif d'atteindre 13 000 MW éolien

en 2015, soit une multiplication par dix en sept ans. Avec une politique qui viserait à limiter la consommation pour respecter les engagements de Kyoto, cela devrait largement suffire à remplacer les arrêts de centrales nucléaires sans avoir à en construire d'autres.

■ **Eoliennes urbaines.** Les progrès dans le domaine de l'éolien permettent d'envisager le développement d'éoliennes urbaines parfaitement silencieuses, soit posées sur les toits, soit intégrées dans le bâti. Deux projets de tours économes de 300 m de haut sont ainsi à l'étude à la Défense, à l'ouest de Paris, qui toutes les deux intègrent des éoliennes dans les derniers étages. Ces éoliennes pourraient assurer les besoins électriques des parties communes,



Les renouvelables aux mains du capitalisme international

Les entreprises qui investissent dans l'éolien sont de plus en plus grosses, de plus en plus internationales et de plus en plus motivées uniquement par la rentabilité financière. Ainsi, le fabricant allemand Nordex annonce, mi-avril, son plus gros contrat portant sur une puissance de 640 MW par une société financière Babcock & Brown, pour des implantations de fermes éoliennes en Espagne, France et Portugal, pour un montant estimé à 700 millions d'euros...

Toujours en Allemagne, la société Solarworld a annoncé aussi en avril la création d'une nouvelle usine de panneaux photovoltaïques pouvant produire 500 MW par an ; Solarworld présentant un taux de croissance en 2005 de 45%. On est loin des idées écologistes de maîtrise de la consommation d'énergie, du contrôle local de la production...



Ferme éolienne en Californie (Etats-Unis).

EDF commande 184 éoliennes

EDF a annoncé le 29 mars la commande de 184 éoliennes pour une puissance globale de 276 MW à General Electric Wind, un tiers livrable en 2007, le reste en 2008... pour la création d'une centrale éolienne dans le centre des Etats-Unis ! En France, on nous impose le nucléaire avec l'aide des finances publiques, mais dans le pays du libre marché, on fait ce qu'il y a de plus rentable : l'éolien !

Energie animale

L'énergie animale n'est presque pas utilisée dans les pays dits "développés". Elle reste toutefois très importante dans nombre de pays dits "sous-développés" où elle assure, via les bœufs, zébus, chevaux, etc., une aide principalement en agriculture et pour les transports. Les animaux ont un "rendement" de l'ordre de 10%... et il semble que l'un des meilleurs rendements soit humain (près de 20%) ce qui peut expliquer le maintien du travail forcé (femmes, enfants...) dans nombre de pays.

PARIS

Biocarburants en Amérique latine

La maison de l'Amérique latine organise le vendredi 1^{er} juin à 20h30 une table-ronde sur les biocarburants en Amérique latine avec Pierre Radanne, ancien président de l'Ademe, Jean Puyade de Casa de Santa Fe et Marcelo Nowodztern, du Calpa. *La Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél : 01 49 54 75 00.*

DORDOGNE

Ecocentre du Périgord

L'Ecocentre du Périgord organise le 16 juin une journée sur le solaire thermique et photovoltaïque animée par André Dugué ; le 30 juin, une journée sur la cuisson solaire animée par Yves Martin de l'association Bolivia Inti. *Pégase-Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

Incinération Rejetée par les Français

Selon un sondage BVA, réalisé pour le compte d'Agir pour l'environnement, et rendu public le 25 avril, seuls 8% des Français considèrent l'incinérateur comme une solution pour les déchets, 1% considèrent que la décharge est une solution, 45% pensent que la solution est la réduction à la source, 45% souhaitent une valorisation à partir de la collecte sélective.



Incinérateur de Lunel Viel (Hérault).

BRETAGNE

Bataille de l'eau

L'accumulation des porcheries en Bretagne a provoqué une pollution généralisée des cours d'eau. La France a laissé faire pendant des années. L'Union européenne a fini par ouvrir une procédure contre la France pour lui demander de respecter les directives sur la qualité de l'eau. La France avait jusqu'au 21 mars 2007 pour se mettre en conformité, au risque de devoir payer une amende de 86 millions d'euros avec une astreinte semestrielle de 48 millions d'euros. En février, le préfet de région a annoncé que neuf bassins versants où les normes pour les nitrates (50 mg par litre) sont dépassées, se voient appliquer cette année de manière volontaire et l'année prochaine de manière obligatoire des restrictions des apports azotés à moins de 140 kg/ha, une réduction des cheptels de 30% et la fermeture des captages d'eau. Les éleveurs ont immédiatement réagi... en saccageant les locaux de l'association *Eaux et Rivières de Bretagne* dans la nuit du 27 au 28 février et en menaçant de mort des animateurs de l'association. Le président de la FDSEA du Finistère n'a rien

trouvé de mieux que de suggérer publiquement que ce saccage puisse être le fait des militants écologistes pour se faire de la publicité. La Confédération paysanne a condamné le saccage et rappelle que le contribuable n'a pas à payer une pollution dont il n'est pas responsable. Pendant ce temps, les cochons continuent à polluer... *Eaux et rivières de Bretagne, Venelle de la Caserne, 22200 Gunigamp, tél : 02 96 21 38 77.*





Empreinte écologique

Au lieu de calculer combien de planètes nous devrions avoir pour assurer notre niveau de vie, le WWF, fonds mondial pour la nature, a calculé à partir de quelle date dans l'année, nous avons atteint une planète, soit la date à partir de laquelle nous endommageons le capital restant. Pour un Français, cette date est le 25 avril, pour un Suisse, c'est le 6 mai... Le pays qui gaspille le plus sont les Emirats Unis Arabes (qui atteignent une planète dès le 24 février, devant les Etats-Unis (8 mars), la Finlande (26 mars). L'Italie tient jusqu'au 5 juin. Le monde globalement jusqu'au 17 octobre, le Brésil jusqu'au 29 octobre... Enfin des pays restent en dessous d'une planète dont la Chine qui dispose encore d'un mois de délai. Le pays qui pose le moins de problème à la planète par sa consommation est... l'Afghanistan dont un habitant consomme en moyenne 14 fois moins qu'un Européen.

RHÔNE-ALPES

Surveillance de l'air

La Coparly est l'organisme de surveillance de la qualité de l'air dans la région lyonnaise. Dans sa revue, elle indique l'évolution des produits régulièrement suivis par les stations de contrôle : depuis 1980, le dioxyde de soufre (SO₂) ; depuis 1984, les oxydes d'azote (NO_x), le monoxyde d'azote (CO) et les hydrocarbures totaux (HCT) ; depuis 1985, l'ozone (O₃) et le plomb (Pb) ; depuis 1993, les particules en suspension de taille inférieure à 10 µm (PM10) ; depuis 1999, le benzène, toluène et xylène ; depuis 2000, les particules en suspension de taille inférieure à 2,5 µm (PM2,5) ; depuis 2001, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ; depuis 2002, les composés organiques volatils (COV) ; depuis 2003, les métaux lourds et enfin depuis 2006, les dioxines et les aldéhydes... Au total, cela représente environ 150 molécules surveillées aujourd'hui, sur des milliers existantes.

HAUTE-SAVOIE

Fête des arbres

L'association *Auprès de mon arbre*, qui agit pour la préservation des arbres et forêts, vous donne rendez-vous le dimanche 10 juin 2007, à partir de 11h pour la troisième édition de la Fête des arbres, dans la châtaigneraie d'Allinges (juste au-dessus de Thonon-les-Bains) : ateliers pour les enfants, clown, contes, poésie, marionnettes, land art, théâtre d'impro, peinture, tyrolienne, hamacs, stands d'informations, bibliothèque écolo et autres surprises... restauration végétarienne et bar sans alcool. Entrée libre. *Auprès de mon arbre*, 711, chemin de la Tatt, hameau de Prailles, 74140 Sciez, tél : 06 13 31 50 38 ou 04 50 72 74 80.

LYON

Chaufferie bois et environnement

L'agglomération lyonnaise a fait le projet d'implanter une chaufferie alimentée en plaquettes de bois pour fournir le chauffage et l'eau chaude sanitaire de 4000 logements dans le 8^e arrondissement de Lyon. *La Maison de l'écologie* de Lyon s'est penchée sur les avantages théoriques de ce choix d'énergie. Même en intégrant la circulation de 1045 camions par an transportant sur une moyenne de 200 km les plaquettes de bois, le bilan énergétique est meilleur pour la chaufferie à bois que pour une chaufferie à gaz ou à fuel. Par contre, au vu des normes actuelles d'émissions des poussières et des oxydes d'azote, une chaufferie bois émet plus de pollution que le chauffage individuel fuel, une chaufferie gaz

Transports

■ **De la gratuité des transports.** La Fnaut, Fédération nationale des associations d'usagers des transports, a déjà publié à plusieurs reprises des éléments pour ou contre la gratuité des transports. Dans *Fnaut-Infos* de janvier 2007, elle publie témoignages et réflexions. En France, actuellement, les transports en commun sont gratuits dans les communes de Compiègne (45 000 habitants, depuis 1975), Châteauroux (73 000 habitants, depuis 2002), Gap (40 000 habitants, depuis 2005) et des communes plus petites comme Colomiers, Issoudun, Mayenne, Vitry. A Châteauroux, la billetterie ne couvrait que 14% des frais et la moitié couvrait seulement les coûts de billetterie. Le surcoût pour la commune est donc modeste, mais la Fnaut estime que le résultat n'est pas bon car il ne s'est accompagné d'aucune remise en cause de la voiture en centre-ville. A Gap, la fréquentation a progressé de 20%, le vandalisme n'a pas augmenté, le surcoût pour la ville est de 0,3%, la gratuité a peu modifié les habitudes. A Obernai (Bas-Rhin) où une expérience de gratuité a été abandonnée, le retour des tickets n'a pas provoqué de perte de fréquentation. D'autres communes ont abandonné comme à Val-de-Reuil et à Louviers (Eure), les bus servant de lieux de rendez-vous. Même cause d'abandon de la gratuité sur la ligne circulaire de Montpellier. Plusieurs associations de la Fnaut dénoncent des conséquences sur l'urbanisme : la gratuité fait que l'on n'hésite plus à choisir d'habiter plus loin, ce qui entraîne la commune à renforcer les lignes plus loin... et donc facilite encore la dispersion de l'urbanisme, avec un coût croissant pour la commune. La Fnaut reconnaît que parfois le résultat est positif comme l'exemple de Hasselt en Belgique (68 000 habitants, gratuité depuis 1997) où la gratuité fait partie d'un ensemble de mesures pour limiter la voiture dans la ville : alors que la fréquentation des bus a été multiplié par trois, le budget de la ville n'a augmenté que de 1% et le nombre de voitures en centre-ville a baissé. La Fnaut estime que la gratuité doit être utilisée en lien avec d'autres critères : ce qui incite à abandonner sa voiture, c'est un réseau de transport collectif en bon état, rapide, et des conditions de déplacements difficiles pour la voiture... avant la gratuité. La Fnaut estime qu'il vaut mieux ne mettre en place des transports gratuits que pour les plus pauvres, comme cela se fait de plus en plus. *Fnaut*, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 35 02 83.

■ **Haute-Savoie : pour un autre désenclavement.** Une manifestation "pour un autre désenclavement" se tiendra le dimanche 24 juin, à partir de 11 h, au parc thermal de Thonon-les-Bains. Il s'agit de faire la promotion des transports par rail, des pistes cyclables et du covoiturage pour éviter la poursuite de l'agrandissement des liaisons autour de Thonon. Contact : stoplaroute@hotmail.fr.

■ **Lyon : le Vélo'v, transport professionnel.** Une enquête réalisée par le Grand Lyon (agglomération de Lyon) auprès de 2400 usagers des Vélo'v montre que 54% ont diminué leur usage de la voiture en ville, 63% n'utilisent jamais leur voiture en ville ou n'en ont pas, 84% des déplacements sont à usage professionnel (et donc loin de l'idée du vélo lié au tourisme).

ou même un incinérateur. Cela n'a toutefois rien d'irréversible : si l'on adoptait la législation suisse sur le chauffage au bois, on pourrait avoir un bilan beaucoup plus

favorable pour la chaufferie bois. Etude complète : *Maison de l'écologie*, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.



Big-jump en Allemagne en 2005.

Big jump 2007

Les Etats de l'Union européenne ont jusqu'à 2015 pour intégrer dans leur dispositif législatif le contenu de la directive Cadre Eau sur la qualité des cours d'eau. Afin de rappeler aux différents Etats qu'il faut accélérer, une coordination d'associations européennes organise simultanément dans quarante grands bassins versants, le 15 juillet prochain, le "big jump" (grand saut) : il s'agit dans chaque cas de réunir le maximum de participants pour plonger en même temps dans le cours d'eau. En France, c'est *SOS Loire vivante* qui coordonne cette action et le saut se fera dans la Loire. L'association cherche notamment des élus prêts à se mouiller pour l'occasion. *SOS Loire vivante*, 8, rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 05 57 88.

Records de température

Après six mois de "canicule hivernale" (3°C de moyenne au-dessus des normales saisonnières de septembre à mars sur une bonne partie de l'Europe), le mois d'avril a encore été très chaud. Quelques records : le 30 mars, il faisait 15,2°C à Moscou. Le 14 avril, il a fait 30,6°C à Cologne en Allemagne... soit 16°C au-dessus de la normale ! Il faisait le même jour 28,4°C à Saint-Vallier (Saône-et-Loire). Le 15, il faisait 28,5°C à Bruxelles, 25,3°C à Genève... Lyon a connu son mois d'avril le plus chaud avec une moyenne mensuelle de 15,9°C (ancien record : 14°C en 1945). En avril, Lille a enregistré des températures maximales supérieures de 10°C à la normale (25 à 28°C contre 16°C de moyenne en avril). En France, la température moyenne en avril a été de 4,3°C au-dessus des normales saisonnières. Le record d'ensoleillement a été battu en Allemagne et la température moyenne sur le pays a été de 3,3°C supérieure à la moyenne. La Belgique, l'Angleterre (11,1°C de moyenne contre 10,6°C en 1865), la République Tchèque ont aussi annoncé avoir eu leur mois d'avril le plus chaud.



Deuxième rapport du Giec

Après un premier volet de son rapport, publié en février 2007, donnant l'état des connaissances sur le changement climatique, le Giec, Groupement international des experts sur le climat, a publié, le 6 avril 2007, le deuxième volet sur les conséquences de ce réchauffement au niveau écologique, social... Ce rapport se base sur une hypothèse de hausse des températures au niveau mondial entre 2 et 3°C d'ici 2080. A cette date, l'une des conséquences la plus importante sera le manque d'eau qui devrait toucher 3,2 milliards de personnes (contre un milliard actuellement), une dégradation des sols importante provenant du manque d'eau et du maintien d'une exploitation intensive, avec des risques de famine importants, une extinction massive des espèces de fait de la perturbation de leurs cycles naturels (microclimat, saisons, températures), la disparition de ces espèces peut avoir des conséquences en chaîne totalement imprévisibles. La fonte des glaces ferait monter le niveau des mers et menaceraient les lieux de vie principalement dans les deltas (Nil, Mississipi, Bangladesh...). En parallèle à ce rapport qui a reçu l'aval des gouvernements, des scientifiques ont publié un texte pour dénoncer les pressions reçues pour la rédaction de ce rapport notamment de la part de la Chine, de la Russie, des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite qui ont obtenu la suppression de certains paragraphes.

Les biologistes estiment que ces déplacements ne se font pas sans mal et que 10 à 15% des espèces pourraient disparaître du fait de nouvelles concurrences ou de l'adaptation à leur nouveau milieu de vie.

Sécheresse

Depuis septembre 2006, l'Europe connaît des records de chaleur sans précédent. Cette chaleur s'accompagne d'une baisse des précipitations surtout dans l'ouest. En Italie, fin avril, le Pô n'a plus qu'un débit du tiers de la normale, les Grands lacs du nord de l'Italie ne se sont pas remplis pendant l'hiver. Le déficit selon les régions vont de 20 à 50%. L'eau de la mer Adriatique est

Climat et décroissance

Les opposants au concept de décroissance avancent que l'on ne peut demander une décroissance aux plus pauvres. Il n'en a jamais été question : les objecteurs de croissance dénoncent le gaspillage des pays riches et demandent que diminuent leur consommation, en commençant par les plus riches.

Le rapport avec le climat ? Ce sont les plus riches qui consomment le plus, polluent le plus et donc sont le plus responsables des émissions de gaz à effet de serre, à l'origine de la dérive du climat. Or selon le rapport du GIEC, Groupement international des experts sur le climat, ce changement climatique met d'abord en péril les conditions de vie des plus pauvres.

Donc la décroissance en partant des plus riches est l'une des meilleures mesures que l'on peut prendre pour lutter contre le changement climatique.

Déplacements de la faune

Des biologistes de l'université de York (Grande-Bretagne) ont étudié 300 espèces animales (insectes, mammifères...) : conclusion de l'enquête publiée fin 2006, 80% d'entre elles ont déjà migré vers le nord d'une distance de 70 à 100 km par rapport à leur habitat millénaire. Si la chenille processionnaire du chêne est connue dans le sud de l'Europe, elle était jusqu'alors inconnue en Grande-Bretagne... où elle a été observée pour la première fois à l'automne 2006.



Affiche du film "La vérité qui dérange".

Kyoto dans l'impasse

L'objectif des accords de Kyoto était de maintenir les émissions de gaz à effet de serre au niveau de 1990 en diminuant ces émissions dans les pays les plus riches pour permettre aux pays les plus pauvres d'avoir de la marge de manœuvre dans leur développement. Objectif modeste puisque pour stabiliser le climat, il faudrait en fait diviser ces émissions par quatre. Mais même cet objectif modeste ne sera pas atteint. Concrètement, en 2004, la Chine a multiplié ses émissions par deux, le reste de l'Asie également, les Etats-Unis, l'Australie ont poursuivi leur hausse des émissions. L'Europe n'a pas réussi à stabiliser ses émissions, encore moins à les diminuer. Seuls les pays de l'ex-Europe de l'Est ont baissé leurs émissions (de moitié en Ukraine) essentiellement parce qu'ils ont amélioré considérablement leur efficacité énergétique. A l'arrivée, nous sommes passés de 20 800 millions de tonnes de CO₂ émises en 1990 à 26 600 en 2004 (+28 %).

à une température anormalement élevée à la sortie de l'hiver, laissant présager un vaste envahissement par les algues pendant l'été. Aux Pays-Bas, aucune pluie n'est tombée en avril. Pratiquement aucune non plus en Belgique. Très peu en Italie, en Espagne et dans le sud de la France. Par contre, dans les pays scandinaves, la situation pluviométrique est normale.

Depuis plusieurs années, les précipitations hivernales sont en baisse dans le sud de la France, laissant présager d'un manque d'eau pour l'été 2007. Le déficit en neige de cet hiver a encore augmenté le phénomène. Les nappes phréatiques sont au plus bas au sud d'une ligne Bordeaux-Lyon. Les météorologues estiment qu'il est encore trop tôt pour établir un lien avec un changement climatique, une partie de la baisse des nappes phréatiques étant à mettre sur le compte des pompages trop intensifs, notamment dans le sud-ouest avec les cultures de maïs irriguées.



Dagris

Fin du coton colonial ?

Par décret du 25 mars 2005, le gouvernement a autorisé la privatisation de la firme Dagris dont l'Etat possédait encore 64,7% des parts. Dagris (anciennement CFDT, Compagnie française pour le développement du textile) gère depuis la fin de la guerre le marché du coton en Afrique francophone. Alors que la firme a une valeur estimée entre 100 et 200 millions d'euros, elle a été finalement cédée en janvier 2006 à un consortium Sodaco, dont le principal actionnaire est Edouard de Rothschild... pour une somme beaucoup moindre : *La lettre du continent* annonce 7,7 millions d'euros. Avec la privatisation disparaît un certain nombre de garanties dont celle d'acheter la production dans des pays comme le Mali où le coton représente 8% du PIB et 40% des recettes d'exportation, environ 30% des salariés du pays. Depuis la privatisation, le prix au kilo est passé de 210 FCFA à 160 FCFA, ce qui met en difficulté les producteurs. La France qui a imposé en son temps le développement de ces cultures d'exportation, s'en moque aujourd'hui éperdument.

PARIS



Salon des solidarités

Le salon des solidarités se tient du vendredi 22 juin au dimanche 24 juin au parc floral de Paris (M°1, château de Vincennes). 7000 m² d'exposants. Conférences, animations... avec en fil rouge le lien entre solidarités locales et solidarités internationales. *Salon des solidarités*, 266, avenue de Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 34 75 93 64.

LILLE

Epicerie équitable

L'*Epicerie équitable* a ouvert une boutique sous le marché couvert de Wazemmes. Outre l'alimentation, on y trouve aussi des vêtements et des cosmétiques. La boutique de L'*Epicerie équitable* voisine celle de *Vert'Tige*, l'un des plus anciens magasins bio de la région, lequel privilégie les produits locaux, de saison... une démarche complémentaire. L'*Epicerie Equitable*, halles de Wazemmes, place de la Nouvelle-Aventure, 59000 Lille, tél : 03 20 51 21 46.

GRENOBLE

Le prix de l'or

Le Centre d'information inter-peuples, Afrique en Marche et Survie organisent le mercredi 13 juin, à 20h30, à la maison des associations, la projection du film "Le prix de l'or" sur les conditions d'exploitation de l'or au Mali, en présence de la réalisatrice Camille de Vitry. *CIIP, Maison des Associations, bureau 114, 6 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 04 76 87 59 79.*

Commerce équitable

■ **Débat impossible ?** Alors que Christian Jacquiau, économiste et journaliste, a publié un excellent ouvrage sur *Les coulisses du commerce équitable*, il lui arrive fréquemment que des émissions de radios ou de télévision sur le sujet l'invitent... puis décommandent. Cela a été notamment le cas lors de la dernière Quinzaine du commerce équitable pour *Marianne*, *Le nouvel Economiste*. une émission sur *Canal +*, une autre sur *Radio Chrétienne de France*. A chaque fois, le scénario est le même : la plate-forme du commerce équitable et Max Havelaar annoncent qu'ils ne viendront pas débattre si Christian Jacquiau est présent. Le commerce équitable peut-il faire fi du débat démocratique ?



■ **Publicité mensongère.** L'affiche financée par la région Rhône-Alpes pour la quinzaine de commerce équitable montre des tissus avec une étiquette sur laquelle on peut lire "100 % coton, 100 % équitable, 100 % solidaire". D'autres magasins mettent aussi cette affirmation du 100 % équitable en avant. Comment affirmer que des produits venant du Sud peuvent être 100 % équitables ou solidaires alors que pour leur transport, il y a fort à parier que cela passe par des navires battant pavillons de complaisance ; de même, de nombreux produits "équitables" sont vendus en grande surface... où le personnel ne connaît guère ni équité, ni solidarité.

RHÔNE

Soutien à des projets en Inde

L'association *Dil Se* s'est mise en place à Lausanne, en Suisse, en 2000, pour soutenir des projets d'aide aux femmes séropositives et aux enfants en Inde. L'association a aidé à la mise en place de deux maisons d'accueil pour une trentaine d'enfants,

deux jardins d'enfants pour une cinquantaine d'enfants de trois à cinq ans, et un réseau d'aide de femmes et enfants touchés par le sida. L'association *Grand cirque*, dans le Beaujolais, a décidé de soutenir cette action et organise le 9 juin à Cevennes, à partir de 16 h, une journée de soutien avec des animations, des films sur les actions menées en Inde, un repas indien et un concert de Bernard Bruel. Renseignements : *Le Grand cirque*, la *Gloriette*, 69840 Jullié, tél : 04 74 06 70 95, www.legrandcirque.eu.

Républiques bananières

D'où vient l'expression "république bananière" pour définir des régimes corrompus ? De la situation particulière au Guatemala où en 1953, avec le soutien de la CIA, la compagnie multinationale de bananes Chiquita a procédé au renversement du président d'alors. Depuis la banane est restée un produit de consommation lié à l'exploitation des pays du Sud. Près de la moitié des bananes vendues au niveau international proviennent de trois pays : l'Equateur, la Chine et les Philippines. Les bananes poussent dans 130 pays, mais servent le plus souvent à la consommation locale. Les premières bananes dites équitables ont été commercialisées dès 1970. Mais c'est en 1985, avec l'embargo, par les Etats-Unis, du Nicaragua, qu'arrivent sur le marché des bananes Nica produites dans ce pays et distribuées en dehors des multinationales. Depuis, plusieurs labels de qualité sont apparus : bio ou/et équitable. Les bananes cultivées en chimie consomment de 40 à 50 kg de pesticides à l'hectare. Les pays qui ont le plus développé la bio sont la République dominicaine, l'Equateur et le Pérou. (*Solidaire n°191, avril 2007*)



Un curieux parc naturel en Guyane

Les investisseurs ont gagné : la création du parc amazonien de Guyane va favoriser la pénétration des investisseurs dans des zones jusqu'alors protégées par un arrêté préfectoral de 1970. Comment faire pire sous couvert de mieux !

Au mépris des recommandations des experts et de l'avis des populations locales, le Parc amazonien de Guyane a été créé par décret le 27 février 2007. Il concerne cinq communes où vivent quelque 7000 personnes, et comprend une « zone cœur » de plus de deux millions d'hectares intégralement protégée, autorisant le maintien des activités de subsistance (chasse, pêche, cueillette) pour les communautés résidentes et s'étend sur une « zone de libre adhésion » de plus de 1,3 million d'hectares où l'exploitation minière, notamment aurifère, sera autorisée.

En octobre 2006, 285 Amérindiens wayana et émerillon adultes, soit un tiers de leur population, avaient manifesté leur opposition au projet du Parc, exprimant leur volonté d'intégrer leurs territoires à la « zone cœur » afin de protéger leurs lieux de vie et d'activité des dégâts environnementaux, sanitaires et sociaux liés à l'orpaillage. Ils n'ont pas été écoutés : si le décret interdit toute exploitation dans la « zone cœur », il ne garantit pas les communautés contre l'orpaillage qui va désormais être légalisé sur leurs espaces de vie et d'activité.

Ce mépris est d'autant plus incompréhensible que le projet du Parc de Guyane était censé tenir compte des problématiques humaines et environnementales conformément à la loi du 14 avril 2006 qui a réformé le statut des parcs naturels nationaux pour associer les collectivités locales à leur gestion. Etant donné le contexte humain et social complexe du sud de la Guyane, le projet guyanais exigeait pour le moins une attention particulière.

Les espaces de vie des communautés deviennent désormais libres d'accès et l'arrêté préfectoral de 1970, qui réglementait l'accès au sud du pays afin de

« protéger les sociétés traditionnelles », caduque. Il y a tout à craindre, comme le dit Brigitte Wyngaarde, chef coutumier de la communauté arawak et présidente de l'association Villages de Guyane, que, dans le cadre de l'ouverture du territoire qui permettra le développement d'activités économiques et touristiques, les avantages pour les communautés soient bien minces. Etendre le périmètre du Parc et en interdire totalement l'orpaillage est une mesure qui s'impose mais qui ne résoudra toutefois pas la question de la propriété foncière des Amérindiens de Guyane française.

Les premiers occupants de la Guyane, en effet, ne jouissent toujours pas de la propriété des terres qu'ils occupent, tout au plus leur ont été concédés des droits d'usage limités à leurs activités de subsistance. Il existe pourtant un instrument international qui garantit la propriété foncière collective des peuples indigènes, la Convention 169 relative aux droits des peuples indigènes de l'Organisation internationale du travail, que la France n'a pas ratifiée au nom du principe d'indivisibilité du peuple français, énoncé à l'article 1 de la Constitution de 1958.

« Il est temps, avait déclaré le président Chirac devant de nombreux représentants autochtones qu'il avait invités à l'Élysée en 2004, que la particularité et la dignité de vos nations soient affirmées et protégées en droit international... Il y va du respect que l'humanité se doit à elle-même. Il y va de la mondialisation, souvent perçue comme une occidentalisation imposée et donc comme une menace pour les identités ».

Il est grand temps, en effet, de remettre en chantier la question de la signature de la Convention 169.

Survival international ■

L'association Survival international présente dans son numéro 64 du printemps 2007 un dossier sur la situation des peuples indigènes en Guyane. Il est disponible contre 4€ auprès de Survival international, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, www.survival-international.org.

Biocarburants impossibles



Si les expériences locales menées par certains laissent penser que les biocarburants peuvent être une alternative au pétrole, le mythe s'effondre si l'on commence à penser globalement.

DR

Des associations comme *Roule ma fleur* (1) font la promotion de l'huile de première pression comme substitut au diesel. Si cela marche effectivement à petite échelle, tout comme les récupérations d'huiles alimentaires, dès que l'on essaie de passer à une vision plus globale, on constate vite que cette alternative n'en est pas une. La quantité de biocarburant nécessaire à alimenter les véhicules est si importante que les expériences menées à grande échelle provoquent déjà des problèmes écologiques d'importance.

Déforestation au Sud

Dans les pays qui misent sur le biocarburant, cela se traduit par l'occupation de surfaces de plus en plus importantes uniquement pour faire ce biocarburant, au détriment des cultures alimentaires. Ainsi au Brésil, 40% des besoins en carburant du pays proviennent de l'éthanol

tiré de la canne à sucre. La culture de la canne à sucre se fait dans les grandes exploitations qui expulsent les petits paysans et défrichent sans cesse de nouvelles terres au détriment de la forêt amazonienne. Le problème s'est amplifié à la suite des accords passés lors de la tournée de Georges Bush au printemps 2007, les Etats-Unis se proposant d'acheter d'importantes quantités de maïs destinés à alimenter des usines de biocarburant dans le sud des Etats-Unis.

En Indonésie et en Malaisie où l'on a misé sur l'huile tirée des palmiers, ceux-ci occupent déjà la moitié des terres cultivées de Malaisie et ils sont responsables de 87 % de la déforestation des quinze dernières années. 16,5 millions d'hectares ont été coupés en Indonésie, 6 millions à Bornéo et Sumatra.

Le journaliste britannique Georges Monbiot, un ancien défenseur des biocarburants, s'est excusé dans *The Guardian* du 6 décembre 2005 : "En faisant la pro-

motion du biodiesel – comme le font l'UE, le Royaume-Uni, les USA et des milliers de militants écologistes – vous créez un marché pour les cultures les plus destructrices sur Terre (...) Aujourd'hui, je me rends compte que j'ai entretenu une certaine croyance en la magie (...) Essayer de satisfaire la demande de carburant en augmentation est une folie, quelle que soit la source du carburant". (2)

Pénurie en eau

Dans un rapport rendu public le 11 avril 2006, l'Inra, Institut national de la recherche agronomique, tire également le signal d'alarme : non seulement le développement des biocarburants pose un problème en occupant des surfaces agricoles qui seraient plus utiles à la production alimentaire, mais en outre, ces cultures consomment des quantités d'eau qui, même dans un pays riche comme la France, peut venir à manquer.

à grande échelle

Marion Guillou, directrice générale de l'Inra, rappelle qu'en Europe la moitié des 80 millions de tonnes de productions agricoles sont déjà non alimentaires (bois, textiles, plantes médicinales, fleurs...) et qu'il est difficile d'envisager que l'on puisse encore réduire les surfaces alimentaires au détriment des biocarburants.

L'Inra demande que l'on réoriente la recherche vers la valorisation des déchets biologiques (compostage et biogaz, valorisation des pailles...) et que l'on cesse de chercher dans le domaine où il y a concurrence avec l'alimentaire (huiles d'oléagineux, sucre de betteraves). L'Inra pense qu'il est possible ainsi de produire un petit pourcentage de biocarburants, mais que les limites seront vite atteintes.

Déjà des émeutes de la faim

Comme selon Georges Bush père, "le niveau de vie n'est pas négociable", les Etats-Unis ne se sont pas contentés de passer des accords avec le Brésil : depuis début 2007 ils achètent massivement du maïs sur le marché mexicain. Or, au Mexique, le maïs sert à fabriquer l'aliment de base : la tortilla, une galette que l'on mange à tous les repas et que l'on agrémenté avec ce que l'on a (de la sauce à la viande en passant par les légumes). Du fait des achats par les Etats-Unis, le prix du maïs a augmenté brutalement de 65 %. Le 18 janvier 2007, des manifestations ont commencé dans la capitale pour protester contre la hausse du prix des tortillas. Elles se sont multipliées pendant plusieurs semaines. Début février, le gouvernement a décidé de fixer un prix maxi-

mum pour ces tortillas... au détriment de ceux qui les cuisent et qui doivent payer le maïs plus cher. Alors que jusqu'à ces dernières années, le Mexique était auto-suffisant pour le maïs, il est aujourd'hui déficitaire.

En 2007, ce sont 57 millions de tonnes de maïs qui seront transformés en biocarburant aux Etats-Unis. Par comparaison, le Mexique n'en produit que 19 millions de tonnes (3).

La hausse du prix des aliments de base, du fait de l'utilisation d'une partie de la production agricole à des fins de biocarburants, se fait déjà ressentir dans de nombreux pays dans le monde. Des projets en Europe prévoient déjà d'utiliser du blé (4), en Chine du riz !

Des biocarburants pour les camions qui importent la nourriture ?

Si l'on veut s'obstiner à consacrer plus de surface aux biocarburants, on arriverait rapidement à un paradoxe : nous produirions ici de quoi alimenter le réservoir des véhicules... et nous importerions de plus en plus de nourritures hors Europe pour peu que la production ne soit pas bloquée par le manque de terre – la déforestation a ses limites – et par le manque d'eau – les pays du Sud sont plutôt arides.

Pour importer cette nourriture, nous aurions évidemment besoin de carburants... De plus de carburants qu'on en produirait ici ! Ce raisonnement ne tient donc pas la route. Comme le dit Sylvain Angerand, chargé de mission Forêt aux Amis de la Terre : "les agrocarburants sont une bombe écologique à retardement" (5).

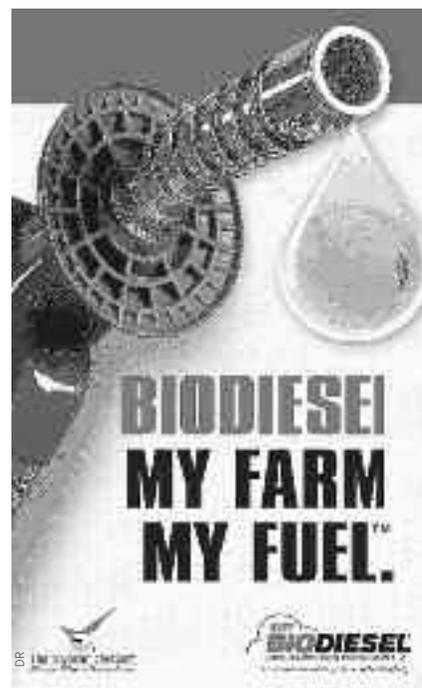
Une autre politique est possible

Plutôt que de chercher à produire ce que nous consommons, nous pouvons essayer de diminuer nos besoins. Ainsi, produire sa nourriture le plus localement

possible évite de gaspiller des carburants dans le transport – voir la file ininterrompue de poids-lourds sur les autoroutes entre l'Italie, l'Espagne et le nord de l'Europe – et aurait bien d'autres avantages : création d'emplois locaux dans l'agriculture – bio de préférence – limitation des projets de développements routiers – plus besoin de nouvelles liaisons dans les Alpes ou les Pyrénées...

Cela ne suffira certes encore pas. Mais ensuite, on peut continuer à réfléchir à une dynamisation des modes de transports collectifs, à une vision de l'urbanisme qui favorise les échanges courts – arrêter la maison individuelle en pleine campagne qui nécessite une voiture individuelle. Il faut laisser le prix du pétrole s'envoler et prévoir de le réserver à des usages utiles à tous... Bref, au lieu de chercher à remplacer une consommation, il vaut mieux s'orienter vers une maîtrise des usages (6). Les vraies solutions passent par des raisonnements liés à la décroissance.

Michel Bernard ■



"Ma ferme, mon carburant"
publicité pour le biodiesel aux Etats-Unis.

(1) Roule ma fleur, 48220 Fraissinet-de-Lozère, www.roulemafleur.free.fr.

(2) Cité dans *La Décroissance*, avril 2006.

(3) AFP, 1er février 2007.

(4) La Confédération paysanne annonce qu'en 2008, environ 1 % de la production de blé française devrait servir à produire de l'éthanol. *Campagnes Solidaires*, avril 2007.

(5) *L'Age de faire*, avril 2007.

(6) Le raisonnement est le même pour les autres postes liés à l'énergie : mieux vaut des économies d'énergie que de chercher à produire autrement.



Armes nucléaires Briser le tabou ?

Le 4 avril, deux candidats à l'élection présidentielle, Olivier Besancenot et José Bové, accompagnés de la sénatrice Hélène Luc, représentant Marie-Georges Buffet, de Gérard Lévy, représentant Dominique Voynet et d'une quarantaine d'"inspecteurs citoyens" se sont présentés à l'Élysée pour une inspection surprise. L'inspection portait sur le commandement atomique présent dans les sous-sols et contestait les récentes décisions de procéder à des essais balistiques sur le site de Biscarosse dans les Landes, susceptibles d'entraîner une course à la prolifération nucléaire. L'action a été de brève durée : l'ensemble des personnes présentes ont été arrêtées sans

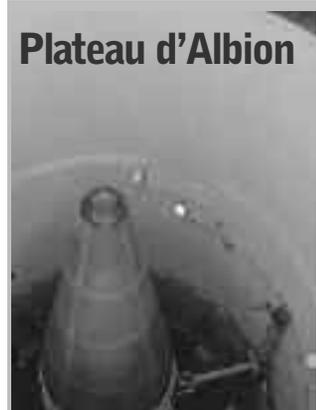
ménagement. Les animateurs de la campagne "non au missile M51" ont lancé cette inspection alors que Hans Blix, représentant l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, était en visite à Paris. Ils demandent à l'AIEA de faire des inspections là où l'on est sûr de trouver des armes nucléaires et non pas seulement dans des pays seulement suspectés de les posséder.

ILE-DE-FRANCE



Concert pour l'Union pacifiste

Un concert de soutien à l'Union pacifiste de France se tiendra le 3 juin, à partir de 17h, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine, avec au programme Thomas Pitiot, Céline Caussimon, Bruno Daraquy, Christiane Courvoisier, Michel Orion... Réservation au 01 46 72 64 68 ou Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.



Plateau d'Albion Pollution au plutonium ?

L'ancien site de stationnement des missiles nucléaires français, le plateau d'Albion, à cheval sur le Vaucluse, le Var et les Alpes-de-Haute-Provence, est-il pollué par des produits radioactifs ? Ce sont d'anciens militaires de ce site qui ont alerté les associations après avoir pris connaissance d'un rapport médical indiquant la présence de plutonium et de césium qui officiellement proviendraient des essais aériens des années 60 dans le Sahara et de l'accident de Tchernobyl de 1986. Plusieurs militaires souffrent de maladies et se posent la question de leur exposition à des substances radioactives.

Bush dégoût

■ **500 milliards de dollars.** En quatre ans de guerre en Irak, les Etats-Unis ont déjà dépensé officiellement plus de 500 milliards de dollars. Certaines organisations estiment que ce chiffre est bien inférieur à la réalité car il ne prend pas en compte de nombreux budgets comme par exemple la gestion de 30 000 malades psychiatriques de retour du front.

■ **Ennemi de l'intérieur.** En 2005, près d'un tiers des jeunes ayant voulu s'engager dans l'armée des Etats-Unis étaient trop gros, 12% étant classés comme obèses. A un moment où Bush a du mal à trouver de la chair à canon, c'est une mauvaise nouvelle. De nouveaux critères de sélection tolèrent maintenant un dépassement de poids de 30% en échange de l'engagement à suivre un régime pour maigrir ! D'ici à ce que l'armée bombarde les fast-foods !

■ **Début du retrait des troupes ?** L'épreuve de force se poursuit entre les Démocrates et le gouvernement de Georges Bush. Le projet de loi sur le financement des troupes en Irak et en Afghanistan adopté en février par le Parlement a été également adopté le 26 avril par le Sénat. La majorité des deux tiers n'étant pas atteinte, Bush peut encore y mettre son veto... mais au risque que l'armée n'ait plus de budget. Si cette loi entrait en vigueur, elle prévoit le début du retrait des troupes US d'Irak dès le 1^{er} octobre 2007 et la fin de ce retrait au plus tard le 1^{er} avril 2008.

LILLE

Coopération et thérapie sociale

Des conditionnement sociaux entravent le "vivre ensemble" Pourquoi et comment les faire évoluer ? Par quels moyens individuels et collectifs ? En quoi la coopération peut-elle aider à choisir les fonctionnements sociaux et institutionnels nécessaires au bien-être collectif et individuel ? L'association *Le pas de côté* organise une conférence-débat le jeudi 14 juin à 18h45, au CUEEP, Centre universitaire d'économie et d'éducation permanente, 11, rue Auguste Angellier.

Renseignements : *Le pas de côté*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 18 48.

AVEYRON

Formation à la non- violence

L'Institut européen Conflits cultures coopérations propose une formation pour devenir formateur et consultant professionnel pour la prévention des conflits et l'intervention en situation de crise. Cette formation commence en janvier 2008 sous forme de neuf stages de quatre jours. Renseignements : IECCC, Le Cun, 12100 Millau, tél : 05 65 61 33 26.



PARIS

14 juillet, défilé des clowns

Pourquoi seuls les petits hommes kakis auraient-ils la joie de fêter l'anniversaire de la Révolution française ? Pour la deuxième année, toutes les brigades de clowns (CRI à Marseille, la BAC à Paris, le krrr'oc à Toulouse, les CRS à Clermont, le GIGN-OL à Lyon...) appellent à venir faire la fête le 14 juillet à Paris ! Pour en savoir plus : www.brigadeclowns.org.

La paix a besoin de volontaires !

L'Intervention civile de paix (ICP) est un concept opérationnel depuis les années 1980 qui s'est fortement développé dans les années 1990. Il s'agit de missions de volontaires civils qui participent, sur le terrain et auprès des organisations des sociétés civiles locales, à la construction de la paix et la résolution non-violente des conflits.

Une mission ICP peut être menée par une organisation internationale (OSCE, ONU), un gouvernement, une collectivité locale (projet de coopération décentralisée) ou une ONG. Les volontaires de missions ICP sont qualifiés, formés aux techniques non-violentes de régulation des conflits et aux fonctions spécifiques qu'ils auront à accomplir.

Les volontaires de paix travaillent à apporter une présence dissuasive (accompagnement protecteur), favoriser le dialogue et la réconciliation (espaces de rencontre, médiation, etc.), observer et faire connaître la situation sur le terrain (atteintes aux droits de l'Homme, déroulement d'élections par exemple) afin de permettre un processus viable et durable de démocratisation et de construction de la paix.

Nonviolent Peaceforce

Nonviolent Peaceforce est une OING (organisation non gouvernementale internationale) dont l'objectif est d'envoyer, à la demande d'acteurs locaux, des civils qu'elle a formés, sur les lieux de conflits afin de susciter des solutions non-violentes. Ses volontaires de paix sont rémunérés et interviennent dans le cadre d'équipes multinationales.

Nonviolent Peaceforce est un collectif de 90 organisations présentes sur tous les continents (1). Le membre français de cette organisation est le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, qui agit avec le Comité français pour l'intervention civile de paix (2).

L'objectif à long terme de cette organisation est de constituer une force internationale civile de paix à grande échelle. Pour faire fonctionner une force de 2000

intervenants à travers le monde, 4000 réservistes et 200 permanents, ce qui est l'objectif de Nonviolent Peaceforce, le budget opérationnel annuel serait à peine le prix d'un demi-avion Rafale... Mais les fonds nécessaires font actuellement défaut.

"Rappelez-vous que même la plus onéreuse mission de maintien de la paix coûte moins cher que la moins coûteuse des guerres", Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU. Et cela est vrai pour le "maintien de la paix", mais aussi pour la régulation des conflits, l'intervention non-violente, etc.

Un partenariat pour soutenir l'intervention civile de paix

Ce printemps 2007, Nonviolent Peaceforce et Non-violence XXI ont donc décidé de lancer un appel commun pour faire connaître l'intervention civile de paix et la soutenir. Non-violence XXI est une association française entièrement dédiée au financement d'une culture de non-violence. Plus de 1000 donateurs lui ont déjà fait confiance pour distribuer leurs dons à des alternatives non-violentes.

Elsa Joyeux-Bouillon ■

Non-violence XXI

Pour soutenir Nonviolent Peaceforce, ses missions et l'intervention civile de paix, vous pouvez faire un don à Non-violence XXI, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, en indiquant Nonviolent Peaceforce sur votre envoi. Vous pouvez aussi nous contacter pour en savoir plus : 01 45 48 37 62, contact@nonviolence21.com, www.nonviolence21.com. Parce que la paix a besoin de volontaires...



Des équipes de Nonviolent Peaceforce favorisent le dialogue intercommunautaire au Sri Lanka.

Intervention civile de paix au Sri Lanka

Depuis 2004, les équipes de Nonviolent Peaceforce aident les organisations locales, qui sont confrontées à la guerre civile depuis 25 ans, à mener leur travail de paix et de défense des droits humains. Les volontaires de Nonviolent Peaceforce (aujourd'hui 50) au Sri Lanka travaillent notamment à :

- négocier le retour chez eux d'enfants-soldats enrôlés de force,
 - faciliter la mise en place de groupes de soutien pour les mères d'enfants-soldats,
 - permettre une répartition plus équitable de l'aide humanitaire et à la reconstruction, en faveur des groupes minoritaires,
 - organiser des médiations pour permettre aux pêcheurs d'exercer leur activité malgré les conflits entre communautés, etc.
- Les équipes de Nonviolent Peaceforce sont également présentes à Mindanao (Philippines), en Colombie, en Ouganda, etc.

(1) voir www.npeurope.org.

(2) voir www.nonviolence.fr

Munich encourage la bio pour protéger l'eau

Afin d'obtenir une eau de qualité et de réduire les processus coûteux de traitement, la ville de Munich a décidé d'agir en amont. Depuis 1991, elle encourage l'agriculture biologique sur les 2250 ha de terres agricoles situées à proximité des captages d'eau potable. Les agriculteurs sont accompagnés techniquement et financièrement.

Depuis le début du 20^e siècle, le Stadtwerke München (SWM : service municipal de distribution des eaux de Munich) achète des terrains situés sur la zone d'influence des captages pour les boisier et ainsi préserver la ressource en eau.

Malgré cette politique de prévention, depuis les années 60, les teneurs en nitrates ont progressivement augmenté. La région étant essentiellement recouverte de forêt et d'exploitations agricoles, l'augmentation des teneurs en polluants observés est principalement le résultat de l'intensification progressive de l'agriculture. Les teneurs observées en 1991 (14,2 mg/l pour les nitrates et 0,065 µg/l pour les pesticides) restaient bien inférieures aux normes de potabilité (50 mg/l pour les nitrates et 0,5 µg/l pour les pesticides). Néanmoins, le SWM a décidé de réagir.



Lancement d'une campagne de protection de l'eau avec l'UNICEF devant la mairie de Munich.

La bio : un choix pour une eau de qualité !

Actuellement, en France, le fait d'avoir de l'eau potable au robinet est considéré comme normal et ordinaire. Pourtant, soumise aux pollutions industrielles, agricoles et urbaines, l'eau est aujourd'hui menacée.

Quelques chiffres de l'institut français de l'environnement en disent long...

Pesticides : en eaux de surface, 49 % des points de mesure ont une qualité moyenne à mauvaise ; en eaux souterraines, 27 % des points nécessiteraient un traitement spécifique d'élimination des pesticides pour la production d'eau potable.

Pour bénéficier d'une eau de bonne qualité, il est possible de la traiter pour éliminer les pollutions. Cela implique des procédés à la fois complexes et coûteux. Il est aussi possible de prévenir la dégradation de la qualité de l'eau. Dans le domaine agricole, cela passe par l'adoption de modes de production limitant les pollutions de l'eau. L'agriculture biologique est une réponse adaptée pour protéger l'eau.

Aide à la reconversion

En 1992, le programme de promotion de l'agriculture biologique a débuté. Pour encourager l'implication des agriculteurs, la ville de Munich décide d'accompagner les agriculteurs à tous les niveaux :

- *Accompagnement technique* par les associations biologiques locales
- *Accompagnement financier* :

La municipalité finance intégralement le premier conseil donné par les associations aux candidats à la conversion ainsi que les contrôles annuels.

La municipalité verse une aide aux producteurs pour honorer leur contribution à la protection de l'eau. Montant : 280€/ha pendant six ans puis 230€/ha les douze années suivantes.

Fontaine de Karlplatz à Munich.



L'Etat verse également des aides : 442€/ha/an pendant cinq ans, dans le cadre des programmes agri-environnementaux.

• *Accompagnement commercial* :

Munich est devenu le premier client des producteurs bio. Sur les 13 000 litres de lait produits chaque jour, 5000 sont distribués dans les crèches. Dans les lycées, les étudiants peuvent trouver des sandwichs et pains bio.

Les agriculteurs sont convaincus ! Depuis 1992, 90 % des 2250 ha de terres agricoles sont passées en bio. De 23 en 1992, ils sont aujourd'hui 92 agriculteurs à pratiquer l'agriculture bio.

Quels impacts sur la qualité de l'eau ?

Les résultats sur la qualité de l'eau sont visibles ! Depuis 1992, les teneurs en nitrates ont diminué de 43% (baisse de 14 à 8 mg/l) et les teneurs en phytos de 54% (baisse de 0,065 µg/l à 0,03 µg/l).

Tous comptes faits...

Le programme de soutien à l'agriculture bio coûte 1 centime d'euros par m³ d'eau distribuée. A titre de comparaison, le coût de la dénitrification (évitée grâce à la politique préventive de Munich) est estimé en France à 27 centimes d'euros par m³ d'eau distribuée. Sur le long terme, Munich réalise donc des économies en encourageant l'agriculture bio.

Maureen de Mey ■

GABNor.

Article initialement paru dans *Alter Agri* de mars avril 2007.

GABNor, Groupement des agriculteurs biologiques du Nord, Le Paradis, 59133 Phalempin, tél : 03 20 32 25 35.

Des pratiques respectueuses de l'eau

En 2005, le GABNOR a analysé les pratiques des producteurs bio du Nord Pas-de-Calais au regard de la protection de l'eau.

Le cahier des charges de l'agriculture biologique repose sur un pilier majeur : l'absence de recours aux engrais et produits phytosanitaires de synthèse. Pour y parvenir, les agriculteurs biologiques travaillent sur la base d'une approche système et non pas culture par culture. C'est là le point fort de la bio pour protéger l'eau. Comment se traduit en pratique cette approche système ?

• *Des rotations longues et diversifiées* : par exemple prairie temporaire dactyle luzerne (3 ans), blé, féverole, triticale en polyculture élevage.

Nous avons une succession de plantes à enracinements différents.

Un enracinement profond (luzerne) permet de fissurer le sol en profondeur tandis qu'un enracinement superficiel (dactyle) permet d'améliorer la structure en surface. Les cultures à racines pivotantes (féverole) ont un impact positif sur la structure du sol. La succession culturale permet ainsi d'améliorer naturellement la structure du sol : décompactage, drainage, aération...

• *Alternance de cultures d'hiver et de printemps* : L'alternance de cultures d'hiver (blé, triticale) et de printemps (féverole) permet de limiter la prolifération de certaines adventices. Les céréales d'hiver permettent d'obtenir un couvert végétal susceptible de réduire l'impact des précipitations fréquentes en hiver. Elles permettent également de capter le surplus d'éléments fertilisants de la culture précédente.

• *Alternance de familles végétales* : Cela permet d'éviter les maladies et la prolifération des parasites tels qu'insectes, nématodes... et donc le recours aux produits phytosanitaires.

• *Une densité d'animaux modérée* : Limiter le nombre d'animaux à l'hectare permet d'éviter les excès de fertilisant à l'échelle de la ferme.

• *L'intégration d'importantes surfaces en herbe* : 60 % des surfaces biologiques du Nord Pas-de-Calais sont couvertes par de l'herbe. Les prairies permettent d'épuiser les organes de réserve et le stock grainier des adventices. Ainsi, il est possible de gérer l'enherbement sans avoir recours aux produits phytosanitaires. L'implantation de prairies temporaires est un moyen privilégié pour augmenter le taux d'humus ce qui participe à améliorer la structure du sol. Les surfaces en herbe constituent sans nul doute l'un des couverts végétaux les plus efficaces pour réduire les risques de lessivage, de ruissellement et d'érosion.

• *Implantation de cultures intermédiaires*. Parce qu'elles couvrent le sol, elles limitent les risques d'érosion et de ruissellement. De plus, elles permettent de piéger les nitrates pendant l'interculture : au lieu de perdre un fertilisant qui sera lessivé et polluera la nappe phréatique, la culture intermédiaire permet de piéger les excédents d'azote qui resteront disponibles pour la culture suivante.

• *Les haies, bandes enherbées ou fleuries* réduisent l'érosion et le ruissellement. De plus, elles maintiennent la biodiversité sur la ferme. Ainsi, lorsqu'elles sont bien conçues, elles peuvent abriter des insectes auxiliaires, prédateurs des ravageurs des cultures.



Petite phrase

"Il faut sauver les condors, pas tellement parce que nous avons besoin des condors, mais surtout parce que, pour les sauver, il nous faut développer les qualités humaines dont nous aurons besoin pour nous sauver nous-mêmes"

Mac Millan, 19e siècle.

Habitat sain

■ Savoir faire et découverte.

L'association *Savoir faire et découverte* propose des stages dans de multiples domaines dont celui du bâti écologique : enduits isolants (lin, chaux), enduits de finition (chaux, badigeons), le 2 juin à Cassel (Nord) ; maîtriser un chantier en éco-construction, le 8 juin, La Carneille (Orne) ; comprendre et analyser nos espaces de vie, le 9 juin, à La Vacquerie (Hérault) ; construire des murs en torchis, le 9 juin, en Normandie ; construire un four à pain, le 9 juin, en Normandie ; construire sa yourte, le 13 juin, à Saint-Andéol-de-Clerquemort (Lozère). Renseignements : *Savoir Faire et Découverte, La Caillère, 61100 La Carneille, tél : 02 33 66 74 67 ou 0 820 820 186, www.lesavoirfaire.fr.*

■ **Lyon : rencontres de l'éco-construction.** La Maison de l'écologie de Lyon organise ses deuxièmes rencontres de l'éco-construction du 28 au 30 juin. Rencontres ouvertes à tous avec différentes conférences le samedi 30 juin, comment rendre l'habitat plus humain, dimension sociale de l'habitat écologique, avantages et inconvénients de l'auto-construction... *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

Vacances pour les plus jeunes

■ **Aveyron : camp d'été d'Altern'Educ.** L'association *Altern'Educ* propose des camps pour les enfants : "murmurer à l'oreille des poneys" (6 à 8 ans, 18 au 25 juillet et 29 juillet au 5 août), "la mission sans retour" (6 à 8 ans, 18 au 25 juillet), les petites bêtes

(9 à 11 ans, 29 juillet au 5 août), animaux z'animés (6 à 8 ans, 9 au 16 août), sors ton clown (9 à 11 ans, 9 au 16 août) ; et pour les ados : "quand le théâtre t'ensorcelle" (18 au 27 juillet), "Utopia 3, neuf jours pour changer le monde" (29 juillet au 7 août). Programme complet : *Altern'Educ, Le Chant des Baumes, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 62 29 70.*

■ Cévennes : camp itinérant.

L'association *Céven'Nature* propose un camp itinérant de douze jours à la découverte du mont Lozère, du 16 au 27 juillet, pour des jeunes de 10 à 13 ans. Petites randonnées et activités, découverte naturaliste, jeux sensoriels, jeux d'expression, musique verte, land-art, rencontre avec les habitants... *Céven'Nature, 5, rue Serpente, 48400 Florac, tél : 04 66 45 21 47 (le mardi après-midi).*

Systèmes d'échanges locaux

■ **Gironde : bourse locale d'échanges.** Le Sel, système d'échanges local, de Gabare, organise le dimanche 10 juin, une balade (13 km, départ



Agri bio

■ **Formation en biodynamie.** Le centre de formation pour adulte du Bas-Rhin, en lien avec le syndicat d'agriculture biodynamique, offre, depuis 1990, une formation pour les personnes qui veulent devenir salarié agricole en biodynamie : acquérir la capacité professionnelle pour l'installation, connaissance du vivant, liens entre agriculture et environnement, produire une alimentation qui réponde aux besoins de l'homme, travailler à élaborer une économie saine. Une nouvelle promotion débute en novembre 2007. Les dossiers de candidature doivent être envoyés d'ici fin juin. La formation s'adresse à des personnes ayant déjà au moins six mois de pratique en agriculture. La formation fait 1200 heures sur deux ans. Renseignements : *CFPPA du Bas-Rhin, 44, boulevard de l'Europe, BP 203, 67212 Obernai cedex, tél : 03 88 49 99 29.*

■ **Saône-et-Loire : stages biodynamie.** La maison de l'agriculture biodynamique propose une introduction au jardinage biodynamique les 2 et 3 juin au domaine Saint-Laurent, à Château, avec Pierre Masson. Sur le même lieu, un stage "arbres et paysages" animé par Jean-Michel Florin, les 23 et 24 juin. *Maison de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

■ **Loire-Atlantique : collectif des parents pour des cantines bio.** En relation avec le GAB 44 et inter-bio Pays-de-Loire, un collectif de parents d'élèves s'est mis en place pour faire avancer la question des cantines bio dans les établissements scolaires. Une première pétition en 2005 a permis de mettre en contact 3000 personnes intéressées, réparties sur 168 des 220 communes du département. Pour le moment des cantines bio existent à Rézé (3600 repas par jour) et à Bouguenais (1200 repas par jour). Les expériences en cours montrent un surcoût modeste : si les aliments coûtent un peu plus cher, il y a moins de gaspillage et la nourriture étant plus dense, il en faut moins. Pour rejoindre le collectif : *tél : 06 33 02 88 36* ou écrire à *Inter-bio, Gaston Birge, 49100 Angers, tél : 02 41 60 88 58.*

■ **Villefranche-sur-Saône : BioEquilibre.** Un nouveau magasin bio sur 200 m² vient d'ouvrir au centre de Villefranche-sur-Saône (Rhône) avec outre l'alimentation, des espaces commerce équitable, librairie et détente. *BioEquilibre, 256, rue Dechavanne, 69400 Villefranche, tél : 04 74 62 99 53.*



Toilettes à litière

Les associations *Héol, Empreinte* et *Eau vivante* organisent un concours des plus belles toilettes sèches. Pour concourir, il faut envoyer une photo verticale (10 x 15 cm) avant le 20 juillet à *La Maison autonome, Héol, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.* Les photos seront exposées pendant l'Ecofestival des 21 et 22 juillet et le public votera. Remise des prix le 22 juillet. 1^{er} prix : un four solaire de Bolivi Inti.

à 9h30 devant le club house de tennis), une bourse locale d'échanges et un repas partagé à Biganos, au club house, 10, rue de la Verrerie. Une autre bourse d'échanges et un repas partagé se tiendront à Pessac, le 7 juillet. Renseignements : *Sel Gabare, 19, allée Jacques-Brel, 33600 Pessac, www.sel-gabare.info, tél : 05 56 82 98 54 après 19 h ou 06 73 56 22 39.*

■ Drôme : repas partagé.

Le SEL de Romans et environs organise un repas partagé le 3^e mercredi de chaque mois (dont le 20 juin), à 19 h, à la Maison de la nature et de l'environnement. Renseignements : *04 75 07 13 38 (Yves).*

■ Ardèche : repas partagé.

Le SEL de Tournon et environs organise un repas partagé le 4^e mercredi de chaque mois (soit le 27 juin), à 19 h, à la MPT, Maison pour tous, 36, quai Gambetta, à Tournon. Renseignements : *04 75 07 13 38 (Yves).*



Médias



■ **Les Echos du Cota**, 7, rue de la Révolution, B-1000 Bruxelles, tél : 0032 2 218 18 96, www.cota.be. Le Cota, collectif d'échange pour la technologie appropriée, a toujours une approche originale des questions de développement. Dans le numéro de mars 2007 de leur revue, il traite longuement la question de l'autonomisation des groupes aidés et titre même un article "comment devenir inutile". Une réflexion nécessaire face à la course aux crédits de trop nombreuses ONG.

■ **Alternatives non-violentes**, Centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen, Revue de réflexions sur la non-violence, elle consacre son numéro 142 à un sujet d'actualité : le développement actuel de la désobéissance civile. Faucheurs volontaires (contre les OGM), Réseau d'éducation sans frontières (en soutien aux enfants sans-papiers), Déboulonneurs (contre l'invasion publicitaire)... autant de "désobéisseurs" qui mènent un véritable travail politique. Fort intéressante intervention de François Roux, le principal avocat de ces différentes causes, débats plus philosophiques avec Alain Refalo et Jean-Marie Muller. Le numéro 12 €.



■ **Biodynamis**, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 77 89. La revue a publié ce printemps un excellent hors-série sur le thème des biens communs : la richesse collective, les valeurs humaines au cœur des processus sociaux, la pédagogie de l'imaginaire, l'eau, l'air et le sol ne sont pas des marchandises, favoriser la biodiversité... Le numéro coûte 7 €.

■ **Campagnes solidaires**, Média pays, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnole, tél : 01 43 62 82 82. Le mensuel de la Confédération paysanne cherche de nouveaux lecteurs pour assurer son équilibre

financier : il faut pour cela passer de 6000 à 8000 abonnés, ce qui semble peu vis-à-vis des 210 000 voix récoltées aux dernières élections aux chambres d'agriculture, et tout aussi peu quand on sait le nombre de sujets de société que la revue aborde à partir de questions agricoles.

■ **Le Dniepr**, Les enfants de Tchernobyl, 84, route d'Aspach, 68800 Vieux-Thann, tél : 03 89 40 26 33. Le numéro spécial du 26 avril 2007 est consacré au compte-rendu de la mission Solange Fernex en Biélorussie : rencontre avec les autorités, avec les populations contaminées, visite des zones interdites, mesures de radioactivité : tout ce qu'il faut savoir sur les suites de l'accident de Tchernobyl et que vous ne lirez malheureusement pas dans les médias français.



PARIS ItinErrance

Le festival ItinErrance se déroulera du 31 mai au 3 juin, aux Voutes, 19, rue des Frigos, Paris 13e (M° F.-Mitterrand). Ce festival présente des documentaires, des expositions photographiques, des reportages dessinés et de la musique autour du thème de l'exil et des migrations. C'est organisé par *Les Yeux dans le Monde*, 2, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél : 06 81 86 01 32.

Conflit à la Passerelle

La Passerelle, dans le 11^e arrondissement, est un lieu alternatif avec un café-resto, une librairie engagée, un point de vente du commerce équitable. Le lieu accueille une très riche programmation culturelle et militante comme nous l'avions présenté dans le numéro 337 (Alternatives à Paris). Mais le succès du lieu a nécessité de procéder à des embauches, créant une dissocia-

tion entre propriétaires et salariés. Ces derniers se sont mis en grève le 25 avril dernier pour revendiquer d'être associés aux décisions concernant le fonctionnement du lieu. *La Passerelle*, 3, rue Saint-Hubert, 75011 Paris, tél : 01 43 57 04 82.

Cyclonudistes

La première manifestation cyclonudiste de Paris se tiendra le samedi 9 juin. Départ à 14 h, du jardin de Reuilly (près de la mairie du 12^e). Il s'agit de rappeler que le cycliste



se retrouve nu devant les dangers provoqués par l'indécence de la voiture. L'initiative partie il y a quelques années d'Espagne est maintenant reprise dans de nombreuses grandes villes (Europe, Amérique du Nord, Australie). Renseignements : <http://www.cyclonudiste.fr>.

SAÔNE-
ET-LOIRE

Ecofestival de Chardenoux

Le premier écofestival de Chardenoux se tiendra les 23 et 24 juin. Conférences de Pierre Rabhi, Bernard Ginesty, Roland de Miller, Dominique Belpomme, Jacky Blanc, Jean-Marie Pelt... Expositions sur "le réchauffement climatique" et sur "le développement durable". Soirée concert avec Marc Vella, espace librairie, de la gastronomie végétarienne... *Terre du Ciel*, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 49 90.



Espéranto

■ **Projet Compostelle**. Nous avons présenté sous une forme erronée un projet de convergence vers Compostelle (n°344 p 19). D'une part, il ne s'agit pas seulement d'une marche, mais en plus ce n'est pas pour ce mois de juillet mais pour juillet 2008. Le projet est à l'initiative de l'association française catholique pour l'espéranto qui cherche à organiser une convergence à Compostelle pour débattre de l'avenir de l'Europe et définir un projet positif, libre, pacifique, fraternel et solidaire avec comme langue européenne commune l'espéranto. L'association cherche pour le moment des partenaires pour conforter ce projet. *FKEA, Franca Katolica Esperanto Asocio*, 56, rue Corvisart, 75013 Paris, tél : 01 47 99 75 51.

■ **Disque en souscription**. Franswaz Rochette et Patrik Delaby, membres de *Double-Un*, enregistrent leur premier disque en espéranto. Douze morceaux originaux de la comptine à la chanson engagée : rock celtique, ballade, comptine africaine, slow-rock, une chanson latino-funk sur la nourriture et l'emballage, une tarentelle italienne, une chanson irlandaise sur le prix de l'eau et à qui ça profite, un rap... 45 minutes de musique + une partie visuelle. Le CD est vendu en souscription au prix de 13 € (+2,2 € de frais d'envoi), tarif dégressif sur demande. Chèque à : *Compagnie Double-Un, avenue Adrien-Fayolle*, 26400 Crest, tél : 04 75 25 17 15.

■ **Lyon : stages**. L'Association française des cheminots espérantistes organise du 11 au 15 juin, un stage d'initiation et des stages d'approfondissement, ouverts à tous dans la limite des places disponibles. Renseignements : *AFCE*, 9, rue du Château-Landon, 75475 Paris cedex 10, tél : 02 43 21 16 39.



DIJON

Dix ans des Tanneries

Les Tanneries sont un lieu culturel ouvert sous forme de squat en 1997. Après cinq ans de luttes, les animateurs du lieu obtiennent une convention d'occupation gratuite de l'ancienne usine avec le propriétaire, la Générale de santé. Sont alors aménagés une salle de

spectacle, un espace informatique, une zone de gratuité, un espace mécanique et vélo, des locaux de répétition, un atelier de sérigraphie, une salle de réunion, un potager, un centre de presse alternative, un centre d'aide juridique aux sans droits ni titres, une bibliothèque, des chantiers d'auto-construction écologiques et des dizaines d'associations participent à des activités sur place. Des centaines de personnes arrivent à faire vivre le lieu en dehors du système des subven-

tions et du salariat. Début 2007, une fuite à la mairie permet d'apprendre que le terrain est inclus dans un projet prévu pour accueillir d'ici 2009 une énorme clinique privée sur dix hectares. Les animateurs des différentes associations se mobilisent donc pour obtenir de la mairie la reconnaissance

de leurs dix ans d'aménagements et obtenir le maintien de la situation actuelle. *Collectif Les Tanneries, 13-15-17, boulevard de Chicago, 21000 Dijon, tél : 03 80 66 64 81.*



DR



Voyageurs des possibles.

photo : Henri de Bénazé

Décroissance

■ **Voyageurs des possibles.** Un petit groupe de troubadours s'est déplacé à pieds d'Aurillac à Paris, entre février et le 1^{er} mai, pour favoriser la rencontre entre les gens, les échanges de savoirs sur les solutions concrètes pour être plus autonomes, plus solidaires et pour vivre sans détruire la planète. Ces "voyageurs des possibles" (voir www.voyageursdespossibles.org ou Anne, 06 63 76 49 21) ont rejoint à l'arrivée "la marche du vivant" (contact : www.lamarcheduvivant.org ou Ugo, 06 61 33 71 63) qui partie de l'Aude, est arrivée également à Paris pour le défilé du premier mai. Des marches avec très peu de monde, mais beaucoup de chaleur humaine.

■ **Roulottes de l'espoir.** En juin 2007, une roulotte prendra la route à Vézelay (Yonne) pour rejoindre Saint-Jacques-de-Compostelle (Galicie, ouest de l'Espagne). La roulotte sera tirée par deux chevaux de trait de race comtoise nourris à l'herbe, équipée d'un panneau solaire pour l'électricité, d'un poêle à bois pour le chauffage et l'eau chaude, d'un réservoir d'eau, de quoi permettre de vivre à une famille de quatre personnes. La roulotte servira à promouvoir des solutions alternatives dans les domaines de l'écologie, de la solidarité, de l'habitat, du transport, des énergies renouvelables... Cette première expérience doit permettre de mettre en place pour l'été 2008 un deuxième voyage intégrant un petit groupe de six jeunes adolescents en rupture de société, accompagnés d'éducateurs et d'un guide équestre. L'association qui anime ces projets cherche des partenaires. *Les Roulottes de l'espoir, 2, rue Brune, 78990 Elancourt, tél : 01 30 62 02 37.*

■ **Nord et Belgique : démarche de l'après-croissance.** Du 14 juillet au 8 août, une marche transfrontalière aura lieu entre Maubeuge (France) et Liège (Belgique), avec tout au long du parcours des rencontres, des ateliers d'échanges, des débats, des témoignages, de la musique et des fêtes, tout ceci autour de la question de l'environnement et de la "croissance" économique.

Cette (dé)marche se fait sur un parcours accessible aux piétons, aux cyclistes et aux ânes, selon un rythme d'environ 15 km par jour. Itinéraire (dates d'arrivée) : Ferrière-la-Petite (14 juillet), ferme des oiseaux à Sémeries (15), Ferron (16 et 17), Macon (entrée en Belgique, 18), Aublain (19), Olloy-sur-Viroin (20 et 21), Doische (22), Javingue (23), ferme Arc-en-ciel à Wellin (24 et 25), jamboule (26 et 27), Académie du vent à Mesnil-Eglise (28), Foy-Notre-Dame (29), ferme de Coux à Crupet (30), Assesse (31 juillet et 1^{er} août), Gesves (2), Roule-ta-bille à Vyle-Tharoul (3), Fraiture (4), ferme Larock à Rotheux (5 et 6), Sart-Tilman (7), Liège (8)... et une fête finale à la ferme Pâques, le 9 août, à 6 km de Liège. *Kosta Gaitanis, collectif des démarcheurs, tél : (0032) 2 850 11 18, www.demarche.org.*

■ **Détour en Bretagne.** Du 7 juillet à Brest au 22 juillet à Boisgervilly (20 km de Rennes), quinze jours de vélos (et 500 km) pour aller à la rencontre des initiatives alternatives, dans une démarche de promotion du vélo comme mode de transport et pour débattre de la décroissance. Fonctionnement en autonomie et par groupes d'affinités, colportage des idées et joie de vivre. Itinéraire : visite du jardin collectif bio de Pak Ar Skoazell (7 juillet), magasin bio Bro an Are à Saint-Rivoal (9 juillet), visite d'une maison en paille en écoconstruction à Quéméneven (10 juillet), Ferm' autrement de Beuzec avec yourtes et tipis (11 juillet), ferme bio en traction animale à Querrien (14 juillet), débat avec le réseau objecteurs de croissance en Morbihan (18 juillet), centre d'écologie pratique chez Alexis Robert (20 juillet), pique-nique alternativo-libertaire à l'arrivée à la ferme de Toucane, à Boisgervilly (22 juillet), bivouac et camping tout au long du trajet dans des fermes bio. Renseignements par téléphone : Sandrine Garnier, tél : 06 86 91 24 85 ou par courriel : fanch.cyclowwoofer@no-log.org, <http://coucouillou.free.fr>.

■ **Lyon : réseau décroissance.** Le réseau décroissance de Lyon est un réseau d'informations sur les initiatives liées à la décroissance à travers une liste de diffusion par courriels, liste ouverte au ton cordial, un relais par voie postal est également disponible pour les personnes n'ayant pas internet. didier_laurencin@yahoo.fr ou miru@no-log.org.

Festival mondial de la Terre



La troisième édition du Festival mondial de la Terre se tiendra du 18 au 24 juin et aura pour thème "Les Solidarités". En 2006, en France, une trentaine de communes ont participé, 315 événements ont eu lieu organisés par plus de 200 associations. A Paris, Trois jours de festival se tiendront au parc de Bercy. A Toulouse, un village associatif est organisé par les Amis de la Terre, Greenpeace et les Amaps... au jardin des Plantes, du 20 au 24 juin. Pique-nique partagé le 24 juin à midi (renseignements : Odile,

tél : 05 61 85 38 47). A Nice, des stands associatifs et un festival artistique se tiendra au parc des Arènes de Cimiez. A La Rochelle, cinq jours d'animation sont prévus dans les parcs de la ville. A Pau, un village associatif avec restauration bio est prévu. A Bagnères-de-Bigorre, des écoconstructeurs construiront four solaire, toilettes sèches, cafés citoyens notamment avec Gérard Onesta, député vert européen. Programme complet : Association Terralliance, Maison des Associations, boîte n°16, 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 49 77 71 30, www.festivaldelaterre.org.

EST DE
LA FRANCE -
ALLEMAGNE

Tour cycliste alternatif

L'association allemande pour la promotion des formes d'habitats et vies alternatives (Verein zur Förderung innovativer Wohn und Lebensformen e.V. InWoLe) organise du 14 au 29 juillet un tour cycliste qui réunira 14 Allemands et 14 Français, qui partira de l'Est de la France et rejoindra le Centre de projets de l'association, à Potsdam. Il s'agit du 13^e tour à vélo organisé par l'association, environ 70 km par jour, avec un bus pour le transport des bagages, sur le thème "culture des jeunes, autogérée et autoorganisée". Le circuit est encore en gestation et l'association cherche des lieux alternatifs à visiter dans l'Est de la France. InWoLe, PF 60 12 26, D 14412 Potsdam, tél : 0049 331 70 44 27 51, www.foerderverein-inwole.de.

ALSACE

Plantes médicinales et alimentaires

L'association Jardin Gourmand propose une découverte des plantes médicinales et alimen-

taires qui poussent naturellement ou en culture, le samedi 2 juin. Jardins Gourmands, 3b, rue de Bassemberg, 67220 Lalaye, tél : 03 88 58 91 44.

LILLE

Café citoyen



Le Café citoyen de Lille propose dans une ambiance calme et non-fumeuse, des produits équitables et bio. Il est le lieu de rendez-vous de nombreuses associations qui y organisent des débats. A noter, un débat le jeudi 7 juin, de 19 h à 21 h sur le thème coopération et vacances animé par l'association Le Pas de côté (tél : 03 20 52 18 48). Café citoyen, 7, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, 59000 Lille (M° République), tél : 03 20 13 15 73.

Alternatives



Bouquinerie d'Oxfam

Oxfam-France (ex-Agir ici) vient d'ouvrir à Lille une bouquinerie qui propose des livres, DVD, CD d'occasion collectés par des citoyens soutenant les actions de l'ONG et dont les recettes servent directement à financer ses activités. Bouquiner sert donc ici la bonne cause. La Bouquinerie, 19 ter, rue de l'Hôpital-Militaire, 59000 Lille, tél : 03 20 54 40 31.

Fête des jardins à bicyclette

L'ADAV, Association Droit au vélo, propose le samedi 2 juin, à partir de 13h30, au départ du Ch'ti vélo, à la gare de Lille, une promenade à la découverte des jardins et lieux sauvages de la ville. ADAV, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 86 17 25.

Maison régionale de l'environnement et de la solidarité

Anciennement Maison de la nature et de l'environnement, la MRES, Maison régionale de l'environnement et de la solidarité, accueille dans de vastes locaux plusieurs dizaines d'associations d'horizons très divers. Une journée portes ouvertes est organisée le dimanche 17 juin, toute la journée, pour faire une visite auprès de ces multiples groupes. MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille.

POITOU-
CHARENTES

Le cheminement du Lombric

De la même manière que le lombric de manière sinueuse, le groupe de musique rurale Le Lombric, parti du festival de Bourges en avril, chemine avec une roulotte et quatre ânes en direction de La Rochelle et des Francofolliés (arrivée vers le 14 juillet). 80 jours de marche et de représentation au gré des rencontres. "Choisir la lenteur, marcher avec des ânes, c'est se donner le temps d'habiter un biotope et d'aller à la rencontre de ceux qui le façonnent. C'est créer un lien de proxi-

mité animal et humain en pariant sur la curiosité du public et l'effervescence d'un réseau social et culturel urbain et agricole en lisière des institutions". Quand ils ne sont pas sur la route : Lombric, L'Arnon, La Font Bergère, 18170 Loyes-sur-Arnon et sur la route, tél : 06 08 46 84 41.

GARD

Eco-site Carapa

L'éco-site Carapa organise une journée portes ouvertes les 30 juin et 1^{er} juillet. Prévoir tente, couchage, nourriture végétarienne à partager, instruments de musique. Renseignements et inscriptions : Carapa, Vaugran, 30480 Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42 ou 04 66 30 33 96.

BOUCHES-
DU-RHÔNE

Chantier de jeunes au Loubatas

Le Loubatas est un centre permanent d'initiation à la forêt provençale qui dispose d'un important centre d'accueil équipé en énergie solaire, récupération des eaux de pluie... Il organise du 26 août au 8 septembre, un chantier international de jeunes pour réaliser l'isolation écologique de la future maison des insectes. Renseignements : Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél : 04 42 67 06 70.





HAUTES-ALPES

Les Chemins Verts

En 1996, Nathalie et Djamel sont arrivés de Paris pour créer une activité de chambres et table d'hôtes à la montagne. La mairie de Buissard les a volontiers accueillis et ils ont rénové une ancienne ferme qui offre aujourd'hui cinq chambres et un gîte, avec vue sur la vallée du Champsaur. *Les Chemins Verts, 05500 Buissard, tél : 04 92 50 57 57.*

DRÔME

Oasis de Bellecombe

Depuis 2004, sur un site extraordinaire de La Motte-Chalançon, s'est mis en place un projet Oasis selon les concepts d'autonomie développés par Pierre Rabhi. Une maison de 100 m² habitable se trouve au centre d'un terrain de 83 hectares sauvages, avec deux ruisseaux et une source. La constitution d'une SCI a permis l'achat des lieux où quatre associés ont depuis réalisé des travaux de débroussaillage, l'aménagement de la maison, la création de toilettes sèches, un accord de fourniture d'électricité avec Electricité de Grenoble pour un approvisionnement d'origine garantie renouvelable, la réalisation de bois de chauffage, l'ouverture d'un potager, l'installation d'une yourte et d'une roulotte, la création d'un étang. L'objectif du lieu est d'arriver à l'autonomie alimentaire, de vivre simplement, de manière solidaire, dans un cadre de beauté. Le jardin est cultivé en permaculture, avec légumes, plantes aromatiques et médicinales, réhabilitation des anciens vergers. L'accueil de nouvelles personnes est souhaité avec comme objectif l'autoconstruction de nouveaux habitats écologiques et étude de l'architecture sacrée. L'autonomie énergétique est envisagée avec panneaux solaires, mur trombe, petite éolienne, récupération des eaux de pluie... La construction d'un amphithéâtre naturel de 200 places intégré dans un belvédère qui surplombe un plan d'eau doit permettre la mise en place d'activités culturelles ouvertes sur l'extérieur. *SCI Bellecombe, Combe des Bernard, 26470 La Motte-Chalançon, tél : 04 75 27 40 16.*

ARDÈCHE

Café citoyen solidaire

Un café citoyen solidaire suivi d'un repas partagé se tient tous les deux mois, le 3e vendredi, soit le 15 juin, à partir de 18h30, à la MPT, Maison pour tous, 36, quai Gambetta, à Tournon. Renseignements : *Hilda, tél : 04 75 08 73 07, hilda.guibert@wanadoo.fr.*

LYON

Librairie la Gryffe



Née en janvier 1978, la librairie La Gryffe s'apprête à fêter sa trentième année d'existence. D'inspiration libertaire, elle a su s'ouvrir aux multiples débats de société, aux luttes, aux dynamiques militantes et à la renaissance d'une pensée libertaire. Gérée de manière collective depuis son origine, elle a créé récemment une association des Ami-e-s de la Gryffe, association qui a pour but de proposer des animations et d'assurer une présence de la librairie dans différents lieux. Chacun-e peut s'y investir en venant visiter la librairie : *La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25.*

Couleur des mets

Au printemps 2006, une cuisinière, une gestionnaire, une prof de yoga se sont associées dans une société coopérative pour ouvrir un lieu à triple vocation : un lieu de santé et de plaisir par l'alimentation (repas bio et cuisine végétarienne), par le mouvement (avec yoga, tai chi, qi-qong), par l'acte créateur (chant, danse, théâtre, écriture, jeux...). De multiples ateliers sont proposés pour favoriser le lien entre gens d'âges et de cultures différentes. *Couleur des mets, 5, rue Alexandre-Boutin, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 65 28 (M^oCharpennes).*

Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que Silence est présent)

■ **Pays Basque : 4^e Bioterra.** 1^{er} au 3 juin au parc des expositions de Gipuzkoa (Irun) à la frontière espagnole. Bio, écoconstruction, énergies renouvelables, vêtements écologiques, cosmétiques, associations... *Ficoba, avda Iparralde, 43, 20302 Irun, Espagne, tél : 034 943 66 77 88, www.ficoba.org.*

* **Indre : 5^e fête du développement durable.** 2 et 3 juin à Poinçonnet, samedi : concert de soutien aux faucheurs volontaires avec Star Attac, Lé Poukissotes, Alchimère... Dimanche : marché bio et équitable, stands associatifs sur l'environnement, les énergies renouvelables, les économies d'énergie, la solidarité entre les peuples. Conférences sur le bois-énergie et sur la maison saine. *Cédric Trolong, Mairie, 36330 Le Poinçonnet, tél : 02 54 60 55 37.*

■ **Vaucluse : 8^e salon éco-énergies.** 2 et 3 juin à Mérindol-en-Lubéron. 140 stands environ. Présentation de nombreuses techniques liées aux énergies renouvelables. Conférences sur les gaz à effet de serre et le transport, attention aux biocarburants, l'éco-construction, le papier recyclé, le compostage Jean Pain, les micro-centrales hydro-électriques, la réduction des déchets, la production de biogaz, la décroissance... *Action Mérindol Environnement, 8, hameau de Champeau, 84360 Mérindol-en-Lubéron, tél : 04 90 72 16 83.*

■ **Haute-Marne : Printemps bio.** 3 juin à Marac (17 km au nord de Langres, route d'Arc-en-Barrois), journée porte-ouverte chez un apiculteur bio, dans le cadre du Printemps bio, petit marché de produits bio, stands associatifs. *GAB 52, c/o FRAB, BP 525, 51009 Chalons-en-Champagne cedex, tél : 03 26 64 96 81.*

■ **Saône-et-Loire : 4^e Eglantine.** 3 juin à Saint-Martin-du-Tartre, 70 exposants. Bien-être, nature et terroir. *Harmonie, Maizeray, 71460 Saint-Martin-du-Tartre, tél : 03 85 49 25 63.*

* **Aude : journée bio de Durban.** Dimanche 3 juin au château de Bonnafous à Villesèque-des-Corbières. Marché bio et artisanat écologique, associations, exposition de l'Agence de l'eau sur le fonctionnement des milieux aquatiques, conférences sur le thème de l'eau. *Association Cernunnos, 4, rue de la Fount-d'Amand, 11370 La Franqui, tél : 04 68 45 78 45.*

■ **Gironde : Chemins de terre.** 9 et 10 juin à Sadirac, 21^e fête de la Poterie, 40 potiers sur un parcours le long d'une piste cyclable. *AGAP, Association des gens et amis de la Poterie, maison de la Poterie, 33670 Sadirac, tél : 05 56 30 01 61.*

* **Maine-et-Loire : 4^e fête bio de Mûrs-Erigné.** 9 et 10 juin au centre Jean-Carmet, près de Limoges. 80 exposants. Animations sur le thème "cuisiner bio". *CABA-Biocoop, 122, rue de la Chalouère, 49100 Angers, tél : 02 41 60 01 61.*

■ **Ardèche : Epilobe.** 9 et 10 juin, à Payzac, alimentation bio, artisanat naturel, vêtements bio, associations alternatives, librairie, conférences, restauration et buvette bio, balades nature accompagnées... *Nature et Progrès Ardèche, tél : 04 75 39 56 90 ou 04 75 29 00 62.*

■ **Haute-Vienne : 5^e Coccinelle et compagnie.** Dimanche 10 juin, au lac d'Uzurat, près de Limoges. 80 exposants. Animations sur le thème "cuisiner bio". *Gabl'im, pôle de Lanaud, 87220 Boisseuil, tél : 05 55 06 46 20.*

* **Hautes-Pyrénées : Dimanche bio.** 10 juin, place du Foirail, à Tarbes. Marché bio, artisanat, énergies renouvelables, associations... *GAB 65, chemin de l'Alette, BP 449, 65004 Tarbes cedex, tél : 05 62 35 27 73.*

■ **Aveyron : Petits pois en fête.** 16 juin à Elbes, à 10 km de Villefranche-de-Rouergue. Apéro jazz, chants polyphoniques, chanson française, exposition de photos et d'arts plastiques, animation nature, village associatif, environnement et promotion des alternatives. Buvette zéro déchet, produits bio et locaux. *Les petits pois sont rouges, 1 bis, côte du Calvaire, 12200 Villefranche-de-Rouergue, tél : 05 62 35 27 73.*

* **Charente-Maritime : 33 Prairial.** 16 et 17 juin, parc Jean-Macé, à Aytré. 150 exposants. Thème de l'année : le vin bio. *Ville d'Aytré, BP 102, 17442 Aytré cedex, tél : 05 46 30 19 19.*

■ **Ardèche : Naturel là.** 23 et 24 juin, à Vals-les-Bains. Alimentation, santé, développement personnel... *Naturel Là, 4, rue de Sarda, 26200 Montélimar, tél : 04 75 63 11 72.*

■ **Var : 2^e rencontre Ecobio.** 24 juin, foyer rural de Tourrettes. Marché bio, habitat sain, jardinage, médecines douces, ateliers, conférences... *FDFR, 77, rue Comtesse-de-Villeuneuve, 83440 Fayence, tél : 04 94 84 14 86.*

■ **Lot : 7^e foire biologique.** 24 juin, à Capdenac-le-Haut, 50 exposants en bio. Trois conférences. *Office de tourisme, place Lucter, 46100 Capdenac, tél : 05 65 50 01 45.*

* **Tarn-et-Garonne : 13^e fête de la bio et de la nature.** 1^{er} juillet sur la promenade du Moulin, à Moissac. *Le Trèfle Vert, La Gayre, 82370 Varennes, tél : 06 75 38 62 29.*

■ **Lozère : 3^e Cardabelle.** Dimanche 8 juillet autour de la cathédrale de Mende. Thème de l'année : l'énergie. *Eau de Roche, 4, résidence La Cantarelle, 1, rue Alexandre-Bécamel, 48000 Mende, tél : 04 66 65 98 57.*

Développement durable... des nouvelles technologies

La Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire a rendu public son rapport sur le "déploiement de la couverture numérique sur le territoire". Ce rapport a été établi sous la direction de Emile Blessing, député. Le titre du rapport est assorti du sous-titre "télévision numérique de terre, téléphone mobile, internet haut débit". On peut déjà constater que le développement de ces outils s'insère dans le concept de développement durable. J'aimerais comprendre pourquoi et comment. On remarque ensuite que la radio n'est pas citée. La technologie de radio numérique existe pourtant. Pourquoi cette absence ? S'agit-il d'un outil obsolète, destiné à périlcliter ?

Introduction du rapport : "La télévision numérique terrestre (TNT) est un vecteur de culture et de distraction. Elle va ouvrir l'accès à 18 chaînes gratuites au lieu de parfois seulement trois, sans parler des services payants à la demande. (...) La TNT va proposer une offre de divertissement inouïe pour des zones qui n'ont jamais disposé au mieux que d'un cinéma ou d'un théâtre". La présence d'un cinéma ou d'un théâtre est donc un pis-aller culturel, qui heureusement — si je lis entre les lignes — ne pourra que s'effacer devant l'offre inouïe de la télé.

Chapitre "couverture en téléphonie mobile" : "Que dans cinq ans, les deux tiers de la France bénéficient de systèmes image et voix interactifs, y compris sur les mobiles, tandis qu'en montagne on en sera toujours à l'appel voix, n'est pas concevable".

Télespectateur citoyen ?

Chapitre "un nouvel enjeu pour les territoires : l'accès à la télévision numérique terrestre et aux services numériques du futur" : M. Dominique Baudis, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, déclare : "Le déploiement de la TNT représente un enjeu majeur pour la société. Tous les citoyens sont télespectateurs". Et moi qui n'ai pas de télé, je ne suis donc pas un citoyen ? Ou bien suis-je plutôt un "mauvais citoyen" ?

Au nom de l'égalité, de la liberté, de la fraternité et du développement durable, nous devons bientôt tous pouvoir nous gaver de réseaux électroniques. On n'arrête pas le progrès... surtout s'il fait vivre des entreprises françaises.

Dans le même chapitre, "La durée moyenne d'écoute des téléspectateurs disposant de la TNT est désormais supérieure de 20 minutes à celle des autres téléspectateurs ; c'est un bon indice de satisfaction des foyers".

Selon M. Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication, "(...) au 31 décembre 2007, toute la population française devra recevoir la TNT". M. Patrice Martin-Lalande, membre de l'Agence des fréquences, propose pour cela que "le passage à la TNT soit accéléré, en aidant les utilisateurs à acquérir l'équipement nécessaire (...)".

Le même intervenant évoque la couverture du territoire en téléphonie mobile. "Il reste beaucoup de zones où la qualité de transmission est très variable. Les communications passées depuis un véhicule en mouvement peuvent être interrompues. Ne faudrait-il pas (...) instaurer une obligation d'itinérance plus exigeante ?". D'un côté, on interdit l'utilisation du portable au volant et on engage des campagnes de sensibilisation en ce sens et de l'autre, on demande que cette utilisation soit partout possible et fonctionne sans faille. Le rapporteur de la délégation affirme donc que "la continuité de la desserte en téléphonie mobile sur le réseau routier structurant, c'est-à-dire non seulement les autoroutes mais l'essentiel de l'ancien réseau routier national, doit être assurée".

Une question d'équité ?

A propos de l'internet haut-débit, maintenant, le rapport de la délégation stipule : "La couverture de toutes les habitations en internet haut-débit est une

question d'équité. Dans la mesure où seuls 1% des foyers ne pourront pas être couverts dans des conditions commerciales, la solidarité nationale doit apporter son concours à leur couverture". Magnifique. Mais je n'entends pas parler d'équité ou de solidarité nationale dans l'accès aux soins quand on ferme de petites maternités, ni dans l'éducation quand on supprime des milliers de postes d'enseignants et toujours pas d'équité et encore moins de solidarité nationale dans le logement quand des employés, salariés, vivent dans la rue faute de pouvoir s'offrir un toit.

Ce volontarisme des pouvoirs publics n'est pourtant pas innocent. Il s'explique, selon le ministre délégué à l'industrie, M. François Loos, par le fait que "les entreprises françaises maîtrisent toutes les technologies (...), les caméras, les régies, les encodeurs, les diffuseurs, les décodeurs, les terminaux de réception mobile, la création de nouveaux programmes, toutes ces technologies sont maîtrisées par des entreprises françaises (...) qui créent de nouveaux marchés, de la croissance et de l'emploi. Donner libre champ au développement de leurs projets, c'est concourir à leur expansion et au développement de la place des technologies françaises dans ce domaine de haute compétence en expansion". Ah, si les pouvoirs publics soutenaient avec autant de compétence et de détermination les entreprises qui travaillent, par exemple, dans le solaire, l'éolien, les biocarburants... domaines tout autant de haute technologie et créateurs d'emploi !

Jean-Louis Beaumier ■

Pesticides et maladie de Parkinson

Pour la première fois en France, fin septembre 2006, le tribunal de Bourges a reconnu la maladie de Parkinson comme "maladie professionnelle" pour un ancien employé agricole. Ce jugement a été rendu après la présentation au tribunal d'études scientifiques menées dans différents pays dont certaines concluent, comme celle menée par l'école de santé publique de Harvard (Etats-Unis) par exemple que "les pesticides augmentent de 70% les risques d'être victime de la maladie de Parkinson". Cette étude épidémiologique porte sur l'exposition aux pesticides de 143 000 malades. Ce jugement pourrait être le début d'une longue série, comme cela se passe actuellement pour l'amiante.

Ménopause Traitement dangereux

Une nouvelle étude sur les traitements hormonaux de substitution que de nombreuses femmes prennent au moment de la ménopause, publiée le 19 avril par la revue médicale *The Lancet* conclut que ces traitements augmentent sérieusement le risque d'un cancer de l'ovaire. D'autres études ont montré également

une augmentation des cancers du sein et de l'utérus. Ces traitements sont purement de confort (pour éviter les "bouffées de chaleur") et devraient logiquement être interdits.

Vaccins

■ Pas fous les médecins !

Jock Doubleday, directeur de l'association californienne *Natural woman, natural man*, offre 75 000 \$ au premier médecin qui acceptera de boire une boisson comportant, en proportion de son poids, ce que l'on injecte aux bébés sous forme de vaccins. Le dosage du produit sera fait précisément par trois professionnels choisis par l'association et trois autres choisis par le médecin. Bien que l'annonce figure sur plus de 300 sites internet depuis août 2006, seuls 14 médecins ont osé prendre contact avec l'association, mais aucun



Téléphonie mobile

■ **Vieillesse de la peau.** Le *Journal of Investigative Dermatology* d'avril 2007, revue des professionnels de la cosmétique, a publié une étude montrant que l'exposition de la peau aux ondes des téléphones portables, entraîne une accélération du vieillissement naturel des cellules de l'épiderme.

■ **Concerts assassins.** Nouvelle manière de pousser à la consommation : les sociétés de téléphonie mobile proposent aux jeunes d'écouter la retransmission de concerts sur leur téléphone portable ! Quand on sait qu'il est recommandé d'avoir des conversations les plus courtes possible pour éviter l'échauffement du cerveau et les risques pour la santé, ce genre d'initiatives ne devrait-il pas être interdit ?

■ **Fœtus en souffrance.** Inconscientes les femmes enceintes ? Plus une cellule est jeune, plus elle est sensible aux radiations. Les fœtus sont donc particulièrement sensibles aux ondes électromagnétiques dégagées par les téléphones portables. Et pourtant, il n'est pas rare de voir des femmes enceintes sortir leur téléphone mobile d'un sac qui pend sur le côté de leur ventre arrondi ! Bientôt des études sur les problèmes des nouveau-nés ?

n'a été au bout de la démarche. Comme quoi les médecins ont confiance dans les produits qu'ils prescrivent ! (*Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, janvier 2007*)

■ BCG : un vaccin inefficace !

Les données de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, permettent de comparer sur un long laps de temps, le nombre de malades de la tuberculose en Allemagne et en France. On constate à la vue des chiffres que l'on obtient sensiblement la même courbe descendante dans les deux pays. Or en France, le BCG, vaccin contre la tuberculose, est obligatoire. Il ne l'est pas en Allemagne. Conclusion : le BCG n'a aucune incidence sur le niveau de tuberculose, c'est d'abord l'hygiène et les conditions de vie qui ont permis de repousser la maladie. Par contre le BCG a des conséquences avec une

augmentation des accidents vaccinaux et notamment des ostéites. Mais alors qu'en France, on annonce un accident pour 2 700 000 vaccins, en Suède, une étude a été menée qui conclut à un accident pour 3500 vaccinations... soit 828 fois plus ! La Suède a suspendu la vaccination obligatoire du BCG.

■ Vers la fin du BCG

obligatoire ? La commission d'audition réunie en novembre 2006 à l'initiative de la direction générale de la santé, s'est prononcée à l'unanimité contre la vaccination obligatoire du BCG, vaccin contre la tuberculose. Ce vaccin ne devrait donc plus être conseillé que pour les enfants présentant des risques (proche atteint de la maladie, séjour de plus de trois mois dans un pays où les cas de tuberculose sont nombreux, personnel soignant exposé à la maladie).



■ Inde : fauchage et suspension des expérimentations.

De nombreux paysans d'Inde qui acceptent de cultiver des parcelles expérimentales découvrent ensuite qu'il s'agit en fait d'OGM. Le Bharatiya Kisan Union, confédération des paysannes de l'Inde, a lancé un mouvement de destruction de ces parcelles OGM

(surtout du riz). Des actions ont eu lieu dans plusieurs

Etats indiens. En septembre 2006, la Cour suprême de l'Inde a interdit provisoirement toute nouvelle autorisation d'expérimentation après avoir constaté que la commission gouvernementale chargée de ces autorisations était sous influence du lobby OGM. Les problèmes à l'exportation du riz OGM a conduit les exportateurs à rejoindre le mouvement de contestation (400 millions de tonnes de riz exporté chaque année).

(source : *Frontline*, 1^{er} décembre 2006)

■ **Jeûne pour un moratoire.** Alors que les procès se multiplient du côté des faucheurs, que l'opinion publique réclame un moratoire, que tous les candidats aux élections présidentielles se sont prononcés pour ce moratoire à l'exception de Sarkozy, le gouvernement a décidé de passer outre pour autoriser de nouveaux essais en plein champ, et ceci par décret pour éviter un débat à l'Assemblée nationale. Pour protester contre ce déni de démocratie, douze personnes ont commencé un jeûne à Montreuil, près de Paris le 14 mars. D'autres groupes de jeûnes se sont mis en place à Lyon, Strasbourg, Montpellier, Bourgoin-Jallieu, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Angoulême... sans succès puisque

les décrets ont été publiés fin mars. Sept des jeûneurs de Paris, encore en train de jeûner le 28 mars ont été transférés à Pau pour participer à une journée d'action. Le jeûne s'est terminé le 4 avril à Marmande à l'occasion de l'ouverture d'un procès contre une société d'OGM qui, en 2006, a planté 200 hectares sans autorisation, la plainte a été déposée par un apiculteur dont les abeilles ont été contaminées. D'autres jeûnes ont pris le relais jusqu'au 24 avril.

■ **Lot-et-Garonne : Agriculteur en procès.** Claude Menara, maïsiculteur a planté 100 ha de maïs OGM en 2006. Le pollen récolté dans des ruches situées à 1200 m de la parcelle était contaminé à plus de 40%. Maurice Caudoin, apiculteur, a assigné en référé l'agriculteur, avec le soutien des associations de la bio. Le 5 avril, l'affaire est passée au tribunal de Marmande, l'occasion d'apprendre que le contrat liant le maïsiculteur à son semencier précise qu'en cas de pollution, il est le seul responsable : les multinationales savent se mettre à l'abri ! Délibéré au 24 mai.

■ **Alsace : l'Etat en procès.** Le 18 avril, Jacques Muller, maire Vert de Wattwiller, dans le Haut-Rhin, ingénieur agronome, a assigné le ministère de l'agriculture devant le tribunal administratif de Strasbourg pour l'obliger à prendre ses responsabilités notamment en définissant un périmètre de protection pour isoler les cultures OGM des cultures biologiques. Ceci fait suite au jugement obtenu par ce ministère en mars 2006 contre un arrêté pris par le maire pour protéger les champs en bio. L'affaire devrait venir devant les tribunaux en juin.



Marches des fiertés gays et lesbiennes

Elles se tiendront cette année le 2 juin à Bordeaux, Lille, Nancy et Nantes ; le 9 juin à Montpellier ; le 16 juin à Biarritz, Rennes, Strasbourg et Toulouse ; le 23 juin à Lyon, Marseille et Rouen ; le 30 juin à Paris.

NANCY

LesBiensNées

Depuis 1996, l'association LesBiensNées s'engage contre toute forme de discrimination, notamment celles à l'encontre des lesbiennes et des gays, et militent pour les droits des femmes. Elle participe, notamment, à l'organisation de la 5e marche des fiertés de Lorraine, le samedi 2 juin. *LesBienNées, c/o Aides, 15, rue Saint-Nicolas, 54000 Nancy.*

PARIS

Femme et politique en Argentine et en France

La maison de l'Amérique latine organise une conférence le mercredi 13 juin à 18h30 sur le thème "femmes et politique en Argentine et en France". *La Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél : 01 49 54 75 00.*

LIMOGES

17^e festival pour l'égalité et la mixité

SOS Racisme et Ni putes ni soumises organisent le samedi 9 juin, place Winston-Churchill, à Limoges, un concert gratuit et militant avec Rost, 100g de têtes et Roger Latcheup.

Renseignements : *Maison de la mixité, 4, allée Fabre-d'Eglantine, 87280 Limoges, tél : 05 55 35 15 65.*

LA ROCHE-SUR-YON

En avoir ou pas

La compagnie de théâtre *Universalisapo* propose le 29 juin à 20h30 à la maison de quartier de Jean-Yole, une pièce de Didier Tesson intitulée "En avoir ou pas" sur l'émancipation des femmes. *Maison de quartier Jean-Yole, 16, impasse Jean-Bart, 85000 La Roche-sur-Yon, tél : 02 51 05 08 13.*

Ségolène Royal, figure du féminisme ?

Lors de la manifestation du 24 mars 2007 contre les violences faites aux femmes, le collectif contre le publisexisme a distribué un tract pour expliquer pourquoi il n'appelle pas à voter pour Ségolène royal... ou pour une autre. Extraits : "(...) De nombreuses attaques contre Royal mettent en cause ses capacités présidentielles en tant que femme. Les médias préfèrent rabâcher les erreurs qu'elle commet et passer sous silence celles de ses homologues hommes. Pour tenter de décrédibiliser les femmes, il est classique de les faire passer pour des cruches (ou sinon pour des salopes). Le genre féminin de Royal est mis en avant par ses détracteurs, mais il est aussi brandi comme un label "qualité" par ses partisans. Les arguments selon lesquelles une femme apporte du neuf, mène une politique plus "humaine", fait preuve d'attention et d'empathie... véhiculent une vision essentialiste des genres. Déjà, il n'y a rien de "naturel" ou de biologique dans les différences psychologiques entre femmes et hommes. Et puis, les politiciennes ont intégré la même culture machiste que les politiciens : elles défendent avant tout les intérêts du pouvoir. Les patrons sont-ils devenus plus doux et compréhensifs depuis qu'ils sont représentés par une femme (Laurence Parisot au Medef) ? L'armée est-elle plus aimable et plus pacifiste depuis qu'une femme (Michèle Alliot-Marie) est ministre de la défense ? L'élection d'une présidente de la République pourrait surtout apporter l'illusion que "ça y est, l'égalité est acquise, on peut arrêter les luttes".

Ceux et celles qui penseraient qu'élire une femme est une démarche féministe devraient examiner d'un peu plus près la politique de Royal. Ses positions sont en fait plus proches de la droite conservatrice que du féminisme. Elle glorifie la maternité (...). Lorsqu'elle était au ministère de la famille et de l'enfance (1998-2001), elle a appliqué une politique aux relents puritains, en censurant notamment une campagne de prévention contre le Sida pour les ados. Encore aujourd'hui, Royal défend des idées homophobes : « La famille, c'est un père et une mère » affirmait-elle au *Parisien* (23 février 2006). La poignée de mesures destinées aux femmes dans son programme actuel ressemble bien à de l'opportunisme : le soutien d'un service public de la petite enfance (pour garder notre deuxième place dans le peloton européen des pays à forte natalité ?), une loi cadre contre les violences (c'est consensuel...), la gratuité de la contraception jusqu'à 25 ans (et après, sommes-nous obligées de tomber enceinte ? Peut-être croit-elle que l'on devient moins précaire avec le temps...). (...) La campagne de Royal s'appuie aussi en grande partie sur son image de mère. (...) C'est donc en tant que mère ayant élevé quatre enfants, qu'elle revendique des compétences pour diriger la nation. Etre présidente, c'est s'occuper de la population comme une maman s'occupe de ses rejetons... Maman Royal est le pendant féminin de papa Sarkozy, figure du père viril et implacable. Tous deux misent sur la séduction, l'une par le sourire perpétuel, l'autre par une attitude de cow-boy. (...) Pour venir à bout du sexisme, de l'homophobie, de la lesbophobie..., ne comptons pas sur le pouvoir, mobilisons-nous !

Collectif contre le publisexisme, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



MARSEILLE

Femmes en noir au Vieux-Port

En 1947, la résolution 181 de l'ONU reconnaît un Etat arabe, un Etat juif et un régime de tutelle internationale pour Jérusalem. Israël continue sa conquête territoriale. Juin 1967 : Guerre des Six jours. Nouvelle extension d'Israël. Pour marquer les quarante ans de cette guerre, les Femmes en Noir de Marseille occuperont le Vieux Port, le 16 juin de 15 heures à 18 heures, pour informer leurs concitoyens de la situation en Palestine : Mur, tramway de Jérusalem, occupation illégale du territoire palestinien... Tout le monde peut venir participer. *Femmes en Noir, CIDIM, 6, rue de la Rotonde, 13001 Marseille.*

Contrôle de productivité

**Le travail est présenté comme libérateur :
ne s'agit-il pas plutôt d'un instrument puissant
de contrôle social ?**

Un contrôle social n'est efficace que s'il est obligatoire. Il l'est davantage s'il est discret et plus encore lorsqu'il est totalement intégré par la société ou le groupe social auquel il s'applique. Mais il devient tout bonnement redoutable lorsqu'il se prétend libérateur... Le travail est un instrument de contrôle redoutable. Un instrument obligatoire car incontournable ; discret car intégré par la société ; intégré car synonyme d'émancipation. Et pour cause, alors que le travail apparaît comme un "bien" de plus en plus rare, qui aujourd'hui perçoit le contrôle qu'il exerce quotidiennement sur la société et plus particulièrement sur les actifs, chômeurs compris ?

C'est que le travail tient une place centrale dans notre société, si exorbitante en fait que l'on peine à en appréhender toutes les fonctions sociales. On ne cesse d'en vanter les vertus structurantes, socialisatrices, libératrices et épanouissantes pour l'individu, mais on oublie souvent ses fonctions sécuritaire et productiviste qui ont rendu possible l'essor de la société capitaliste. C'est ici, dans la mise en place d'un contrôle non consenti et servant des intérêts particuliers, que commence le contrôle social par le travail. Mais de quel travail parlons-nous ?

Les différents sens donnés au mot "travail"

Comme souvent, la polysémie du terme nous joue des tours. S'agit-il du travail, cette activité laborieuse ; de l'emploi, activité rémunérée et encadrée juridiquement ; ou du Travail, valorisation sociale de l'activité économiquement productive ? Des trois en fait, à des degrés divers, qui donnent au contrôle social par le travail toutes ses dimensions et son

caractère systémique. A eux trois, labeur, emploi et "valeur travail" constituent un formidable outil de lutte contre l'oisiveté suivant une logique sécuritaire d'abord et productiviste ensuite.

L'oisiveté, c'est bien connu, est mère de tous les vices. Dans ces conditions, la lutte contre la délinquance passe nécessairement par le travail, remède sécuritaire qui fut appliqué dès le 17^e siècle. Ainsi, en Angleterre, la création de *workhouses* visait à prévenir l'insécurité par la mise au travail forcé des indigents, vagabonds et autres fauteurs de trouble en puissance. De même, la société française interdisant l'indigence et le vagabondage au début du 19^e siècle, misait sur le travail pour prévenir les révoltes populaires.

Bien sûr, il s'agissait alors de procédés grossiers qui se sont nettement raffinés depuis. "On se rend très bien compte, à l'aspect du travail [...], que c'est là la meilleure police, qu'elle tient chacun en bride et

qu'elle s'entend à entraver vigoureusement le développement de la raison, des convoitises, des envies d'indépendance" (1), diagnostiquait tout de même Nietzsche à la fin du 19^e siècle. Aujourd'hui, ce type de contrôle semble bien loin, mais a-t-il disparu pour autant ? Certes non, mais penchons-nous plutôt sur les visées productivistes du contrôle social par le travail.

"A n'en point douter, le capitalisme n'aurait pu se développer si la plus grande partie de l'énergie humaine n'avait été canalisée en direction du travail" nous dit Max Weber (2). L'oisiveté est donc bien l'ennemi. Et dans sa lutte contre cette oisiveté, le travail et la valeur sociale qui lui est attachée constituent bien l'un des principaux piliers du productivisme propre au capitalisme — qu'il soit libéral ou d'Etat. Le recours au travail forcé, même bien déguisé, ajouté à la valorisation économique, religieuse puis sociale du travail, ont entraîné l'improbable mais bien réelle "mise au travail généralisée" qu'a connue

(1) Friedrich Nietzsche, *Aurores*, (1881), Gallimard, Paris, 1970.

(2) Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, (1905), Plon, Paris, 1964.



la société occidentale au cours du 19^e siècle. La chose, nous allons le voir, fut loin d'être aisée, ce qui en dit long sur la force du contrôle qui fut nécessaire à sa réalisation.

Le travail, effort au profit du capitalisme moderne

"Partout où le capitalisme moderne s'est mis en devoir d'accroître la productivité du travail humain en l'intensifiant, il s'est heurté à la résistance immensément obstinée de [...] la main d'œuvre pré-capitaliste" souligne encore Max Weber (3). C'est donc une véritable "révolution laborieuse" qui s'est jouée, usant de la *contrainte*, de l'*obligation* et de l'*incitation* pour transformer, par cette subtile alchimie, le travail, simple moyen de subsistance, en une valeur sociale, un instrument de contrôle social qu'il convient de dénoncer et d'abolir.

À l'origine de ce contrôle il y a donc la contrainte. Au tournant des 18^e et 19^e siècles, deux révolutions — l'une technique, l'autre politique — secouent la société française. Mécanisation du travail agricole, application d'une logique capitaliste aux processus de production et sacralisation de la propriété privée dans une nouvelle société bourgeoise, bouleversent les modes de subsistance traditionnels. Le travail agricole et le travail domestique, majoritaires jusqu'alors, pâtissent de ces bouleversements. Parallèlement, le démantèlement des communaux (4) au nom de la propriété privée ôte aux plus démunis une source non négligeable de subsistance.

L'exode rural qui s'ensuit achève de briser les solidarités traditionnelles et livre aux nouveaux entrepreneurs capitalistes une main-d'œuvre abondante mais peu disciplinée. Peu au fait des dernières théories économiques élaborées par Adam Smith, les ouvriers n'ont que faire de la logique de maximisation des profits que l'économiste anglais met en lumière. Une fois trois sous en poche, de quoi assurer leur faible train de vie, ceux-ci désertent les manufactures, au grand dam de leurs employeurs délaissés. Et si on les paie plus, les voilà qui travaillent encore moins ! La logique capitaliste se heurte inévitablement à la logique "traditionnel-

le". Pourquoi travailler plus si l'on a déjà assez ? Une seule solution pour nos entrepreneurs : baisser les salaires pour contraindre les ouvriers à plus d'assiduité... La destruction des modes de subsistance traditionnels ayant fait son œuvre, le procédé est imparable (5). La surveillance hiérarchique exercée au sein de chaque atelier contribue à renforcer la contrainte tandis que la mise en place du "livret ouvrier" (6), au début du 19^e siècle, impose discipline et servitude à chaque ouvrier.

Une contrainte masquée en "devoir"

Ainsi, le contrôle social par le travail suivant une logique productiviste s'est installé par la contrainte. Une contrainte brute, irrésistible, à laquelle succède peu à peu l'obligation. La contrainte relève de la violence, l'obligation du devoir. La valorisation du travail est la principale cause de cette obligation qui marque l'intégration progressive du contrôle. La "valeur travail" est avant tout une trouvaille économique selon laquelle toute richesse naît du labeur, de l'activité humaine. C'est ce travail qui permet la plus-value. La mise en lumière de cette donnée économique a eu des conséquences inattendues sur le plan religieux puis social. Le travail, longtemps dénigré et méprisé, est progressivement valorisé par la religion (7). Pour l'ascète protestant évoqué par Max Weber, une vie de labeur ouvre les portes du paradis. L'ensemble de la société se fait peu à peu le relais de cette "valeur travail" en faisant de la création effrénée de richesses le fondement d'un nouveau contrat social. Même les ouvriers s'en font les champions : "Poisif ira loger ailleurs !", peut-on ainsi lire dans l'*Internationale* d'Eugène Pottier, dont le mouvement ouvrier a fait

son hymne. Le "droit au travail" est proclamé, le devoir de travailler aussi... Un devoir civique assorti d'une valorisation positive du travail présenté comme nécessaire à l'équilibre de l'individu. Mieux, le travail est épanouissant ! Tout compte fait, travailler plus que de raison est jugé indispensable à la "bonne vie" de l'honnête homme.

La contrainte est acceptée — de toute façon que faire d'autre ? —, l'obligation intégrée, place à l'incitation. Car le contrôle doit sans cesse être entretenu. La société de consommation, pendant de la société de travail, joue ici un rôle majeur. C'est elle qui encourage l'adhésion de tous à la logique de maximisation des profits. Après tout, pourquoi se contenter d'assez si l'on peut avoir plus ? Toujours plus de ces choses clinquantes dont on ne peut se passer dans la lutte de chacun contre tous pour le standing. Et si le prix à payer est un travail incessant, peu importe : il faut travailler plus pour gagner plus !



L'efficacité du contrôle est aujourd'hui effrayante. L'horizon est bloqué, la société cadennasée, les réfractaires réinsérés. Chômeurs, éremistes et autres exclus du monde du travail sont vivement incités à rentrer dans le rang. Des contrôleurs y veillent scrupuleusement, mais comment leur en vouloir ? Ils ne font que leur boulot.

Baptiste Mylondo ■

Auteur de "Travailler moins, trois fois moins !" dans l'ouvrage collectif dirigé par Jean-Pierre Gélard, *Travailler plus, travailler moins, travailler autrement*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

(3) *Ibid.*

(4) Parcelles de terre mise à disposition de la collectivité, accessible à tous et profitant surtout aux plus démunis.

(5) Voir Max Weber, op. cit.

(6) Livret indispensable pour travailler qui suit chaque travailleur durant toute sa vie et sur lequel ses employeurs successifs notent leurs remarques et appréciations. Instauré en 1803, il ne sera supprimé qu'en 1890.

(7) Saint Augustin s'atèle à cette valorisation du travail comme rempart contre la paresse dès le 4^e siècle, souhaitant l'imposer aux communautés monastiques.



Politique

Petite phrase

"Le fascisme d'aujourd'hui ne signifie plus la prise du ministère de l'Intérieur par des groupes d'extrême-droite mais la prise de la France par le ministère de l'Intérieur" André Glucksman. "Nouveau fascisme, nouvelle démocratie", *Les Temps modernes*, mai 1972, p.277. A l'époque, leader d'extrême-gauche, aujourd'hui soutien à Sarkozy.



Palestine

■ Un été pour la liberté.

International solidarity movement est un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien qui prône l'action non-violente. Il organise du 21 juin au 15 août une présence en Palestine pour aider aux actions non-violentes qui sont menées contre la construction du mur israélien depuis maintenant plus de deux ans. Des actions parfois durement réprimées : le 14 avril dernier, lors d'une marche à Bil'in, village encerclé par le mur, l'armée israélienne a ouvert le feu à balles réelles blessant seize personnes dont un journaliste et deux photographes. Une des difficultés est d'aller sur place : l'armée israélienne filtre les arrivées des personnes, si celles-ci sont suspectées de ne pas être de simples touristes, elles peuvent être renvoyées immédiatement hors du pays. Si vous êtes intéressés, vous pouvez aller voir leur site : www.ism-france.org.

■ **Art sous l'apartheid.** Un appel a été également lancé pour la participation d'artistes en soutien à ces manifestations. Intitulé *art under apartheid* (l'art sous l'apartheid), les œuvres d'art seront exposées à Hebron (renseignements via internet : www.artunderapartheid.ps).

VENEZUELA

Retrait du FMI et de la banque mondiale

Après avoir renationalisé le domaine du pétrole dans son pays, Hugo Chavez a pu bénéficier d'importantes ressources financières qui lui ont permis en quelques années de rembourser totalement la dette du pays vis-à-vis de la Banque mondiale et du FMI. Lors d'un discours fait le 1^{er} mai, il a annoncé son intention de

Elections 2007

■ Vote électronique : défiance.

Pour les élections présidentielles du 22 avril, le vote électronique a été mis en place dans plus de 80 communes. Non sans mal. Alors qu'il fait gagner du temps en évitant le dépouillement, il en fait perdre beaucoup aux électeurs qui ont eu du mal à comprendre comment fonctionne la machine en face d'eux... provoquant de longues files d'attente. La suspicion est aussi au rendez-vous : de très nombreux électeurs se sont plaints de ne pas savoir si leur vote avait été correctement enregistré. Avec raison : aux Etats-Unis, où ces machines sont plus largement répandues, des informaticiens ont montré qu'ils pouvaient programmer sur

une carte des résultats truqués, tenant compte du nombre de votants, de bulletins blancs... mais fixant à l'avance les pourcentages pour chacun des candidats : il ne leur faut que moins de deux minutes devant la machine de vote électronique pour bidouiller le programme sans que les scrutateurs s'en rendent compte ! Deux communes ont renoncé au vote électronique entre les deux tours des présidentielles.

■ **Tirage au sort des élus ?** En France, les jurés en cour d'assises sont tirés au sort et leur décision est soumise à l'approbation des juges. Certains jurés peuvent être récusés par les avocats. Ces tirages au sort parmi une population donnée (pour les jurés, au sein du corps électoral) ont parfois été appliqués pour désigner les élus à différents niveaux : lors des comices romains,

dans les républiques italiennes du Moyen-Age et de la Renaissance, la République de Venise l'a pratiqué jusqu'en 1797, au Tibet... En partant du principe que ce système n'est pas plus mauvais qu'un autre, un tirage aléatoire permettrait à tous les niveaux d'élire des assemblées, ne nommant sans doute pas plus de fous ou d'escrocs que le système actuel. Par contre, cela permettrait une meilleure représentation car selon les règles de probabilité, nous aurions autant d'hommes que de femmes, autant de jeunes que de vieux... dans les proportions de la société. Ces assemblées choisiraient ensuite entre elles leur mode de fonctionnement et le choix de leurs délégués. Plusieurs associations ont lancé l'idée de remettre ce tirage au sort au goût du jour et prônent la stochocratie (en grec : "diriger au

quitter ces deux institutions internationales qu'il accuse d'être à l'origine de la situation économique et sociale catastrophique dans nombre de pays. La fin du désendettement de l'Etat va permettre de rehausser les aides sociales. Hugo Chavez a également annoncé une hausse progressive du salaire minimum et une baisse du temps de travail.

NÉPAL

Disparus

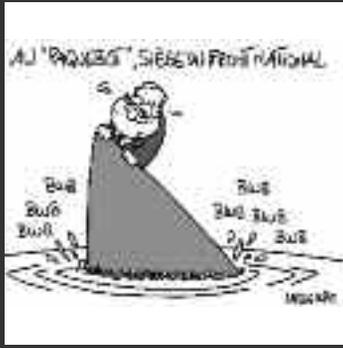
Les organisations des droits humains ont demandé au nouveau Parlement qui doit organiser des élections pour juin 2007, de faire la lumière sur la situation de 446 personnes "disparues" pendant la guerre civile. En dix ans, les affrontements entre maoïstes et royalistes ont fait de l'ordre de 13 000 morts.

Argent sale Clearstream contre Denis Robert

Ancien journaliste de *Libération*, Denis Robert se lance un jour dans une enquête sur le fonctionnement de *Clearstream* une société luxembourgeoise qui gère des échanges financiers entre institutions financières... mais aussi, semble-t-il, entre gouvernements, entre sociétés... Cela donne le livre *Révélation\$* paru en 2001 aux éditions Arènes. Depuis Denis Robert doit faire face à une avalanche de procès. Il riposte par de nouvelles publications, une BD, des films... tant et si bien qu'il affirme aujourd'hui que la justice luxembourgeoise passe plus de temps à le poursuivre qu'à poursuivre ceux qui font des affaires

avec l'argent sale. Même s'il gagne de nombreux procès, il en a perdu un (sur une trentaine en cours), ce qui immédiatement lui coûte très cher, stratégie voulue par la banque pour le mettre en difficulté. Il en est à 200 visites d'huissier ! Un comité de soutien collecte de l'argent pour lui venir en aide, chèque à l'ordre de *Comité de soutien à Denis Robert*, BP 93602, 54016 Nancy cedex.





hasard"). Un débat qui est fort ancien puisqu'Aristote en parlait déjà, tout comme Montesquieu : " Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie. Le suffrage par le choix est de celle de l'aristocratie. Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne ; il laisse à chaque citoyen une espérance raisonnable de servir sa patrie" (*L'Esprit des Lois*). Il existe un site internet de discussion sur le sujet : <http://stochocratie.free.fr>.

■ **Participation maximale.** Avec 84% des électeurs inscrits qui sont allés voter au premier tour de l'élection présidentielle, nous sommes à un taux de participation qui atteint celui observé par exemple en Belgique où le vote est obligatoire.

■ **Logique des partis.** Pourquoi autant de candidats aux élections ? Par souci de la diversité ? Ce serait

bien. Mais plus pragmatiquement, il faut savoir que pour les élections présidentielles, chaque personne qui réunissait les 500 signatures d'élus, disposait alors d'un budget fourni par l'Etat de 800 000 €. Pour les élections législatives, chaque structure qui présente plus de 50 candidats, touchera pendant les cinq ans de la législature une somme proportionnelle au nombre de voix obtenues. Autant vous dire que les partis politiques essaient au maximum d'être présents pour assurer leur financement... Cela ne rapporte toutefois pas toujours : si Olivier Besancenot n'aurait que très peu dépassé les 800 000 € accordés à ceux qui font moins de 5%, les Verts annoncent un déficit de 500 000 €, José Bové de 200 000 €, Arlette Laguiller, près d'un million...

ALLEMAGNE

Manifestations contre le G8

Le G8, réunion des chefs de gouvernement des sept pays les plus riches et de la Russie, doit se tenir cette année du 6 au 8 juin dans la station balnéaire de Heiligendamm, près de Rostock, au nord de l'Allemagne. En prévision, le gouvernement allemand a fait réaliser la construction d'un mur de 2,50 m de haut sur 12 km de long pour isoler la zone hôtelière où se tiendra la rencontre des chefs d'Etat. Coût du mur : 12,5 millions d'euros. En France, une marche contre la précarité est partie le 16 mai de Paris pour une arrivée sur place le 31 mai. Du 1^{er} au 8 juin, des campements alternatifs sont organisés autour du G8. Le samedi 2 juin, une manifestation aura lieu dans la ville suivie en soirée d'un concert. Le 3 juin, des actions sont menées sur le thème de l'agriculture et des assemblées des "sans" se tiennent dans les campings. Le mardi 5 juin, débats et actions porteront sur le militarisme et la guerre permanente. Du 5 juin à 17 h au 7 juin à 13 h se déroulera un sommet alternatif en parallèle au sommet officiel, avec pour thèmes principaux la pauvreté, le climat, l'architecture financière et économique internationale, la démocratie et les migrations. Le 6 juin, des actions de blocage essayeront d'empêcher les délégations officielles de rejoindre Heiligendamm, lieu du sommet officiel. Le jeudi 7 juin, poursuite des blocages et concert final. Vendredi 8 juin, journée sur le changement climatique. Les infos circulent surtout sur internet. Un départ en train est organisé à partir de Strasbourg le 1^{er} juin. En France, Attac, la FSU, la LCR, Vamos, les marches européennes contre le chômage devraient proposer différentes initiatives.

Entraide

■ Je vous propose mes services pendant la période estivale pour vos chantiers d'autoconstruction. Je ne possède aucune compétence particulière ; juste de la bonne volonté et du cœur à l'ouvrage. Je ne vous demanderais que le gîte et le couvert. Vous pouvez me contacter au 06 19 04 20 39 ou m'écrire Laurent Fabre, 43, Grand rue Spiac, 82000 Montauban.

■ Je donne des bulbes de safran (plantation deuxième quinzaine d'août) en échange de grain pour nourrir des poules naines. Je cherche également du fumier de cheval ou autre. J'habite Le Tarn, 35 km de Toulouse, entre Saint-Sulpice et Lavaur. Tél : 05 63 41 67 09.

■ Olivier et Ludovic, deux silencieux habitant depuis quelques mois dans le Jura, souhaitons rencontrer d'autres silencieux de la région pour échanges amicaux, solidaires, activités pédestres, pique-nique, entraides... Toutes propositions bienvenues.

Ludovic Brun, 15, place Jean-Jaurès, 39600 Arbois, tél : 03 84 66 20 13 ou 06 65 30 81 82.

■ Nous habitons, ma femme et moi, dans le Beaujolais et nous nous sommes équipés en énergie alternative depuis plusieurs années : granulés de bois, photovoltaïque, solaire thermique. Nous revenons de trois mois en Inde. Nous avons monté une association : *le grand Cirque*, (voir www.legrandcirque.eu). Comme on commence à avoir quelques années, on commence aussi à avoir des idées et de l'expérience. Si vous êtes intéressé pour faire tourner votre moulin et alimenter vos rubriques, nous vous invitons à venir nous rencontrer. Tél : 04 74 06 70 95.

■ A une ONG ou institution travaillant ou voulant travailler au Liban (Beyrouth), JF libanaise, parlant arabe, français et anglais, offre sa connaissance du pays, de ses institutions, de ses ONG... et ses compétences en gestion de projet, solidarité, éducation, santé, emploi, paix... Suzane, tél : 00961 (0)3 979 503, souchakra@hotmail.com.

■ Jeune couple, 20 et 23 ans, tendance éco-alter-libertaire militant, cherche personnes pouvant nous conseiller sur projet "éco-hameau", auto-construit et sur tout projet alternatif à vocation sociale style accueil de gens, etc. Besoin de témoignages, d'idées. Pour apprendre, monsieur se propose pour coup de main dans tout projet écolo, départements 27, 76 ou 14. Cherche également personnes dans le 27 pour discuter de ce projet et autres activités autour de lui, recherche de cohérence avec idéaux, etc.

■ **Paris.** Cherche famille d'accueil pour année scolaire 2007/2008 (un, deux ou trois trimestres) pour ado majeur, sérieux, autonome, non fumeur, esprit *S!lence*, connaissant bien la capitale, pour effectuer 2^e année au lycée alternatif : quatre nuits par semaine, participation proposée : 16€ par nuit, possibilité échange pour partie contre séjour estival dans notre maison au centre du parc national des Cévennes en Lozère. Cherche aussi hébergement un week-end tous les deux mois (trois

nuits, V,S,D) ou cherche colocation ou plans pour se loger...
Tél : 04 66 45 83 32
ou 06 23 06 76 84, on vous rappelle, math@williamb.org.

■ Pour la rencontre des Ami-e-s de Silence, je dispose d'un véhicule de 7 places qui peut permettre du co-voiturage dans la vallée du Rhône au sud de Lyon, nord de l'Ardèche et nord de la Drôme. Contact : Yves Jamet, tél : 04 75 07 13 38.

■ Vous vous sentez isolé-e-s dans votre projet alternatif ? Je cherche des personnes avec qui se lancer dans un projet social où l'entraide, la solidarité, l'amour, ne sont pas de vains mots. Pas de prise en charge : s'abstenir ceux qui ont leur projet à faire réaliser par les autres. Yves Jamet, tél : 04 75 07 13 38.

Vivre ensemble

■ **Ardèche.** Petit collectif paysan, autogestionnaire de 7-8 adultes, revitalisant une friche agricole et ses habitations, produisant céréales, pain, légumes, fruits, châtaignes... effectuant diverses transformations, cherche homme, femme, couple pour vie et activité collectives, démarrage et coordination d'une activité de petits élevages (chèvres, brebis, basse-cour, cochons...) destinés principalement à l'autoconsommation, à l'entretien des terres... avec potentiels et possibilités d'étendre ces activités par la suite. Productiviste s'abstenir. N'envoyez ni CV, ni lettre de motivation, passez plutôt un coup de fil pour contact et pour organiser une visite de quelques jours. *Caracoles de Suc, Saint-Fortunat-sur-Eyrieux*, tél : 04 75 58 19 39.

■ Famille démarrant une association d'aide et de partage, propose maison rustique (deux grandes pièces, une petite), loyer modeste car travaux à faire. Nous aimerions vivre en collectivité avec projets écologiques. Si vous êtes jeunes, moins jeunes, avec des enfants ou pas, nous serons heureux de vous accueillir dans notre ferme en Normandie. *Famille Kaiser, La Vallée, 61310 Courmeil*.

■ **Bretagne.** Possibilité de construction d'un éco-hameau région Redon pour projets innovants. Faire propositions à domikgn@yahoo.fr.

publicité



Annonces

Rencontres

■ Un grand amoureux de la nature serait-il intéressé pour de courts séjours, week-end, pour échanges en tous genres, amitié et plus si entente. Situé près de La Tour-du-Pin (Isère), à un km de la gare SNCF et 2 km du village, lieu bien arboré, tranquille, mais pas isolé. Tél : 04 74 88 71 60.

Recherches

■ Cherche paille de seigle pour confectionner des paniers-paillassons à pain. Tél : 05 61 99 91 10.

■ Cherche co-voiturage 3-4 fois par an entre Toulouse et Saint-Brieuc, plutôt pendant les vacances scolaires, passager ou conducteur. Tél : 06 32 20 42 69.

■ Cherche artisans, conseils en énergie solaire et chauffage bois pour maison exposée est/sud-est/ouest dans le nord du Gard, pour pouvoir habiter cette maison toute l'année. Tél : 06 30 78 60 47.

■ Cherche ferme de 10 à 15 ha en vue d'installation en bio en Ariège, Hautes-Pyrénées ou Cévennes. Nous recherchons également des contacts associatifs autour de l'écologie et la découverte de la nature dans ces régions. Tél : 05 55 82 06 35, Patrick Carrière, Chaud, 23170 Nouhant, patchaud@yahoo.fr.

■ Je suis à la recherche d'une école maternelle bienveillante. Mon fils aura quatre ans en septembre. J'habite en Guyane et je suis prête à revenir en France pour ce projet. Une école pas forcément alternative, où les animateurs/enseignants mènent une réflexion sur leurs pratiques, avec des outils comme l'écoute des émotions, la gestion des conflits, la communication non-violente et l'apprentissage coopératif. Et aussi une bonne dose de plaisir à être avec les enfants ! Je suis infirmière, j'ai donc peu de préférence géographique. Je souhaite vivre dans une petite ville ou à la campagne, ou dans un éco-village qui porte ces

valeurs éducatives. Merci d'avance à ceux qui pourront m'aider. Chaleureusement. Catherine Malherbe, kti.m@wanadoo.fr, tél : 05 94 30 64 55.

■ Récupère numéros de *Silence*, anciens ou récents, pour offrir autour de moi. Les faire passer à : Ludovic Brun, 15, place Jean-Jaurès, 39600 Arbois, tél : 06 65 30 81 82 ou 03 84 66 20 13. Ne pas les envoyer, je compte sur mon réseau relationnel pour les acheminer jusqu'à moi.

■ J'ai entendu parler d'un DVD dans un article lu dans une revue courant 2006. Celui-ci parlait d'un médecin du siècle dernier, plus jeune bachelier et plus jeune médecin français, dont les travaux et traitements peu onéreux, non reconnus en France, n'ont jamais été attribués à son auteur, mais accaparés par d'autres praticiens. Il avait été réhabilité par la suite. Qui peut m'aider à retrouver le titre et les références ? Dolle M.F. 120, chemin Mitau, 52200 Langres. Inldr : il pourrait s'agir du Dr André Gernez, DVD "Le scandale du siècle"/J

■ Drôme. Cherche dans la région de Nyons, terrain à acheter pour sauvegarde variétés anciennes et plantes. Tél : 06 84 51 26 30.

■ Amoureux du Morvan, nous aimerions y construire notre maison. Nous sommes à la recherche d'un terrain, d'une vieille bâtisse, situé-e entre Avalon, Autun et Château-Chinon (5871). Nous proposons notre aide et nos bras cet été afin de participer à des chantiers d'éco-construction, dans cette belle région : nous voulons apprendre et participer. A vos propositions et au plaisir de vous rencontrer ! Cécile, Jacky, Philémon, Louca, tél : 01 57 64 06 73, collonge@wanadoo.fr.

Emploi

■ Bonjour, je suis à la recherche d'un emploi, de préférence à mi-temps ou en quart temps, sur Lyon ou environs, à partir de juin 2007. Ai de nom-

breuses expériences dans le journalisme (rédaction de dossiers et articles, édition, communication, animation de site internet, connaissances en PAO...), mais également dans la restauration (dans des cafés, bars, lors de festivals...) et ai des connaissances pratiques en cuisine végétarienne bio et en crusine (alimentation crue pleine de vitamines !). Suis mobile et me déplace facilement à vélo (ou en bus) dans le Grand Lyon, et suis disponible 7 jours sur 7. Vos offres et propositions d'emplois sont les bienvenues, aussi n'hésitez pas à me contacter pour en savoir plus, me rencontrer, recevoir mon CV complet... Merci à vous ! Esteban c/o le p'tit Gavroche, 3, rue Sainte-Catherine, 69001 Lyon, courriel : ptitgavroche@gmail.com, tél : 04 782 782 42 ou messagerie : 06 722 846 31.

■ JH 21 ans, un an de saisonnier agricole, cherche en PACA, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon ou Midi-Pyrénées, en bio, biodynamie ou permaculture, pour contrat de professionnalisation — un an — à partir d'automne 2007, accueil en ferme, préférence production végétale, alternance 15j/15j. Aides. Etude toute proposition. Tél : 06 80 50 34 79.

■ F, 55 ans, cherche activité pour complément d'une pension assez légère et pour exercer son énergie et ses compétences. Longtemps professeur auxiliaire en travaux manuels et enseignement ménager, j'ai aussi travaillé comme vendeuse en boulangerie puis responsable d'un point chaud.

Je cherche une activité dans une petite ville ou un (éco)village, dans hébergement ou accueil collectif ou rural, petit commerce (alimentaire) de proximité... ouverte à toute proposition. Disponible pour tout apprentissage complémentaire. Odile Husson, 10, rue des Asters, 74960 Cran Gevrier, tél : 04 50 57 03 13.

Logement

■ Marseille. Deux sœurs étudiantes cherchent à louer appart vide (APL) avec deux chambres pour une année universitaire, dès fin juin 2007 si possible. Proximité fac de lettres ou transports en commun faciles. Contacter Zélie au 09 54 02 76 52 ou 06 87 70 31 64.

■ Lyon. Je cherche pour la rentrée 2007, logement pour accueillir 4-5 enfants scolarisés à l'école Steiner de Saint-Genis-Laval. J'étudie aussi toute proposition d'échange ou de service en contrepartie de loyer (entretien, gardiennage, compagnie dans maison...). Odile, tél : 04 79 72 65 03.

■ Drôme, Crest. Partage local de 15 m², convenant thérapeute ou administratif (association, jeune entreprise...), loyer modéré au prorata de l'occupation. Tél : 06 82 02 16 59 ou 04 75 44 58 19.

Vacances

■ Loue cabane en bois dans la forêt, près d'une rivière, dans le sud, près du parc national des Cévennes. Electricité solaire. Exp. unique. 150€ par semaine. Possibilité à l'année pour couple contre échange. Tél : 06 75 71 14 51.

■ Gard. Loue petite maison Cévennes-Mont-Lozère, pour quatre personnes, en cours de simplicité volontaire, toilettes sèches, dans petit village, calme, à deux pas du parc national et d'une

petite rivière. Séjours et week-ends du printemps à octobre. Non fumeur, animaux non admis. Tél : 06 30 78 60 47.

■ Sud Ardèche. Loue maison dans jardin en bordure d'un village très tranquille, rivières proches, promenades. Deux niveaux de 35 m², deux chambres (dont une pour deux enfants), salle d'eau, cuisine, salle de séjour, piscine enfants. 350€ la semaine juillet, août, 300€ septembre. Tél : 04 75 39 01 37.

■ Echange grande maison pour les vacances en sud de Bretagne contre maison dans le Sud, de la mi-juillet à la mi-août, voire plus. Jardin à arroser. Tél : 02 99 91 32 58.

■ Evelyne et Yves vous accueillent dans leur hameau en pleine nature. 3 gîtes, 5/6 personnes, en montagne bourbonnaise, dans l'Allier, Auvergne, 700 m d'altitude. De 205 à 315 € la semaine. Tél : 04 70 41 10 12, www.gitelesmignards.com. Avec juste ce qu'il faut pour être heureux.

A vendre

■ Vends couches lavables Popolini, style Easyfix (couche et culotte intégrées), huit couches taille S (3 à 9 kg) et huit couches L (9 à 15 kg).

8€ à 15€ la couche. Tél en soirée : 08 77 06 43 94.

■ Vends chevrettes provençales (race en voie de disparition), bonne lactière, rustique, blanche, noire, tachetées, rousse, corne ou motte, indemne CAEV. Tél : 06 30 56 12 15.

■ A vendre ferme bio 3 ha + 25 ha de locations, maison d'habitation, atelier, bâtiments d'élevage, fromagerie, idéal élevage caprin, alt. 700 m. 110 000€. Projets agro-culturels bienvenus. Visitez sur rendez-vous au 04 73 85 97 43, carriat.fr@orange.fr.

Divers

■ Propose consultations naturopathie, bilans de vitalité, bilans iridologiques et massages relaxants, région Lyon - Vienne - Saint-Etienne, sur RDV. Tél : 04 74 59 19 82.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

publicité

publicité

dimanche 3 juin 2007

6^e Journée Bio de Durban

Château de Bonnafous à Villesèque-des-Corbières (AUDE)

conférences, animations et expositions. entrée libre

contact :

04 68 43 36 57



Valeurs et identités écologistes

N'ayons pas peur des mots ! ... et des gestes !

J'ai choisi de vous faire partager mon analyse de la situation. Mais surtout inciter à se rassembler, à critiquer, à vivre, à se soutenir, à créer, à vouloir faire germer le désir d'une vie harmonieuse et heureuse. Cela malgré nos différences, qui ne doivent pas être un obstacle, mais **une richesse**. Il nous faut juste accentuer ce qui nous rassemble.

Aujourd'hui, il est difficile de s'y retrouver. En effet, que l'on soit dans des manifestations contre le nucléaire ou pour défendre l'agriculture biologique, il n'est vraiment pas facile de fixer la ligne philosophique et politique des gens. Pourquoi ?

Le mouvement écologiste a réagi à la mollesse des "protecteurs de la nature". Dans les années 1960, un projet de société se dessinait avec une remise en cause philosophique, politique et économique d'un système de domination, de marchandisation... C'était les grands débuts de l'écologie contemporaine. Le lien entre toutes les luttes et la création qui nous était nécessaire afin de construire ce projet de société, était fait. Mais, l'enthousiasme et ce qui en ressortait a été mis à mal par les multiples coups de l'Etat.

Puis les années 1970 ont vu apparaître un changement fort qui a provoqué un basculement des écolos vers des structures fortes : l'organisation collective se fonda en une hiérarchisation bien établie. La diversité et la complexité des relations, des espèces... ont été "structurées" : « Maintenant, nous devons passer au travail », la récréation était finie. Réfléchir, débattre, étudier, critiquer, aimer ne devinrent plus tout à fait à la mode. Si bien que le niveau des luttes suivit cette baisse d'esprit critique, d'échanges et de convivialité qui émergeaient. Le tout sous la pression des dominants. Et ainsi, afin de conserver ses acquis, le niveau de contestation et de créativité des composantes écologistes s'effondra.

Actuellement, c'est pire, au point où ces différents groupes n'échangent guère, s'ignorent, voire se méprisent. C'est une énorme confusion des valeurs et des identités. Donc, petit rappel : **il y a** une différence entre *écologie* et *environnementaliste*.

Dans l'écologisme, on retrouve les écologistes profonds, qui ont des liens très forts avec les autres espèces de la biosphère, non sans mal pour leur philosophie.

Mais aussi, ce que je qualifierais d'écologistes sociaux et/ou éco-anarchistes. En effet, un de ces plus grands théoriciens, Pierre Kropotkine, a mis en avant que ce n'est pas la loi du plus fort, la compétition qui soit la meilleure manière de fonctionner et donc d'évoluer. Mais plutôt l'entraide, la coopération et le mutualisme. Ceci a été confirmé depuis par des chercheurs étudiant l'organisation symbiotique du vivant. Cela veut dire aussi que nous existons parce que nombreuses espèces existent aussi, et ainsi de suite. Bien sûr, il y a des rapports de prédateurs/ «prédatsés », mais la terre n'est qu'un immense écosystème. L'évolution de celui-ci a abouti jusqu'à maintenant à la création de millions d'espèces...

Cette philosophie refuse toutes formes de dominations (sexuelle, politique, culturelle, sociale, économique...) de l'homme sur l'homme, mais aussi de l'homme sur la nature. Est ainsi considéré destructeur tout projet basé sur la domination. En effet, celle-ci détourne les idées, modifie et trie l'information, explose la responsabilité individuelle et collective, au point où les liens sociaux, notre culture et même nos personnalités sont déstructurés. Ainsi, selon ces deux courants, s'il n'y a pas un changement de système, de mentalité et de mode de vie qui en découle, on ne résoudra pas la crise écologique. Afin de participer à la vie de la société, chacun doit prendre conscience de l'écosystème dans lequel il vit, tout en étant ouvert à toutes les espèces. Il faut alors une démocratie directe, collective, sans hiérarchie, pour éviter les dérives actuelles.

L'environnementalisme, qui reste figé dans la pensée que l'homme est à part de la nature, débouche évidemment sur la domination de "son" environnement qui n'est là que pour que l'on s'en serve "durablement". Cette vision découle de celle qui accepte la domination de l'homme par l'homme (rapports Nord/Sud effarants).

Chacun peut et doit tendre la main, et saisir celles tendues par les autres. Il en va de nos vies. Et ces mains formeront ainsi un mouvement social qui permettra de réaliser les changements obligatoires afin de sortir de la crise écologique et sociale dans laquelle nous sommes. Sur le "comment faire", nous le savons ; il reste juste à le faire. Alors ami-e-s humain-e-s, bras croisés ou manches retroussées ? N'ayons pas peur des mots, nos gestes n'en seront que plus courageux et efficace. Organisons nous-mêmes la vie que nous désirons. Vive la vie.

Charlie Ballanger ■
Vendée.

Mais où allons-nous ?

Mercredi, dans la correspondance du métro, un clochard interpelle la foule qui se presse : "Vous vous trompez ! Vous vous trompez ! Il faut courir dans l'autre sens ! (...)".

Denis Vendryes ■
Paris.

S!lence : sûrement un disciple de Aguigui Mouna, qui criait dans les couloirs du métro parisien : "Prenez le pouvoir, pas le métro !"



Adresse vélocipédique

En fin du numéro de mars, vous signalez le document "petit traité de crise vélocipédique aiguë", mais l'adresse indiquée n'est pas bonne. Où puis-je me procurer ce document ?

Hervé Le Cahain ■
Ile-et-Vilaine.

Silence : nous n'avons pas d'autre adresse. Si l'auteur (qui nous cite) nous lit, merci de nous contacter.

Savant fou ?

Non mais ! Pour qui elle se prend celle-la ? On ne lui a rien demandé ! La chercheuse du machin astronomique de Paris... Avec une voix de notaire qui aurait fait l'ENA, elle dit, la chercheuse, confondant encore une fois progrès et performance : "le plus vieux rêve de l'humanité : aller voir si dans l'univers il y a de la vie... sur d'autres planètes inconnues !". (...)
Jusqu'à preuve du contraire nous faisons partie de l'humanité, mes parents, mes amis et moi-même, et jamais au grand jamais, nous n'avons formulé une telle demande à qui que ce soit ! Et si la réponse était oui, il y a de la vie à quarante millions d'années lumière de la place Notre-Dame de Paris. (...) Et alors ? Quel soulagement, quelle stupéfaction, quelle perspective grandiose pour faire enfin, sur notre bonne vieille Terre, la paix et la simplicité de vie si indispensable ! Elle va aller, elle (...), avec ses petits bras de chercheuse, chercher le charbon, le pétrole, l'eau, les végétaux, les animaux que nous sommes en train de saccager avec fébrilité dans l'indifférence générale ? Va-t-elle construire et conduire des camions pour transporter des sacs de minerais, des barils de pétrole et des citernes d'eau ? (...) Enfin (...) non content d'avoir créé le désastre ici, il faudra s'attendre à ce qu'on s'attaque avec la même ardeur à détruire la nouvelle planète dès le premier siècle de sa découverte. Parce que ça on sait le faire, on sait très bien le faire, grâce entre autres à l'aveuglement des chercheurs. (...)

Je propose que l'ANPE ouvre d'urgence une section spéciale pour accueillir nos valeureux chercheurs qui seront prochainement demandeurs d'emploi, avec cellule de reconversion et soutien psychologique, dans les métiers utiles qui nous font si cruellement défaut ici. Dans la nuit de mes doutes je refuse avec force de me soumettre à ce genre de savant fou qui se prend pour l'humanité (...) et qui s'approprie la finalité scientifique et l'institution de recherche. Non mais !

Etienne Canale ■
Jura.

Adolescence

J'aimerais avoir des adresses de centres d'accueil pour jeunes en difficulté ou des centres ou petites structures pour des ados à problèmes, de réinsertion notamment, je me souviens avoir lu des reportages sur des expériences dans S!lence. Comment faire pour récupérer des adresses pour cet été ? En connaissez-vous, plus spécialement pour les vacances d'été à venir ? Sous forme de camps, de chantiers, etc. ?

Edith Cornet ■
Rhône.

S!lence : il existe des lieux de vie et d'accueil dont on peut trouver présentation et adresses sur www.ldva.essone.fr. Tous ne sont pas alternatifs. S!lence est intéressé par vos témoignages sur ce sujet.



Décroissance, progrès et politique

(...) Si nous critiquons le "progrès", c'est parce qu'il a contribué à créer un monde dominé par la croissance du PIB, autrement dit par celle des forces de destruction : pesticides, nucléaire, gaspillage, narcissisme... Quand certains objecteurs de croissance critiquent "le progrès", c'est d'abord pour dénoncer la vision dominante que grâce à la toute-puissance de la science tous les problèmes posés par la technique trouveront une solution grâce à la technique. C'est cette vision que l'on appelle "le progrès", c'est elle qu'il faut déconstruire pour commencer à espérer s'attaquer au mythe de la croissance. Il est bien entendu que l'énoncé des droits de l'homme est un "progrès" à partir duquel tout projet de société "décroissant", démocratique et humaniste doit commencer. (...)

On oublie d'évoquer l'envahissement de la démocratie par le marketing et le culte de la star. C'est l'envahissement du champ politique par le monde de l'image qui est d'abord critiqué par de plus en plus de nos contemporains et pas seulement par des objecteurs de croissance. Et c'est pour critiquer le "star système" que certains font preuve d'une grande réticence à l'idée de se présenter aux élections. (...) L'enjeu gît plus dans la lutte contre l'apathie politique, le désengagement de nos contemporains, le culte de l'individualisme consommateur que dans l'opposition entre les tenants de la démocratie représentative et directe. D'autre part, l'histoire nous a donné des exemples où les tenants de la démocratie directe n'avaient pas hésité à se présenter à des élections dans un système représentatif. Nous pensons à la CNT-FAI et au POUM dans l'Espagne de 1936, notamment. Pourquoi ne pourraient-ils pas recommencer à le faire si cette tendance de la décroissance existait ? (...) Il ne faut pas confondre l'ordre venu d'en haut et l'ordre venu d'en bas. Les tenants de la décroissance démocratique ne sont pas pour le chaos et contre l'ordre, simplement ils veulent que cet ordre vienne d'en bas, du peuple et non point d'en haut, de la marchandise idée abstraite, ou bien encore de ses représentants, les entrepreneurs, les énarques ou bien les X-Mines, X-Ponts chantres du nucléaires et tous, gestionnaires de ce système croissant et républicain. (...)

Etienne Maillet, Jean-Luc Pasquinet ■
Rhône.



Exploitation des animaux ?

La lettre de Romain Desbois (S!ence n°343), "exploitation des animaux", est très intéressante, mais je veux signaler qu'il ignore le fait qu'"exploitation" comme "droits" sont des concepts purement humains. Dans la nature sauvage le concept d'exploitation est ignoré. Romain Desbois va-t-il aider les fourmis ou les abeilles à se débarrasser de la tyrannie de leurs reines qui les exploitent ?

Dans la nature il existe quatre différentes relations sociales entre les animaux et les insectes de différentes espèces :

- ignorance : différentes espèces vivent l'une à côté de l'autre en ignorant l'existence des autres espèces.
- prédateur-proie quand certains carnivores ont besoin de satisfaire leurs nécessités d'alimentation (tous les carnivores ne tuent pas pour manger des protéines d'origine animale).
- les parasites qui vivent sur le compte des autres, animaux ou végétaux, sans aucun bénéfice à l'autre.
- la symbiose, où l'association de deux, ou plus, organismes différents leur donne la possibilité de vivre avec des bénéfices pour chacun. La symbiose n'est pas l'exploitation. Ne peut-elle pas être comparée avec les échanges dans les SEL ? Concrètement, quelle solution peut apporter Romain Desbois à mon voisin espagnol (et il y a beaucoup de monde dans sa situation ici en Andalousie) pour ne pas avoir recours au service de sa mule ? Il a des parcelles avec des oliviers et des amandiers éloignées de 4 kilomètres et plus de chez lui. La route pour y accéder n'est qu'un chemin "piétonnier". Sans l'aide de sa mule il n'a que trois alternatives :
- faire transporter des sacs de 40kg sur le dos des immigrés qui arrivent dans l'Union européenne fuyant la misère de leurs pays d'origine à la recherche d'un paradis qui n'existe pas.
- ouvrir une route pour y accéder avec une bagnole. La route ne lui servira à rien car il n'a pas de permis.
- abandonner ses cultures.

La symbiose doit être le contexte de la relation avec les animaux. Elever des animaux comme moyen pour faire du fric et les élever pour le bien-être des deux parts sont des concepts opposés, de même que le sont la pratique de vendre et celle d'échanger. Des animaux dans des cages ou des animaux bien traités, c'est la même chose ? Pour Romain Desbois, la réponse est oui, mais pour les animaux ça ne peut pas être la même chose, même si dans les deux cas il sont protégés de leurs prédateurs et leur nourriture garantie. Il faut humaniser ou harmoniser les relations avec les animaux. Mais tant que les relations entre les humains ne sont pas encore humanisées et encore moins harmonisées, il sera difficile de le faire avec les animaux.

Daniel Haber ■
Espagne.

Le record du monde de l'accueil des étrangers battu en Gambie !



Dans le cadre de mes activités de *Citoyen du Monde* et d'animateur de projets de solidarités transnationales, la route m'a conduit tout dernièrement en Gambie dans un village appelé Boulock qui compte 760 habitants et qui est transfrontalier avec la Casamance (Sénégal). Nous étions tout un groupe : il y avait Brigitte, mon épouse et complice, Ousmane, un stagiaire sénégalais de l'Université Haute-Alsace, Landing, citoyen du Monde de Dakar, Amadou, président des étudiants citoyens du Monde de Dakar, et Irène, une amie savoyarde. Nous avons débarqué dans ce petit village après quelques treize heures de route cahoteuse dans un minibus, sous une chaleur atteignant parfois 45°C. Les gens vivent dans la plus grande pauvreté, dans des cases ou des maisons plus ou moins délabrées, et ils nous ont accueillis à bras ouverts, ils semblaient déjà nous connaître, ils nous appelaient par notre prénom. En fait, nos amis citoyens du Monde de Dakar, en liaison avec les habitants de ce village, avaient préparé notre venue, et c'est ainsi que pendant deux jours, dans une grande cour à l'ombre de grands arbres, nous avons palabré, échangé, discuté. Il y avait le chef du village, l'imam, la députée, des femmes, des hommes, des enfants : il y avait en permanence entre 100 et 150 personnes.

Les débats ont porté sur la citoyenneté mondiale, sur la paix, le désarmement, les relations entre le Nord et le Sud, le développement local, l'accueil de l'autre, de l'étranger. Ils se sont déclarés spontanément, officiellement "village Citoyen du Monde". Pour eux, cette mondialisation était un acte symbolique important, les engageant à œuvrer pour la paix, la fraternité entre les peuples. La signature de l'acte officialisant cette décision était quelque chose de beau, d'émouvant.

Ensemble, nous avons compris ce que signifie la solidarité transnationale, une solidarité où l'on apprend à donner, mais aussi à recevoir (le don et le contre-don), une solidarité qui permet à chacune et à chacun sans distinction de race, qu'il soit riche ou pauvre, d'être pris en considération en fonction de ce qu'il est et non de ce qu'il a, car en fait, disions-nous, les affaires du "monde dans lequel nous vivons sont les affaires de tout le monde, c'est à dire de chacune et de chacun d'entre nous". Et c'est dans cet esprit que les femmes nous ont présenté leurs activités, leur GIE (groupements d'intérêt économique) concernant principalement la production et la récolte de produits agricoles. Avec elles, nous avons réfléchi à des aides évidemment, mais surtout à une autre forme de développement basée sur l'échange des biens et des services et non sur la spéculation. La députée présente nous a rappelé que la pauvreté ne cesse de s'accroître en Afrique, une Afrique que les blancs ont divisée. La journaliste de la radio télévision gambienne nous a demandé de soutenir concrètement les projets des femmes.

Pour couronner le tout, nous nous sommes vite aperçus qu'il n'y avait pas que des habitants du Boulock. Il y avait des hommes et des femmes, de Kourame, un village de Casamance que les habitants avaient fui, pour cause de harcèlements constants par des chefs de bande de guerre. Ils étaient nombreux, nombreux : 800 très exactement et accueillis par les habitants d'un village qui compte 760 habitants ! Nous ne leur avons pas demandé de nous présenter leur carte de séjour. Ils étaient là, avec le sourire (ce don permanent que nous offrent les



africains) et ils avaient ceci en commun : ils étaient aussi pauvres les uns que les autres. Le chef du village de Kourame était là aussi avec eux, et il s'est associé avec le chef du village de Boulock pour, lui aussi, mondialiser son village. C'était quelque chose d'inouï, de profondément humain, de fraternel, presque incroyable mais vrai. Et figurez-vous que personne, non, vraiment personne n'a parlé de préférence nationale, d'immigration choisie, de mérite, ni d'hymne national ni de drapeau gambien ou sénégalais. Nous étions là, ensemble, dans cette cour immense et nous nous sommes serré les coudes au lieu de jouer des coudes. J'en ai profité pour déclarer en ma qualité de président du Congrès des peuples des citoyens du Monde, qu'ils venaient de battre le record du monde de l'accueil de l'autre, de l'étranger.

Oh ! que c'est étrange, me direz-vous peut-être, en disant cela, ce n'est pas normal, ils sont peut-être dopés. Et figurez-vous que, après enquête, notre délégation a constaté qu'ils avaient été effectivement dopés par une pilule absolument miracle dénommée la **fraternologie** et de ce fait, ils étaient également immunisés contre ce fléau qui guette l'Occident : la Peste Brune.

Roger Winterhalter ■
Haut-Rhin.

Handicap

Je voudrais partir d'une question (...), celle de la place du handicap dans nos sociétés. Je parle de ce que je connais : handicap physique — séquelles de polio de 1953 — qui se voit. Ceci a son importance pour le regard des autres et pour le poids porté par la personne puisque dans ce cas, il n'y a pas de pause possible dans la manière de vivre avec... impossible de le taire momentanément. Je souhaiterais que les journaux auxquels je m'adresse consacrent un article de fond ou un numéro spécial à ce sujet (...). La différence est une question fondamentale et de son acceptation ou non dépendent la qualité de vie de toutes et tous ; mais (...) il y a des différences plus différentes que les autres et nous pouvons le constater au travers du regard que nous portons ou que nous recevons chaque jour (...). Pour voir, passer suffit, pour regarder il faut s'arrêter et observer, réfléchir, se poser des questions, et si nous nous en sentons capables vivre l'empathie. Ralentir, mot que je souhaiterais voir apparaître dans les programmes (...). Pour élever le regard politique (...) dans le domaine du handicap physique (visible), je demande qu'une vraie politique d'information soit mise en place et non pas un saupoudrage de spots télévisés ridicules informant qu'une loi existe. (...) Il s'agit de la réflexion de quelqu'un qui vit de façon tout à fait autonome et n'a jamais laissé autrui (personne ou institution) décider à sa place. Cela demande beaucoup d'énergie et de détermination pour garder sa dignité en ces circonstances. (...)

Yolande Gouraud ■
Vendée.

Marseillaise, etc. Lâchez-nous un peu !

Il est du dernier chic, dans la classe politique d'arborer le drapeau national car la mode c'est d'être "fier d'être Français". Peut-on être fier d'être Français ? Hormis le fait qu'on développe la fierté de groupe pour compenser le fait d'être devenu mauvais (l'étape suivante déjà engagée consistant à trouver des bouc-émissaires pour porter la responsabilité de notre déficience), la fierté peut-elle être collective ? Si mon voisin découvre une chose essentielle pour l'humanité, dois-je être fier sous prétexte que c'est mon voisin ? Lui peut être fier de sa découverte mais moi...

Agir où l'on vit pour la prospérité du pays où l'on vit, il n'y a pas besoin de brandir un drapeau pour ça. Ceux qui s'en exonèrent en préférant aller exercer leurs talents ailleurs reçoivent l'exemple de très haut ! Car s'il fallait rappeler leur devoir à certains, si c'est encore possible, c'est bien aux multinationales qui pillent ici, réduisent à l'esclavage là, salopent partout et ne font plus profiter du résultat de leurs prédatations qu'elles-mêmes. Ceux-là même qui prétendent nous donner des leçons de patriotisme soutiennent pour la plupart ouvertement ces multinationales. A défaut d'être fier, je pourrais me réjouir de choix pertinents de mon pays s'il décidait par exemple de sortir des nécrotechnologies en mettant hors la loi les OGM, en développant les énergies renouvelables pour sortir des fossiles qui détruisent le climat et du fissile qui détruit la vie. Me réjouir mais certainement pas "être fier", je serais fier seulement si j'avais contribué à cette évolution ! Mais si on veut être honnête et s'approprié la fierté, il ne faut pas laisser la honte sur le bas-côté ; mais là mes épaules ne sont pas assez larges. Quant à "La Marseillaise" ; j'ai eu 12 ans en un temps où, au pen-

sionnat, en cours de musique on nous apprenait "La Marseillaise" et autres chants patriotes. J'en ai été dégoûté à jamais et je reprendrais volontiers les paroles d'un poète célèbre qui chantait : "Le jour du 14 juillet je reste dans mon lit douillet. La musique qui marche au pas cela ne me regarde pas. Je ne fais pourtant de tort à personne En n'écouter pas le clairon qui sonne ..." Alors si je devais arborer un drapeau, ce serait celui d'une petite planète flottant dans l'immensité sidérale, certainement pas pour dire :

"je suis fier d'être terrien" ce qui n'aurait aucun sens mais pour dire : "J'attache la plus grande importance à cette petite planète qui s'appelle Terre, dont certains disent au vu de ses surfaces respectives qu'elle devrait s'appeler Mer et dont je pense qu'elle devrait s'appeler Vie et du bon état de laquelle dépend ma vie et celle de tous les êtres qui la peuplent".

Gérard Nallet ■

Un terrien qui ne voit pas pour quelle raison il serait fier de l'être.
Vienne.



Réformer ?

(...) Ceux qui parlent de réformer l'état des choses au moyen de politiques de développement durable, c'est-à-dire de trouver les moyens de poursuivre le développement industriel du monde, ne feront qu'approfondir le désastre.

(...) La participation des humains à l'organisation de la vie sociale n'est tolérée, voire encouragée, que dans l'exacte mesure où elle ne remet rien d'essentiel en question et se plie aux rituels de la soumission et de l'acceptabilité (il est possible de discuter du tracé des autoroutes mais pas de discuter de leur nécessité, de dire "non" à un aéroport mais pas de dire "non" aux aéroports, de créer des conférences citoyennes pour débattre des nanotechnologies mais pas de s'opposer à leur développement, de répondre aux sollicitations des "dirigeants politiques" à participer à des jurys populaires mais pas de régir nous-mêmes localement nos vies dans le cadre de démocraties directes). Combien de temps penserons-nous encore que la démocratie libérale est une démocratie ? (...) Vouloir changer la société sans remettre en question l'ensemble de l'activité humaine, de la production industrielle à laquelle nous nous sommes liés, revient à poursuivre dans la voie de l'humanisme qui a servi d'alibi à la colonisation du monde par l'Occident. C'est rester le complice volontaire de la dégradation environnementale. Celle-ci ne découle pas spécifiquement des politiques libérales mais du développement industriel — qu'il soit organisé par des libéraux ou des socialistes — qui témoigne du total irrespect des progressistes pour tout ce qui peut être dominé. Si on peut bien supposer que le "non" au traité constitutionnel était un "non" au libéralisme, il reste à savoir qui souhaite dire non au système industriel ? Nous qui ne croyons pas non plus au grand soir mais voyons pourtant une nuit profonde s'épaissir, voulons en principe nous en tenir à l'essentiel, nous pensons que c'est par là qu'il faut commencer, quitte à accepter une certaine solitude. (...) Ce combat vital implique d'abord la désobéissance aux injonctions du système ; l'organisation d'élections étant le point d'orgue de la grande mascarade institutionnelle, elle est à désertier en priorité. Il nous reste à chercher comment nous pourrions vivre ensemble sans décharger nos responsabilités sur des institutions anonymes, un Etat, des experts, des centres de toutes sortes (de conservation du patrimoine, de gestion de la flore et de la faune



naturelle, de rétention, de détention, de concentration, de recherche scientifique), une éducation nationale, un Parlement européen, une police municipale, une armée, une Organisation mondiale du commerce, des semenciers multinationaux, des hypermarchés, des abattoirs connectés par l'amont et par l'aval à des usines de viande, des barrages hydrauliques, des autoroutes qui n'en finissent pas de nous ceinturer, des TGV, des Airbus A412, des satellites espions, des TF1 et A2, des partis politiques, et puis partout des robots aux apparences trompeuses. (...) Il conviendra de s'attacher aux savoirs, aux pratiques, aux techniques, qui pourront être réappropriées par des communautés, c'est-à-dire être affranchis des carcans institutionnels pour participer à des autonomies locales. (...) Nous entendons combattre l'ordre des choses plutôt que ceux qui s'y soumettent, parce que nous savons qu'il peut être difficile de lutter sur le terrain et que chacun porte son mot de compromission. (...) Une désertion massive de la participation des humains à leur enfermement est plus que nécessaire. (...) La vie sociale, la vie des humains, est à redécouvrir et à réinventer de fond en comble. Elle n'est pas à fabriquer sur la base d'étranges capacités et proesses techniques à venir, mais sur la base d'une communauté de besoins, de désirs et d'intelligence élargie à l'ensemble des êtres vivants.

Des paisants de l'Aveyron, du Tarn et de l'Agout
à partir du territoire autonome de Matens (Tarn).

Rigidité

(...) Trop de choses nous séparent. Pas le souci écologique... je me chauffe aux granulés de bois et me déplace à vélo. Non, c'est beaucoup plus profond. Car ce qui se dégage de six mois de lecture de S!ence, c'est une rigidité effrayante. Il semble qu'on doive entrer en écologie comme autrefois au séminaire, totalement, sans retour. Il semble que tout accroc au dogme semble une trahison (...). Vous dessinez un monde étriqué où on ne pourrait même pas se connecter sur des sites internet distants, où on ne voyage pas, où la science est malfaisante et l'anathème est roi. Un monde triste, plus gris que vert. Mais moi, écolo quotidien, j'aime la vie, j'aime bouger, j'aime rire, voyager, j'aime la technologie moderne, je n'ai pas peur des sciences et je me fous qu'une bouffe soit bio si elle est bonne et joyeuse. Bref, je suis à l'étroit dans votre lectorat.

Jean Liliensten ■
Isère.

Une politique de recherche pour toute la société

(...) Nos sociétés traversent trois transformations majeures qui sont autant de défis pour nos institutions de recherche et leurs rapports avec la société : d'abord la marchandisation de la science, des savoirs et du vivant, et l'exhortation à la "compétitivité" des chercheurs ; ensuite la montée des aspirations citoyennes avec l'émergence d'une "société de la connaissance disséminée" ; enfin l'entrée dans un monde fini où la science est amenée à jouer un rôle nouveau (principe de précaution, développement durable). (...) Le gouvernement parle désormais de "recherche partenariale" et de "pacte avec la société" mais la "société" dont il s'agit ce sont les entreprises, les conglomérats transnationaux qui diffusent des innovations de plus en plus coûteuses et de moins en moins utiles à la société. Des outils comme les pôles de compétitivité et le "crédit d'impôt recherche" sont actuellement particulièrement aveuglants en n'évaluant pas la pertinence sociétale et écologique des projets en donnant les clés du pilotage de la recherche publique au marché. Pourtant les besoins de recherche de la société incluent aussi et surtout la production de biens publics : connaissance ouverte, expertise plurielle et indépendante, innovation à but non lucratif ou pour des besoins sociétaux non solvables. Pourtant la diffusion de savoirs et d'innovations socialement utiles n'est plus l'exclusivité des institutions traditionnelles de recherche publiques ou privées : elle provient aussi du tiers secteur émergent de la connaissance et de l'innovation, c'est-à-dire d'une multitude de collectifs (malades, paysans, consommateurs...) qui se prennent collectivement en charge dans la production de savoirs scientifiques et techniques et doivent être reconnus comme partenaires aussi légitimes de la recherche publique que les entreprises. (...) Il faut que se multiplient des fonds et appels à projets de recherche associant un partenaire associatif et un laboratoire public, comme plusieurs régions, à la suite de l'Île-de-France, ont commencé à la faire. Une autre recherche exige des dispositifs de démocratisation des choix scientifiques et techniques avec représentation paritaire des acteurs associatifs dans toutes les instances de pilotage de la recherche. Une "conférence de citoyens", couplée à une loi d'orientation, doit être organisée tous

les cinq ans pour dégager les priorités nationales de recherche et d'innovation. (...) Favoriser le dialogue entre sciences et sociétés, c'est libérer les chercheurs ; maintenir l'opacité et la dépendance marchande, c'est enchaîner les chercheurs ! Ouvrons la recherche pour la sauver !

Fondation Sciences citoyennes
29, rue des Cascades 75020 Paris, tél : 09 54 06 54 09
www.sciencescitoyennes.org.

Travaux pratiques

Bravo à la revue S!ence pour ses articles de fond, ses enquêtes de terrain, ses brèves sur des thèmes variés (...). Mais je trouve qu'il manque une rubrique "travaux pratiques". Par exemple, je fabrique mon propre dentifrice avec de l'eau, de l'argile et quelques gouttes d'huiles essentielles. Ou bien, pour me passer de cotons-tiges, j'enroule moi-même un peu de coton sur un bâtonnet (et j'évite ainsi de jeter du plastique). Et aussi, quand je reçois des enveloppes "T", j'en profite pour glisser de la propagande dedans (antinucléaire ou autre) et hop ! retour à l'expéditeur. Ou encore comment utiliser des matériaux écologiques en restauration : faire un enduit à la chaux ou du torchis ?

Dans un numéro précédent (...) un article déconseillait l'emploi des noix de lavage indiennes au profit de la saponaire. D'accord, mais c'est un peu léger comme indication : comment reconnaît-on cette plante ? Faut-il la cueillir et la mettre directement dans la machine à laver ? Je trouve que la revue manque de cet aspect mise en pratique concrète. (...) Deux autres remarques dans un tout autre domaine : vous évoquez régulièrement l'actualité en Palestine mais je n'ai pas lu un article plus complet sur les missions civiles en Palestine (CCIPPP) qui interviennent notamment grâce à des actions non-violentes. Je trouve que l'interdiction du ribâ présente dans l'Islam (c'est-à-dire la prohibition formelle de tout taux d'intérêt et de toute usure) est une idée intéressante, voire révolutionnaire, mais qu'elle est insuffisamment reprise par la mouvance altermondialiste. Il s'agit pourtant de ramener l'argent à sa juste valeur, un outil d'échange, et de ne pas considérer que l'argent en soi est une valeur (...), c'est le refus de la spéculation, de l'enrichissement injuste, et par extension du capitalisme.

Jean-Baptiste Fichant ■
Gard.

S!ence : du fait de notre petite équipe, notre travail rédactionnel est surtout centré sur des présentations d'alternatives et quelques débats politiques ; par ailleurs, nous publions des articles que nos lecteurs, lectrices proposent. Si vous ou quelqu'un d'autre veut écrire sur la Palestine, la ribâ ou enquêter sur les usages de la saponaire, nous y sommes tout à fait favorables.

Voiture solaire

Dans l'un des numéros précédents vous avez fait mention d'une "voiture solaire" à deux places (l'une derrière l'autre) avec photo à l'appui... très chère ! Je suis passé voir le constructeur à... Monaco ! (...) Le dit constructeur a fait mieux et beaucoup moins cher : une voiture à trois places avec un grand coffre, fonctionnant grâce à des capteurs photovoltaïques sur le toit et... une éolienne ! (...) Autonomie : 50/60 km. Prix : 25 000 € + aide de l'Etat. (...) Adresse : Venturi Automobiles, Gildo Pastor Center, 7, rue du Gabian, 98000 Monaco, tél : 377 99 99 52 00, www.venturi.fr.

Dominique Camioni ■
Paris.

S!ence : sur son site, le constructeur vante son modèle qui "ouvre une nouvelle ère en ce qui concerne la mobilité" en précisant qu'il est "réservé aux déplacements urbains quotidiens". Quand Monaco fait sa révolution, le vieux monde a encore de beaux jours devant lui...



DR

La révolte luddite Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation

Kirkpatrick Sale
Ed. L'échappée,
coll. Dans le feu de l'action
2006 - 346 p. - 19 €

Histoire très documentée sur la révolte des ouvriers des manufactures anglaises au début du dix-neuvième siècle, cet ouvrage nous permet aujourd'hui de faire un lien entre cette époque et la nôtre.

En effet même si les causes ne sont pas exactement les mêmes, les actions de désobéissance civile menées depuis quelques années ont certains points communs avec

la lutte des luddites. Dans les deux cas, il s'est agi d'une prise de conscience des dangers d'un développement économique qui se fait au détriment des hommes, des femmes et, pour notre époque, de l'environnement.

Des effets similaires, déstructuration des liens sociaux, appauvrissement de la population face aux bénéfices invraisemblables des multinationales... peuvent nous pousser à comparer ces deux époques où le capitalisme industriel règne en maître et les nouvelles technologies imposées sans débat démocratique.

Dans la contrée du mythique Robin des bois, beaucoup ont cherché à sacraliser cette révolte comme une opposition aux machines. Il semblerait qu'une situation économique qui tendait à se dégrader depuis déjà quelques années, l'interdiction de se liguier, la baisse des salaires... serait également à l'origine de ce mouvement ouvrier. Et si on y ajoute la perte d'un métier dans lequel les ouvriers investissaient leur fierté, le bris des machines tenait plus du refus de devenir employé sans qualification, sans "beauté du geste artisanal".

Un patchwork d'événements a conduit à cette révolte alors que dans les villes les usines prospéraient et que la pollution recou-

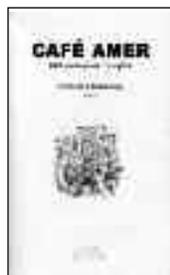
vrait tout d'un voile charbonneux. Deux siècles après, alors que le général Ludd, être mythique inventé pour brouiller les pistes, s'est vu remplacé par des José Bové et autres pourfendeurs de la mondialisation, cet ouvrage tire la sonnette d'alarme et invite à réagir, malgré une fin de lutte plutôt assimilable à une défaite. Notre époque en témoigne ! JP.

Café amer

Patrice Pedregno
Ed. du Cerisier
(B-7033 Cuesmes)
2006 - 252 p. - 10,80€

Nestlé, l'un des leaders mondiaux de l'agroalimentaire, annonce le 12 mai 2004 son intention de fermer son usine de Saint-Menet, à Marseille... pour cause de rentabilité insuffisante. L'usine transforme et conditionne du chocolat et du café. Commence alors une longue lutte des salariés qui va durer 643 jours. L'auteur, l'un des salariés, raconte ici la lutte au jour le jour, comment les représentants syndicaux contestent la fermeture économique d'un site qui est largement bénéficiaire, les soupçons d'un arrangement avec la municipalité pour un projet immobilier, comment l'usine a été laissée à l'abandon dès 1999, la délocalisation de certaines machines jusqu'en Chine et l'intelligence des salariés qui, au lieu de se mettre en grève, multiplient les actions en justice, pour maintenir en fonctionnement l'usine. Nestlé finira par accepter de céder son activité chocolat à une nouvelle société, de payer des pré-retraites aux plus de 52 ans, de payer de grosses indemnités aux autres. Le récit de Patrice Pedregno est fortement et forcément orienté, mais peu importe. Il montre comment le choix d'une lutte non-violente de tous les instants a permis de repousser les décisions au sein de la multinationale, comment ils ont su recevoir le soutien du public et des salariés des autres sites, comment

ils ont ainsi pu négocier la meilleure sortie à la crise. Instructif pour tous ceux qui aujourd'hui ou demain font face aux délocalisations. MB.



A contre-coups

Récits recueillis
par Annette Lucas
Photographies
de Jane Evelyn Atwood
Ed. Xavier Barral
2006 - 220 p. - 25€



Beauté des images, tragédie des récits. Quinze femmes racontent comment elles sont tombées amoureuses, comment leur compagnon est devenu violent, les difficultés de la vie, le courage qu'il faut avoir pour briser le cercle infernal brutalité-consolation, la nouvelle vie qui commence. Le livre commence par cette phrase terrible : ça commence par des insultes et ça peut se terminer par la mort. On y croise des femmes, de tout âge, de tout milieu social car la violence n'est pas liée à un milieu culturel particulier. Quinze femmes courageuses pour espérer en sauver beaucoup d'autres : chaque récit est ouvert par quelques photos, souvent pudiques. N'acceptez jamais la violence dans votre vie conjugale ! Cela n'ira qu'en s'aggravant. Ne fermons pas les yeux sur une pratique plus courante que l'on croit. FV.

Commerce équitable et organisations de producteurs

Virginie Diaz Pedregal
Ed. L'Harmattan
2006 - 290 p. - 24,50€

L'auteure a étudié le commerce équitable dans les coopératives de caféiculteurs au Pérou, en Equateur et en Bolivie. Elle montre bien comment le choix d'être en coopérative est peut-être plus important que le rapport au commerce équitable. Les coopératives permettent de créer une dynamique collective, développent le sens de la démocratie, le partage des responsabilités

et l'entraide. Les organisations de commerce équitable poussant à l'organisation en coopérative ont pour cela favorisé le renforcement d'un mouvement qui a démarré dès les années 50. Mais aujourd'hui le comportement des gros réseaux de commerce équitable tels FLO-International (Max Havelaar entre autres) pose problème en provoquant une demande pas si éloignée de celle des multinationales classiques. L'auteure présente de nombreuses études internes aux réseaux de commerce équitable ou externes et s'interroge sur la dépendance croissante que ces réseaux mettent en place entre la demande du Nord et la production du Sud. Virginie Diaz Pedregal après avoir relevé de nombreuses

limites du système, présente les critiques faites à ce commerce équitable : la critique néo-libérale qui estime que ce "marché protégé" finit par nuire au marché global et donc, selon eux, aux producteurs ; la critique écologiste — développée notamment dans *Silence* — qui dénonce les circuits longs de commercialisation coûteux en énergie et donc destructeurs de la planète... donc des conditions de vie du Nord comme du Sud ; la critique sociopolitique qui dénonce les termes du commerce Nord-Sud qui met en situation de dépendance les producteurs au détriment de leur sécurité alimentaire. Ces derniers posent la question d'une intervention par le politique, en contrant les envies de l'OMC, en garantissant les termes de l'échange... au lieu de s'épuiser à promouvoir un commerce marginal vis-à-vis des échanges mondiaux. Un livre qui présente de manière équilibrée les nombreux débats en cours, de quoi approfondir largement la question. MB.

Résistances irakiennes Contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme

Coordonné
par Nicolas Dessaux
Ed. L'Échappée,
coll. Dans la mêlée
2006 - 176 p. - 10€

Quel est le niveau d'information auquel nous avons eu accès depuis le déclenchement de la



Livres

guerre en Irak ? Quelles sont les voix qui nous sont parvenues ? A la lecture de cet ouvrage collectif c'est tout un monde de respect, de droits de l'homme et de résistances qui se dévoilent (!). Le combat commun entre tous ces mouvements : le départ des troupes d'occupation. Il apparaît clairement qu'une démocratie en Irak ne sera possible qu'après cette libération. En effet aujourd'hui les extrémistes, religieux et nationalistes, tiennent la population sous la contrainte des armes. Pour cela, point de programme politique si ce n'est l'indépendance de leur pays. Cet argument sert de paravent à leurs activités mafieuses. À côté de nombreuses organisations luttent pour



la liberté syndicale, le droit des femmes, l'éducation... Mais les forces armées contre l'occupation profitent allègrement de la situation et tout autre discours que le leur est couvert par les balles. L'Irak occupé connaît la guerre civile. Et, si l'occupation continue, l'Irak libéré connaîtra une nouvelle dictature. Sauf si la société civile alternative réussit à se faire entendre. JP.

L'isolation phonique écologique Matériaux et mise en œuvre

Jean-Louis Beaumier
Ed. Terre Vivante (38 Mens)
2006 - 160 p. - 27€

L'isolation phonique est une source de bien être au quotidien. Que ce soit pour limiter les bruits venant de l'extérieur comme ceux provenant des activités de la maison. Cet ouvrage nous présente les matériaux qui peuvent être utilisés, leur mise en œuvre

(la plupart à la portée de tout un chacun) mais également leur niveau d'isolation selon la technique employée. En effet, un même matériau peut être installé de manière différente, en plusieurs couches, en lien avec d'autres matériaux...



Chacun à la lecture de ce guide pratique et technique, illustré de nombreux schémas d'installation, pourra ainsi choisir la meilleure option pour régler le problème sonore auquel il est confronté : d'un bruit sonore ambiant dû à la circulation, au voisinage, à la volonté de construire une pièce insonorisée dans son habitation (pour un musicien par exemple). Il y a pléthore de solutions et ce pour toutes les bourses. JP.

Fruitiers au jardin bio

Alain Pontoppidan
Ed. Terre Vivante (38 Mens)
2007 - 206 p. - 23€

Dans ce livre richement illustré, l'auteur présente d'abord les conditions pour réaliser un verger dans son jardin : choix des sols, des espèces, dates de plantation, greffage, taille... La deuxième partie du livre donne des conseils espèce d'arbre par espèce d'arbre. Une bonne introduction à la question qui donnera envie à ceux et celles qui ont un peu de terrain d'y planter des arbres et des arbustes... avant de compléter avec des livres plus spécialisés. MB.



R O M A N S

La caravane des oubliés

Thierry Périsse
Ed. ACL (Lyon)
2006 - 166 p. - 12€

Gilou, SDF, fait la manche et boit, rencontre d'autres compagnons d'infortune, passe par la case prison... On plonge dans les méandres de la marginalisation, avec une multitude de détails plus ou moins sordides. Une simple partie de belote avinée nous entraîne bien loin de celle d'un Pagnol ! Il est des récits de vagabondages plus enthousiasmants. Ici l'histoire semble finie, l'espoir disparu. L'auteur explique qu'il s'est appuyé sur un travail fait avec ces oubliés. C'est noir, mais c'est la réalité. MB.

Les petits hommes d'Abidjan

Jean-Marie Villemot
Ed. Payot, coll. Rivages/noir
2006 - 334 p. - 8,50€

En Côte d'Ivoire la guerre civile est proche quand le prêtre Brigand se rend à Abidjan pour une visite à une femme âgée qui se meurt. Il est à peine arrivé qu'une série de meurtres débute et il va se retrouver très rapidement au cœur de l'affaire policière. Sous fond historique des derniers troubles en Côte d'Ivoire, l'auteur nous invite à une enquête un peu tirée par les cheveux au cours de laquelle il va tenter de mettre en avant les sempiternels reproches que l'on peut faire au système si justement nommé



de Françafrique. On y découvre la culture ivoirienne, un peu, le rôle de la

France, tout cela dans un style littéraire qui n'amène pas grand chose au roman et pas suffisamment engagé pour en faire un ouvrage politique. Un survol de la situation africaine, des comportements humains (français et ivoiriens) pour au final une histoire qui peut être une bonne introduction aux relations de la France avec la Côte d'Ivoire. JP.

La fille qui rêvait d'un bidon d'essence et d'une allumette

Stieg Larsson
Ed. Actes Sud
2006 - 652 p. - 23€

Le livre s'ouvre sur une scène étrange : une fille attachée sur un lit rêve d'avoir un bidon d'essence et une allumette pour incendier son tortionnaire. Une scène forte qui hantera le lecteur longtemps avant de comprendre le pourquoi de cette scène. Deux héros avancent ici en parallèle : d'une part Lisbeth Salander, amoureuse des mathématiques et hacker en informatique, de l'autre Mikael Blomkvist, journaliste au



Millénium, revue qui s'apprête à publier un dossier sur la traite des femmes venues des pays de l'Est. Lorsque deux jeunes journalistes de la revue sont assassinés, tout porte à croire que Lisbeth est la coupable. Alors que la police se lance à sa suite, Mikael Blomkvist reste persuadé de son innocence. Un suspense hâtant qui permet au passage de dénoncer bien des manipulations sur la prostitution en Suède. Le nombre de pages peut faire peur : rassurez-vous, si vous commencez, vous ne vous arrêterez plus. FV.

La Jungle

**Upton Sinclair
et Peter Kuper**

**Ed. Rackham
2006 - 30 p. - 14€**

Remarquable mise en dessin d'un livre des années 30 sur le monde industriel dans la région de Chicago, avec l'exploitation à outrance, l'apparition des syndicats... dans la jungle du capitalisme. Très beau graphisme pour une histoire brute et cruelle. MB.



Kia Ora

**Ollivier Jouvray,
Virginie Ollagnier-Jouvray et Efa
Ed. Vents d'Ouest
2007 - 56 p. - 13€**

Alors qu'une bagarre éclate dans la cour de l'école, la maîtresse décide de raconter sa jeunesse aux élèves. Nous sommes en

Nouvelle-Zélande au début du vingtième siècle. Les Maoris ont le plus grand mal à survivre au sein de l'empire colonial britannique. Un investisseur propose au jeune parti maori d'engager une troupe de danseurs traditionnels pour organiser une tournée de représentation en Europe... L'héroïne arrivera à partir avec ses parents, pour se retrouver exhibée dans une exposition universelle comme des "monstres". Le premier tome se conclut sur le départ du bateau pour l'Europe. Une bonne recherche historique pour rendre compte au plus juste de la condition des Maoris de l'époque. Un dessin toutefois un peu faible. MB.

Rosangella

**Eric Corbeyran
et Olivier Berlion
Ed. Dargaud
2007 - 84 p. - 15€**

Rosangella vit seule avec ses trois enfants. Elle s'occupe d'un manège placé sur le parking d'un grand magasin où elle fait

connaissance avec Jo, un vigile. Une histoire d'amour pourrait renaître... mais c'est à ce moment-là que revient Max, son ex-mari, qu'elle a quitté après avoir été battue par lui pendant des années. Il vient officiellement pour fêter les 18 ans de sa fille. Une histoire fort bien construite qui dénonce avec justesse les violences conjugales et qui, malgré tout, se termine bien. FV.

Les fondus du portable

**Gazenove, Richez, Saive
Ed. Bamboo
(Charnay-lès-Mâcon)
2007 - 48 p. - 9,45€**

Le téléphone portable suscite bien des idées pour les scénaristes de BD. En attendant la publication en album d'*Allô t'es où* de Lindingre et Lefred-Thouron, prépublié dans *Fluide glacial*, qui dénonce très intelligemment

les travers de civilisation liés à ce gadget, on peut lire *Les Bidochon usent le forfait* de Binet (éd. Fluide Glacial), le premier du genre ou découvrir cette nouvelle BD, *Les fondus du portable*, d'un niveau humoristique moindre. Dans cette dernière, cela sent un peu trop le remplissage rapide pour profiter d'un créneau commercial. Dessin hyper-classique, gags faciles. On sourit, mais sans plus. Trop gentil. MB.

Bouclier humain, tome 2

**Xavier Bétaucourt,
Amara Sellali,
Dominique Hennebaut
Ed. Bamboo
(Charnay-lès-Mâcon)
2005 - 48 p. - 12,90€**

Le premier tome de cette histoire réelle racontait la volonté de jeunes de s'opposer concrètement à la menace de guerre en Irak en se portant volontaire pour devenir bouclier humain à Bagdad. Le premier tome finit sur le premier bombardement américain, le 20 mars 2003 à 5h35. Nous retrouvons Amara dans un abri sous une centrale électrique et nous découvrons comment la vie s'organise entre les bombardements de la capitale. Amara essaie de photo-

graphier et de filmer les massacres de civils, mais se fera détruire ses pellicules par une patrouille américaine alors qu'elle cherche à rejoindre une première fois la Syrie. Elle finira par réussir à sortir du pays avec des militants humanitaires, fin du deuxième volume. Témoignage remarquable de l'ambiance de fin de règne de Saddam Hussein, avec le doute politique qui apparaît peu à peu, témoignage de la sauvagerie américaine. Espérons une suite avec la guerre d'aujourd'hui qui détruit chaque jour un peu plus l'Irak sans que l'on voie comment les Etats-Unis pourraient s'en sortir. MB.

La France a peur Nic Oumouk tome 2

**Manu Larzenet
Ed. Dargaud
2007 - 48 p. - 9,80€**

Après le réjouissant *Total souk pour Nic Oumouk*, Manu Larzenet continue dans la même veine. Ce deuxième volume s'ouvre sur des émeutes en banlieues. En une seule planche, Larzenet démonte avec jubilation le rôle des médias. Notre jeune héros n'a pas de veine et se voit offrir un sac en pleine charge de CRS, sac qui contient des cocktails molotov. Un flagrant délit plus tard, il est condamné à des "travaux d'enterré général" et découvre qu'au-delà la banlieue, il existe "la province". Chargé d'aider un paysan bio à sauver son kebab bio de la concurrence d'une grande chaîne de malbouffe, il provoque quelques catastrophes dans la ferme, se heurte à des poules rétives et met en échec un projet de clonage OGM. Larzenet dérape un peu sur l'histoire : on ne sait plus si on est dans son autre série *Le retour à la terre* ou dans celle de son scénariste Jean-Yves Ferri qui dessine par ailleurs *Aimé Lacapelle* dont les poules sont aussi intellectuelles que dans cette BD. Réjouissant quand même. MB.



B.D.



Une demi-douzaine d'elles, Ugoline Saine

**Anne Barau
et Fanny Dalle-Rive
Ed. L'Association
2007 - 32 p. - 6€**

Ugoline Saine va être maman ! En trente-deux pages, les auteures nous emmènent dans les méandres d'une maternité, avec la hiérarchie de la souffrance (depuis la césarienne de confort à l'épisiotomie sans péridurale), les conseils contradictoires, les horaires inhumains, le père qui fait ce qu'il peut, la mère qui s'interroge sur les mystères de la montée de lait... Les auteures poursuivent ici, avec ce cinquième volume, une galerie de portraits. Dans un style ligne claire parfaitement maîtrisé, un véritable tour de la question traité avec brio. Un guide de la maternité pour tous les futurs parents ? MB.



Beyrouth, juillet-août 2006

**Mazen Kerbaj
Ed. L'Association
2007 - 150 p. - 25€**

Mazen Kerbaj, musicien, est à Beyrouth le 14 juillet 2006, premier jour des bombardements d'Israël sur le pays. Il ouvre alors un blog sur internet et publie des dessins et des réflexions au fur et à mesure du déroulement de la guerre. Même s'il affirme à plusieurs reprises que ceci est une démarche artistique et non politique, ces petits dessins publiés pendant un mois et repris ici dans un ouvrage, en disent long sur l'absurdité de la guerre à résoudre les problèmes, sur les conséquences pour les civils... Un mois et 1000 civils enterrés plus tard, Israël estime avoir atteint ses objectifs (?) et les bombardements s'arrêtent. Prévoyance de l'auteur qui present déjà que cela ouvrira les plaies entre Libanais et qu'une autre guerre se prépare. Surprenant au premier regard puis envoûtant. FV.



C . D .

Corrida : Basta

Flac, BP 16,
34301 Agde cedex.
2007 - 5 titres 19'
7€ (franco) dons appréciés.

L'idée semble séduisante. Consacrer un cd à la lutte contre la corrida. A travers cinq plages la Flac (Fédération de liaison anti-corrida) dénonce la boucherie que représente la tauromachie. Le résultat est par contre un peu décevant. Les deux chansons, malgré la bonne volonte de l'auteur-compositeur, sont peu passionnantes. Viennent ensuite un entretien d'un juge, M. Charollois, défenseur de la cause animale,



lors d'une émission d'une radio locale dans le Midi, puis un texte pugnace lu avec conviction, et enfin des témoignages d'enfants au langage très actuel. Le discours est certes radical pour "ne plus tolérer l'intolérable", pour demander l'abolition immédiate et définitive de cet "archaïsme sanglant", de ce sadisme, en France comme dans toute l'Europe. Mais, sans trop

savoir d'où vient la gêne, l'ensemble a du mal à emporter notre consentement. MJ.

Grand chahut collectif

Collectif de musiciens
pas rangés
Tél : 04 75 25 74 56,
grandchahut@free.fr

Comme souvent dans la musique expérimentale, il y a les bons moments et les passages plus difficiles à écouter. Cet ensemble ne déroge pas à la règle. Mais, parmi ces improvisations, il est rassurant de retrouver de multiples références et influences. Humour, histoires saugrenues, écritures et bruitages surprenants, voix subtiles, instruments et thèmes hétéroclites, tons très cuivrés, ballades insolites, galops imaginaires, jalonnent cet opus à la création riche et ouverte. Le tout est complété par deux vidéos. Alors, même s'il faut certainement plusieurs écoutes pour bien s'en imprégner, il est exquis de se laisser surprendre par l'univers de ce "grand chahut collectif". MJ.

donne quelques informations sur l'utilisation des cd, sur ces oiseaux, leurs lieux de vie, les façons de les reconnaître, leurs chants. Les enregistrements sont impeccables, les textes agréables, didactiques et clairs. MJ.



Combo Quilombo

contact
comboquilombo@free.fr
gratuit

L'album en lui-même vaut le détour. C'est du bon blues. Les ballades, comme les airs plus entraînants, sont emballants et bien chaloupés. Quant aux paroles, elles s'inscrivent dans une démarche de rébellion, de lutte contre toute forme de domination. Leur démarche va même plus loin puisque malgré l'investissement de nombreuses personnes sur cet album, ils ont fait le choix d'être diffusés hors des circuits de vente et distribuent leur disque gratuitement. Artistiquement c'est agréable. A écouter sans modération. MJ.



ABC des chants d'oiseaux

Studio les 3 becs
Domaine du Boulon,
07800 Saint-Laurent
2006 - 2 cd de 70 mn
chacun - 30€

Partez à la découverte du chant des oiseaux. Qui sont ces oiseaux que l'on rencontre à la campagne, dans les bois, au bord d'une rivière, d'un étang, en ville, dans un village, à la montagne ? Le premier cd donne les noms en même temps que le chant dans le milieu naturel de plus de 50 d'entre eux. Dans le deuxième, il n'y a que les chants. Il permet de tester ses connaissances. Un coffret illustré par l'inévitable et remarquable Alexis Nouailhat,

Pli ol nenio

par Martin & La Talpoj
Ed. Vinilkosmo
(31450 Donneville)
2007 - 12 titres - 12,67€

Martin Wiese, chanteur du groupe *Persono*, propose ici des chansons rock en espéranto. Il est aussi le dessinateur de la jaquette. Difficile de ne pas comparer cet album à de la variété. Les airs se veulent mélodieux, mais on se lasse vite par manque d'imagination. On attend en vain le morceau qui ferait vibrer. Les paroles, réservées aux espérantistes, ne sauvent pas ce cd. C'est toujours "Mieux que rien" (traduction du titre). MJ.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **La guerre secrète des OGM**, Hervé Kempf, éd. Seuil/Points sciences, 2007, 340 p. 9€. Réédition en poche du livre initialement paru en 2003 et réactualisé pour le coup. Une histoire vue des deux côtés : des scientifiques qui croient pouvoir apporter un progrès au monde, des opposants de plus en plus nombreux devant une technique qui ne semble pas avoir beaucoup d'utilité à de rares exceptions près. Un livre peu cher pour avoir l'essentiel des enjeux du débat.
- **La peste monothéiste**, Cyrille Gallion, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2007, 130 p. 12€. Selon l'auteur, on assiste à un retour de l'ordre religieux à partir de l'affrontement entre les religions monothéistes. Il plaide donc ici pour un renouveau du combat pour l'athéisme et pour la laïcité.
- **Les jardins et la pluie**, Nigel Dunnet, Andy Clayden, éd. du Rouergue (12035 Rodez), 2007, 192 p. 30€. Après un précédent livre sur les toits végétaux, les auteurs proposent ici la réalisation de jardins ne nécessitant pas ou peu d'arrosage : récupération des eaux de pluie, stockage et drainage naturels... Richement illustrés de photos de jardins pas à la portée de la première bourse venue, par contre très bien fait pour des collectivités.
- **Solidarité internationale, répertoire des acteurs**, Commission coopération développement, éd. Ritimo, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, 2007, 234 p. 10€. Présentation de 400 associations de développement.
- **Dégustez les plantes sauvages**, François Couplan, éd. Sang de la Terre, 2007, 270 p. 25€. De très nombreuses plantes sauvages comestibles et courantes sont présentées en photos, suivi d'un panel de recettes pour les accommoder à votre goût.
- **Panique à l'Impérial Palace**, Michel Cavallo, éd. Asile, 59, route des Frassettes, Ferrières, 74370 Pringy, 2007, 250 p. + 1 CD musical, 23€. Tous les soixante-huitards ne sont pas devenus des bobos : certains ont continué à s'amuser bien au-delà des limites. Ce livre-témoignage raconte comment de 1968 à 1975, l'Anney Jazz action a provoqué une effervescence dans la ville savoyarde et au-delà. L'auteur, acteur, raconte avec précisions ces heures folles... qui ne demandent qu'à se reproduire ici ou ailleurs.
- **La ligne d'horizon**, François Partant, éd. La Découverte/Poche, 2007, 234 p. 9€. Voici enfin disponible en livre de poche l'un des livres fondamentaux de la critique du développement, source d'inspiration de l'association du même nom, association qui par ses colloques et ses publications a grandement contribué à faire évoluer la pensée alternative vers l'objection de croissance.
- **Alzheimer, parkinson**, Patrick Wolf, éd. Grancher, 2007, 240 p. 18€. L'alimentation semble jouer un rôle important dans le déclenchement de ces deux maladies. Un guide pour éviter les maladies et pour éviter leur évolution si elles sont déjà déclarées.
- **Nucléaire : le débat public atomisé**, Marie Masala, éd. L'Harmattan, 2007, 230 p. 21,50€. Si certains pro-nucléaires avancent avec de gros sabots (comme "Vents de colère", la SFEN, par exemple), ici, c'est beaucoup plus subtil et intelligent puisqu'on y décortique les échanges autour du débat public sur l'EPR et que l'on essaie de nous montrer que l'on pourrait faire le scénario Négawatt en y ajoutant 'seulement' quatre nouveaux réacteurs nucléaires. Manifestement, l'auteur connaît bien les pro et les anti... mais ne peut s'empêcher d'affirmer des choses comme "le seul CO₂ rejeté par une centrale nucléaire provient de la respiration des gens qui y travaillent" : c'est vrai, il n'y a aucun transport pour amener le combustible des mines africaines au réacteur en passant par toutes les étapes intermédiaires !

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

📄 Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

📄 Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

📄 Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi 10h-12h et 14h-17h

📄 Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

📄 Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33 B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 CCP 000 15 19 365 54

📄 Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire :

0910 G 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2^e trimestre 2007

Tirage : 8200 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h
📞 04 78 39 55 33

Bureau : Jacques Caclin, Myriam Cognard, Xavier Sérédine

Administrateurs : Alexandre Esteban, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE

Directeur de publication :

Mimmo Pucciarelli

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Dessinateurs : Farine, Jiho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité

Photographes : Henri de Bénazé, Marie Clem's, Greenpeace, Fabien Periskic, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck

Et pour ce numéro : Jean-Louis Beaumier, Roland Desbordes, Marguerite Descamps, Françoise Dumont, Véronique Gallais, Jean-Philippe-Joseph, Jean-Pierre Joseph, Elsa Joyeux-Bouillon, Daniel Julien, Jean-Marc Luquet, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Maureen de Mey, Baptiste Mylondo, Mireille Oria, Jocelyn Peyret, Christine Rojewski, Reine Rosset, Survival international, Myriam Travostino, Bernard Valette, François Veillerette

Couverture : Illustration de Farine

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . . . 4 €

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 4 €

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. 4 €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Marais poitevin. Kvinpetalo. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. 4 €

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 4 €

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . 4 €

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
Phébus Ariège. La Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'aïlleurs. Village écolo ou écovillage ? Millepatte. Prommata. Equitable 4 €

☐ **337 Paris**
Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon. l'UPF. La Piñata. 4 €

☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
Ferme du collet. Diables bleus. Ecco-mondo. Correns. Hélichryse. AMAP, Cravirola, Guy Rottier, Ouvert et durable 4 €

Autres numéros

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . 4 €

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires 4 €

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio 4 €

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie 4 €

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible 4 €

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire 4 €

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche 4 €

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2) 4 €

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance 4 €

☐ **332 Créons des médias alternatifs**
Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volontaires. Aurville : une utopie en marche 4 €

☐ **334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique 4 €

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Nanotechnologies. 4 €

☐ **336 Décroissance : penser la transition**
Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE. 4 €

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox. 4 €

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. Action non-violente. Déboulonneurs. Massage café. Alternative Santé. 4 €

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale. 4 €

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable : pratique néo-coloniale ? 4 €

☐ **343 Changeons la recherche !**
Paul Ariès. Révolution et décroissance. Parole et démocratie participative. . . . 4 €

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde. 4 €

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole. 4 €

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille 4 €

☐ **Devenons des médias alternatifs, éditions du P'tit gavroche.** 2006, 370 p, 10 € (+ 3€ frais de port)

S'abonner à S!lence

France métropolitaine

| | |
|----------------------------------------------|------------|
| ☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n° | 15 € |
| ☐ Particulier 1 an | 40 € |
| ☐ Institution 1 an | 80 € |
| ☐ Soutien 1 an | 50 € et + |
| ☐ Petit futé 2 ans | 65 € |
| ☐ Groupés par 3 ex | 1 an 100 € |
| ☐ Groupés par 5 ex | 1 an 150 € |
| ☐ Petit budget | 1 an 25 € |

Suisse

| | |
|----------------------------------------------|-------|
| ☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n° | 25 FS |
| ☐ Particulier 1 an | 85 FS |

Autres pays et Dom-tom

| | |
|----------------------------------------------|-----------|
| ☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n° | 22 € |
| ☐ Particulier 1 an | 55 € |
| ☐ Institution 1 an | 100 € |
| ☐ Soutien 1 an | 60 € et + |
| ☐ Petit futé 2 ans..... | 85 € |
| ☐ Petit budget 1 an..... | 35 € |

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain tél : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4





Livres

Oui, nous avons hébergé un terroriste de trois ans

Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell
Ed. Libertaires
(17190 Saint-Georges-d'Oléron)
2006 - 184 p. 12€

Terrifiant. C'est peut-être le mot le mieux adapté à la mauvaise aventure survenue aux auteurs de cet ouvrage, fondateurs et animateurs de l'école Bonaventure. Dans cette école libertaire, ce couple a non seulement scolarisé, mais aussi hébergé pendant deux ans et demi, un enfant dont les parents étaient en fait des militants d'ETA. Après l'arrestation des parents en octobre 2004, la police est venue faire une descente chez eux, un matin de la fin novembre 2004. Car c'est bien connu qui héberge un enfant, est forcément complice des activités des parents ! Au contraire, comme ils le disent si bien,

"Les enfants ne sont pas responsables de leurs parents". C'est donc en cohérence avec leurs principes qu'ils ont scolarisé, et hébergé cet enfant. C'est ce qu'ils ont répété sans cesse pendant leur garde à vue. Une bonne partie du livre est aussi consacrée à prouver que les libertaires n'ont rien à voir avec le nationalisme, la lutte armée. Mais les policiers n'aiment pas trop les gens qui ne rentrent pas dans un cadre, qui se contentent de vivre avec leurs convictions et ils le leur ont bien fait savoir. Et pour le petit qui n'a rien demandé, lui, c'est la galère des trajets pour voir ses parents enfermés, le choc des parloirs. Ainsi, aujourd'hui, des personnes peuvent se retrouver arrêtées sans motif, perquisitionnées, interrogées, invectivées, avec tout l'avalissement et l'inhumanité qui va avec. Des personnes peuvent être expulsées, car sans papier. D'où la nécessité d'encourager, d'épauler, des structures qui représentent une lueur dans la nuit. Certes l'ouvrage est parfois un peu confus, un peu métaphorique. Mais l'essentiel, évoqué ici à titre d'exemple, demeure : le délire sécuritaire peut frapper n'importe qui et à n'importe quel moment. MJ.

LE LIVRE DU MOIS



Travailler peut nuire gravement à votre santé

Annie Thébaud-Mony - Ed. La Découverte
2007 - 290 p. - 19€

Annie Thébaud-Mony, sociologue, directrice de recherche à l'Inserm, poursuit inlassablement son travail sur les conditions de travail et les risques imposés aux travailleurs. Après avoir travaillé sur le cas de l'amiante et sur la sous-traitance dans le domaine du nucléaire, sujets sur lesquels elle revient ici, elle se penche sur les autres problèmes de santé observés dans les entreprises, notamment la hausse des suicides, les cancers professionnels, le harcèlement moral... L'auteur montre notamment que tout le droit est prévu pour protéger l'employeur et que rares sont les procédures judiciaires engagées lorsqu'il y a des "accidents" ou même des "décès". Comme elle le dit en ouverture du livre : un syndicaliste a plus de chance de finir en prison en arrachant les plants d'une culture illicite ou en démontant un MacDo qu'un patron qui laisse mourir ses salariés. Elle rappelle que ceci n'a rien d'obligatoire et qu'une loi de 2004 au Québec a même vu le jour pour classer les accidents du travail en crime... à la suite de très nombreux accidents liés à la recherche d'une productivité sans cesse accrue. A l'aide de nombreux exemples concrets, elle mesure l'ampleur du phénomène, développe par exemple les conséquences pour les femmes de leur entrée dans le monde du travail : les femmes souvent dans des emplois sous-qualifiés, subissent des atteintes psychiques et physiques importantes qui conduisent à des problèmes de santé précoces. Elle s'interroge sur le rôle de la médecine du travail et de l'inspection du travail, de même sur l'aveuglement parfois évident des syndicats qui préfèrent sauver des emplois plutôt que sauver la santé. Enfin, elle interroge sur le rôle de la recherche, son domaine, en montrant que l'épidémiologie qui permet justement de prendre en compte l'ampleur de ces phénomènes, est peu développée, jugée coûteuse, mais surtout dangereuse pour notre système économique. Le risque pour le chercheur est de démontrer la nocivité d'un phénomène et de passer de l'observation à la dénonciation, un pas qu'elle a franchi, non sans problème. Elle termine par un phénomène contemporain : quand enfin, un problème est reconnu ici... on délocalise le travail ailleurs, comme cela a été le cas pour l'amiante, interdit en Europe, encore exploité au Brésil. Un livre percutant qui mériterait une suite sur le plan syndical et politique. MB.

HORS SÉRIE NUMÉRO 45

Agir avec les Amap et les distributeurs alternatifs

Bio, équitable ou éthique, quels repères pour le consommateur ?

Reportages au Kenya et au Mexique

Entretien exclusif avec le fondateur de Max Havelaar

COMMERCE ÉQUITABLE
L'empreinte bio



EN KIOSQUE JUSQU'À L'ÉTÉ